Extraits

- De la Constitution fédérale Suisse (Cst) P.1
- Du Code Civil Suisse (CCS) P.11
- Du Code des Obligations (CO) P. 26

Constitution fédérale suisse (Cst)

Préambule

Au nom de Dieu Tout-Puissant!

Le peuple et les cantons suisses,

conscients de leur responsabilité envers la Création,

résolus à renouveler leur alliance

pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde,

déterminés à vivre ensemble leurs diversités

dans le respect de l'autre et l'équité,

conscients des acquis communs et de leur devoir d'assumer leurs responsabilités envers les générations futures,

sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres,

arrêtent la Constitution que voici:

Art. 1

Le peuple suisse et les cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne, d'Uri, de Schwyz, d'Obwald et de Nidwald, de Glaris, de Zoug, de Fribourg, de Soleure, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, de Schaffhouse, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures, de Saint-Gall, des Grisons, d'Argovie, de Thurgovie, du Tessin, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura forment la Confédération suisse.

Art. 2

But

¹ La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.

² Elle favorise la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays.

³ Elle veille à garantir une égalité des chances aussi grande que possible.

⁴ Elle s'engage en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et en faveur d'un ordre international juste et pacifique.

Art. 7

Dignité humaine

La dignité humaine doit être respectée et protégée.

Art. 8

Égalité

¹ Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.

² Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique.

³ L'homme et la femme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail. L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

⁴ La loi prévoit des mesures en vue d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

Art. 9

Protection contre l'arbitraire et protection de la bonne foi

Toute personne a le droit d'être traitée par les organes de l'État sans arbitraire et conformément aux règles de la bonne foi.

Art. 10

Droit à la vie et liberté personnelle

¹ Tout être humain a droit à la vie. La peine de mort est interdite.

² Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à l'intégrité physique et psychique et à la liberté de mouvement.

³ La torture et tout autre traitement ou peine cruels, inhumains ou dégradants sont interdits.

Art. 10a

Interdiction de se dissimuler le visage

¹ Nul ne peut se dissimuler le visage dans l'espace public, ni dans les lieux accessibles au public ou dans lesquels sont fournies des prestations ordinairement accessibles par tout un chacun; l'interdiction n'est pas applicable dans les lieux de culte.

² Nul ne peut contraindre une personne de se dissimuler le visage en raison de son sexe. ³ La loi prévoit des exceptions. Celles-ci ne peuvent être justifiées que par des raisons de santé ou de sécurité, par des raisons climatiques ou par des coutumes locales.

Art. 15

Liberté de conscience et de croyance

¹ La liberté de conscience et de croyance est garantie.

² Toute personne a le droit de choisir librement sa religion ainsi que de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté.

³ Toute personne a le droit d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir et de suivre un enseignement religieux.

⁴ Nul ne peut être contraint d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir, d'accomplir un acte religieux ou de suivre un enseignement religieux.

Art. 16

Libertés d'opinion et d'information

¹ La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties.

² Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion.

³ Toute personne a le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser.

Art. 17

Liberté des médias

¹ La liberté de la presse, de la radio et de la télévision, ainsi que des autres formes de diffusion de productions et d'informations ressortissant aux télécommunications publiques est garantie.

² La censure est interdite.

³ Le secret de rédaction est garanti.

Art. 23	Liberté d'association
<p>1 La liberté d'association est garantie.</p> <p>2 Toute personne a le droit de créer des associations, d'y adhérer ou d'y appartenir et de participer aux activités associatives.</p> <p>3 Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association ou d'y appartenir.</p>	
Art. 24	Liberté d'établissement
<p>1 Les Suisses et les Suissesses ont le droit de s'établir en un lieu quelconque du pays.</p> <p>2 Ils ont le droit de quitter la Suisse ou d'y entrer.</p>	
Art. 26	Garantie de la propriété
<p>1 La propriété est garantie.</p> <p>2 Une pleine indemnité est due en cas d'expropriation ou de restriction de la propriété qui équivaut à une expropriation.</p>	
Art. 27	Liberté économique
<p>1 La liberté économique est garantie.</p> <p>2 Elle comprend notamment le libre choix de la profession, le libre accès à une activité économique lucrative privée et son libre exercice.</p>	
Art. 28	Liberté syndicale
<p>1 Les travailleurs, les employeurs et leurs organisations ont le droit de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts, de créer des associations et d'y adhérer ou non.</p> <p>2 Les conflits sont, autant que possible, réglés par la négociation ou la médiation.</p> <p>3 La grève et le lock-out sont licites quand ils se rapportent aux relations de travail et sont conformes aux obligations de préserver la paix du travail ou de recourir à une conciliation.</p> <p>4 La loi peut interdire le recours à la grève à certaines catégories de personnes.</p>	
Art. 33	Droit de pétition
<p>1 Toute personne a le droit, sans qu'elle en subisse de préjudice, d'adresser des pétitions aux autorités.</p> <p>2 Les autorités doivent prendre connaissance des pétitions.</p>	
Art. 34	Droits politiques
<p>1 Les droits politiques sont garantis.</p> <p>2 La garantie des droits politiques protège la libre formation de l'opinion des citoyens et des citoyennes et l'expression fidèle et sûre de leur volonté.</p>	
Art. 38	Acquisition et perte de la nationalité et des droits de cité
<p>1 La Confédération règle l'acquisition et la perte de la nationalité et des droits de cité par filiation, par mariage ou par adoption. Elle règle également la perte de la nationalité suisse pour d'autres motifs ainsi que la réintégration dans cette dernière.</p> <p>2 Elle édicte des dispositions minimales sur la naturalisation des étrangers par les cantons et octroie l'autorisation de naturalisation.</p> <p>3 Elle facilite la naturalisation:</p> <ol style="list-style-type: none"> des étrangers de la troisième génération; des enfants apatrides. 	
Art. 41	
<p>1 La Confédération et les cantons s'engagent, en complément de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, à ce que:</p> <ol style="list-style-type: none"> toute personne bénéficie de la sécurité sociale; toute personne bénéficie des soins nécessaires à sa santé; les familles en tant que communautés d'adultes et d'enfants soient protégées et encouragées; toute personne capable de travailler puisse assurer son entretien par un travail qu'elle exerce dans des conditions équitables; toute personne en quête d'un logement puisse trouver, pour elle-même et sa famille, un logement approprié à des conditions supportables; les enfants et les jeunes, ainsi que les personnes en âge de travailler puissent bénéficier d'une formation initiale et d'une formation continue correspondant à leurs aptitudes; les enfants et les jeunes soient encouragés à devenir des personnes indépendantes et socialement responsables et soient soutenus dans leur intégration sociale, culturelle et politique. <p>2 La Confédération et les cantons s'engagent à ce que toute personne soit assurée contre les conséquences économiques de l'âge, de l'invalidité, de la maladie, de l'accident, du chômage, de la maternité, de la condition d'orphelin et du veuvage.</p> <p>3 Ils s'engagent en faveur des buts sociaux dans le cadre de leurs compétences constitutionnelles et des moyens disponibles.</p> <p>4 Aucun droit subjectif à des prestations de l'État ne peut être déduit directement des buts sociaux.</p>	
Art. 72	Église et État
<p>1 La réglementation des rapports entre l'Église et l'État est du ressort des cantons.</p> <p>2 Dans les limites de leurs compétences respectives, la Confédération et les cantons peuvent prendre des mesures propres à maintenir la paix entre les membres des diverses communautés religieuses.</p> <p>3 La construction de minarets est interdite.</p>	
Art. 88	Chemins et sentiers pédestres et voies cyclables
<p>1 La Confédération fixe les principes applicables aux réseaux de chemins et de sentiers pédestres et aux réseaux de voies cyclables.</p> <p>2 Elle peut soutenir et coordonner les mesures prises par les cantons et par des tiers visant à aménager et entretenir ces réseaux et à fournir des informations sur ceux-ci. Ce faisant, elle respecte les compétences des cantons.</p> <p>3 Elle prend ces réseaux en considération dans l'accomplissement de ses tâches. Elle remplace les chemins et sentiers pédestres et les voies cyclables qu'elle doit supprimer.</p>	
Art. 94	Principes de l'ordre économique
<p>1 La Confédération et les cantons respectent le principe de la liberté économique.</p> <p>2 Ils veillent à sauvegarder les intérêts de l'économie nationale et contribuent, avec le secteur de l'économie privée, à la prospérité et à la sécurité économique de la population.</p> <p>3 Dans les limites de leurs compétences respectives, ils veillent à créer un environnement favorable au secteur de l'économie privée.</p> <p>4 Les dérogations au principe de la liberté économique, en particulier les mesures menaçant la concurrence, ne sont admises que si elles sont prévues par la Constitution fédérale ou fondées sur les droits régaliens des cantons.</p>	

Art. 95	Activité économique lucrative privée
<p>¹ La Confédération peut légiférer sur l'exercice des activités économiques lucratives privées.</p> <p>² Elle veille à créer un espace économique suisse unique. Elle garantit aux personnes qui justifient d'une formation universitaire ou d'une formation fédérale, cantonale ou reconnue par le canton la possibilité d'exercer leur profession dans toute la Suisse.</p>	
Art. 96	Politique en matière de concurrence
<p>¹ La Confédération légifère afin de lutter contre les conséquences sociales et économiques dommageables des cartels et des autres formes de limitation de la concurrence.</p> <p>² Elle prend des mesures:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. afin d'empêcher la fixation de prix abusifs par des entreprises ou des organisations de droit privé ou de droit public occupant une position dominante sur le marché; b. afin de lutter contre la concurrence déloyale. 	
Art. 97	Protection des consommateurs et des consommatrices
<p>¹ La Confédération prend des mesures destinées à protéger les consommateurs et les consommatrices.</p> <p>² Elle légifère sur les voies de droit ouvertes aux organisations de consommateurs. Dans les domaines relevant de la législation sur la concurrence déloyale, ces organisations bénéficient des mêmes droits que les associations professionnelles et économiques.</p> <p>³ Les cantons prévoient une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire simple et rapide pour les litiges dont la valeur litigieuse ne dépasse pas un montant déterminé. Le Conseil fédéral fixe ce montant.</p>	
Art. 98	Banques et assurances
<p>¹ La Confédération légifère sur les banques et sur les bourses en tenant compte du rôle et du statut particuliers des banques cantonales.</p> <p>² Elle peut légiférer sur les services financiers dans d'autres domaines.</p> <p>³ Elle légifère sur les assurances privées.</p>	
Art. 99	Politique monétaire
<p>¹ La monnaie relève de la compétence de la Confédération; le droit de battre monnaie et celui d'émettre des billets de banque appartiennent exclusivement à la Confédération.</p> <p>² En sa qualité de banque centrale indépendante, la Banque nationale suisse mène une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays; elle est administrée avec le concours et sous la surveillance de la Confédération.</p> <p>³ La Banque nationale constitue, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes, dont une part doit consister en or.</p> <p>⁴ Elle verse au moins deux tiers de son bénéfice net aux cantons.</p>	
Art. 100	Politique conjoncturelle
<p>¹ La Confédération prend des mesures afin d'assurer une évolution régulière de la conjoncture et, en particulier, de prévenir et combattre le chômage et le renchérissement.</p> <p>² Elle prend en considération le développement économique propre à chaque région. Elle collabore avec les cantons et les milieux économiques.</p> <p>³ Dans les domaines du crédit et de la monnaie, du commerce extérieur et des finances publiques, elle peut, au besoin, déroger au principe de la liberté économique.</p> <p>⁴ La Confédération, les cantons et les communes fixent leur politique budgétaire en prenant en considération la situation conjoncturelle.</p> <p>⁵ Afin de stabiliser la conjoncture, la Confédération peut temporairement prélever des suppléments ou accorder des rabais sur les impôts et les taxes relevant du droit fédéral. Les fonds prélevés doivent être gelés; lorsque la mesure est levée, les impôts et taxes directs sont remboursés individuellement, et les impôts et taxes indirects, affectés à l'octroi de rabais ou à la création d'emplois.</p> <p>⁶ La Confédération peut obliger les entreprises à créer des réserves de crise; à cette fin, elle accorde des allègements fiscaux et peut obliger les cantons à en accorder aussi. Lorsque les réserves sont libérées, les entreprises décident librement de leur emploi dans les limites des affectations prévues par la loi.</p>	
Art. 101	Politique économique extérieure
<p>¹ La Confédération veille à la sauvegarde des intérêts de l'économie suisse à l'étranger.</p> <p>² Dans des cas particuliers, elle peut prendre des mesures afin de protéger l'économie suisse. Elle peut, au besoin, déroger au principe de la liberté économique.</p>	
Art. 102	Approvisionnement du pays
<p>¹ La Confédération assure l'approvisionnement du pays en biens et services de première nécessité afin de pouvoir faire face à une menace de guerre, à une autre manifestation de force ou à une grave pénurie à laquelle l'économie n'est pas en mesure de remédier par ses propres moyens. Elle prend des mesures préventives.</p> <p>² Elle peut, au besoin, déroger au principe de la liberté économique.</p>	
Art. 103	Politique structurelle
<p>La Confédération peut soutenir les régions économiquement menacées et promouvoir des branches économiques et des professions si les mesures d'entraide que l'on peut raisonnablement exiger d'elles ne suffisent pas à assurer leur existence. Elle peut, au besoin, déroger au principe de la liberté économique.</p>	

<p>Art. 104 Agriculture</p> <p>1 La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement:</p> <ol style="list-style-type: none"> à la sécurité de l'approvisionnement de la population; à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural; à l'occupation décentralisée du territoire. <p>2 En complément des mesures d'entraide que l'on peut raisonnablement exiger de l'agriculture et en dérogeant, au besoin, au principe de la liberté économique, la Confédération encourage les exploitations paysannes cultivant le sol.</p> <p>3 Elle conçoit les mesures de sorte que l'agriculture réponde à ses multiples fonctions. Ses compétences et ses tâches sont notamment les suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> elle complète le revenu paysan par des paiements directs aux fins de rémunérer équitablement les prestations fournies, à condition que l'exploitant apporte la preuve qu'il satisfait à des exigences de caractère écologique; elle encourage, au moyen de mesures incitatives présentant un intérêt économique, les formes d'exploitation particulièrement en accord avec la nature et respectueuses de l'environnement et des animaux; elle légifère sur la déclaration de la provenance, de la qualité, des méthodes de production et des procédés de transformation des denrées alimentaires; elle protège l'environnement contre les atteintes liées à l'utilisation abusive d'engrais, de produits chimiques et d'autres matières auxiliaires; elle peut encourager la recherche, la vulgarisation et la formation agricoles et octroyer des aides à l'investissement; elle peut légiférer sur la consolidation de la propriété foncière rurale. <p>4 Elle engage à ces fins des crédits agricoles à affectation spéciale ainsi que des ressources générales de la Confédération.</p>
<p>Art. 104a Sécurité alimentaire</p> <p>En vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, la Confédération crée des conditions pour:</p> <ol style="list-style-type: none"> la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles; une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources de manière efficiente; une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché; des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire; une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources.
<p>Art. 105 Alcool</p> <p>La législation sur la fabrication, l'importation, la rectification et la vente de l'alcool obtenu par distillation relève de la compétence de la Confédération. Celle-ci tient compte en particulier des effets nocifs de la consommation d'alcool.</p>
<p>Art. 106 Jeux d'argent</p> <p>1 La Confédération légifère sur les jeux d'argent en tenant compte des intérêts des cantons.</p> <p>2 Une concession de la Confédération est nécessaire pour ouvrir et exploiter une maison de jeu. Lorsqu'elle octroie une concession, la Confédération prend en considération les réalités régionales. Elle prélève sur les recettes dégagées par l'exploitation des jeux un impôt qui ne doit pas dépasser 80 % du produit brut des jeux. Cet impôt est affecté à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.</p> <p>3 L'autorisation et la surveillance des jeux d'argent suivants sont du ressort des cantons:</p> <ol style="list-style-type: none"> les jeux auxquels peuvent participer un nombre illimité de personnes en plusieurs endroits et dont le résultat est déterminé par un tirage au sort commun ou par un procédé analogue, à l'exception des systèmes de jackpot des maisons de jeu; les paris sportifs; les jeux d'adresse. <p>4 Les al. 2 et 3 s'appliquent aussi aux jeux d'argent exploités par le biais d'un réseau de communication électronique.</p> <p>5 La Confédération et les cantons tiennent compte des dangers inhérents aux jeux d'argent. Ils prennent les dispositions législatives et les mesures de surveillance propres à assurer une protection adaptée aux spécificités des jeux ainsi qu'au lieu et au mode d'exploitation de l'offre.</p> <p>6 Les cantons veillent à ce que les bénéfices nets des jeux visés à l'al. 3, let. a et b, soient intégralement affectés à des buts d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel, social et sportif.</p> <p>7 La Confédération et les cantons coordonnent leurs efforts dans l'accomplissement de leurs tâches. La loi institue à cet effet un organe commun composé à parts égales de membres des autorités d'exécution de la Confédération et de membres des autorités d'exécution des cantons.</p>
<p>Art. 107 Armes et matériel de guerre</p> <p>1 La Confédération légifère afin de lutter contre l'usage abusif d'armes, d'accessoires d'armes et de munitions.</p> <p>2 Elle légifère sur la fabrication, l'acquisition, la distribution, l'importation, l'exportation et le transit de matériel de guerre.</p>
<p>Art. 108 Encouragement de la construction de logements et de l'accession à la propriété</p> <p>1 La Confédération encourage la construction de logements ainsi que l'acquisition d'appartements et de maisons familiales destinés à l'usage personnel de particuliers et les activités des maîtres d'ouvrage et des organisations œuvrant à la construction de logements d'utilité publique.</p> <p>2 Elle encourage en particulier l'acquisition et l'équipement de terrains en vue de la construction de logements, la rationalisation de la construction, l'abaissement de son coût et l'abaissement du coût du logement.</p> <p>3 Elle peut légiférer sur l'équipement de terrains pour la construction de logements et sur la rationalisation de la construction.</p> <p>4 Ce faisant, elle prend notamment en considération les intérêts des familles et des personnes âgées, handicapées ou dans le besoin.</p>
<p>Art. 109 Bail à loyer</p> <p>1 La Confédération légifère afin de lutter contre les abus en matière de bail à loyer, notamment les loyers abusifs, ainsi que sur l'annulabilité des congés abusifs et la prolongation du bail pour une durée déterminée.</p> <p>2 Elle peut légiférer sur la force obligatoire générale des contrats-cadres de bail. Pour pouvoir être déclarés de force obligatoire générale, ces contrats doivent tenir compte des intérêts légitimes des minorités et des particularités régionales et respecter le principe de l'égalité devant la loi.</p>

<p>Art. 110 Travail</p> <p>¹ La Confédération peut légiférer:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. sur la protection des travailleurs; b. sur les rapports entre employeurs et travailleurs, notamment la réglementation en commun des questions intéressant l'entreprise et le domaine professionnel; c. sur le service de placement; d. sur l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail. <p>² Le champ d'application d'une convention collective de travail ne peut être étendu que si cette convention tient compte équitablement des intérêts légitimes des minorités et des particularités régionales et qu'elle respecte le principe de l'égalité devant la loi et la liberté syndicale.</p> <p>³ Le 1^{er} août est le jour de la fête nationale. Il est assimilé aux dimanches du point de vue du droit du travail; il est rémunéré.</p>
<p>Art. 111 Prévoyance vieillesse, survivants et invalidité</p> <p>¹ La Confédération prend des mesures afin d'assurer une prévoyance vieillesse, survivants et invalidité suffisante. Cette prévoyance repose sur les trois piliers que sont l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité fédérale, la prévoyance professionnelle et la prévoyance individuelle.</p> <p>² La Confédération veille à ce que l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité fédérale ainsi que la prévoyance professionnelle puissent remplir leur fonction de manière durable.</p> <p>³ Elle peut obliger les cantons à accorder des exonérations fiscales aux institutions relevant de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité fédérale ou de la prévoyance professionnelle, ainsi que des allègements fiscaux aux assurés et à leurs employeurs sur les cotisations versées et les sommes qui sont l'objet d'un droit d'expectative.</p> <p>⁴ En collaboration avec les cantons, elle encourage la prévoyance individuelle, notamment par des mesures fiscales et par une politique facilitant l'accèsion à la propriété.</p>
<p>Art. 112 Assurance-vieillesse, survivants et invalidité</p> <p>¹ La Confédération légifère sur l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.</p> <p>² Ce faisant, elle respecte les principes suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. l'assurance est obligatoire; a^{bis}. elle accorde des prestations en espèces et en nature; b. les rentes doivent couvrir les besoins vitaux de manière appropriée; c. la rente maximale ne dépasse pas le double de la rente minimale; d. les rentes sont adaptées au moins à l'évolution des prix. <p>³ L'assurance est financée:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. par les cotisations des assurés; lorsque l'assuré est salarié, l'employeur prend à sa charge la moitié du montant de la cotisation; b. par des prestations de la Confédération. <p>⁴ Les prestations de la Confédération n'excèdent pas la moitié des dépenses.</p> <p>⁵ Les prestations de la Confédération sont financées prioritairement par le produit net de l'impôt sur le tabac, de l'impôt sur les boissons distillées et de l'impôt sur les recettes des maisons de jeu.</p>
<p>Art. 112a Prestations complémentaires</p> <p>¹ La Confédération et les cantons versent des prestations complémentaires si l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité ne couvre pas les besoins vitaux.</p> <p>² La loi fixe le montant des prestations complémentaires et définit les tâches et les compétences de la Confédération et des cantons.</p>
<p>Art. 112b Encouragement de l'intégration des invalides</p> <p>¹ La Confédération encourage l'intégration des invalides par des prestations en espèces et en nature. Elle peut utiliser à cette fin les ressources financières de l'assurance-invalidité.</p> <p>² Les cantons encouragent l'intégration des invalides, notamment par des contributions destinées à la construction et à l'exploitation d'institutions visant à leur procurer un logement et un travail.</p> <p>³ La loi fixe les objectifs, les principes et les critères d'intégration des invalides.</p>
<p>Art. 112c Aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées</p> <p>¹ Les cantons pourvoient à l'aide à domicile et aux soins à domicile en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées.</p> <p>² La Confédération soutient les efforts déployés à l'échelle nationale en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées. Elle peut utiliser à cette fin les ressources financières de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.</p>
<p>Art. 113 Prévoyance professionnelle</p> <p>¹ La Confédération légifère sur la prévoyance professionnelle.</p> <p>² Ce faisant, elle respecte les principes suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la prévoyance professionnelle conjuguée avec l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité permet à l'assuré de maintenir de manière appropriée son niveau de vie antérieur; b. la prévoyance professionnelle est obligatoire pour les salariés; la loi peut prévoir des exceptions; c. l'employeur assure ses salariés auprès d'une institution de prévoyance; au besoin, la Confédération lui donne la possibilité d'assurer ses salariés auprès d'une institution de prévoyance fédérale; d. les personnes exerçant une activité indépendante peuvent s'assurer auprès d'une institution de prévoyance à titre facultatif; e. la Confédération peut déclarer la prévoyance professionnelle obligatoire pour certaines catégories de personnes exerçant une activité indépendante, d'une façon générale ou pour couvrir des risques particuliers. <p>³ La prévoyance professionnelle est financée par les cotisations des assurés; lorsque l'assuré est salarié, l'employeur prend à sa charge au moins la moitié du montant de la cotisation.</p> <p>⁴ Les institutions de prévoyance doivent satisfaire aux exigences minimales fixées par le droit fédéral; la Confédération peut, pour résoudre des problèmes particuliers, prévoir des mesures s'appliquant à l'ensemble du pays.</p>

<p>Art. 114 Assurance-chômage</p> <p>¹ La Confédération légifère sur l'assurance-chômage.</p> <p>² Ce faisant, elle respecte les principes suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> l'assurance garantit une compensation appropriée de la perte du revenu et soutient les mesures destinées à prévenir et à combattre le chômage; l'affiliation est obligatoire pour les salariés; la loi peut prévoir des exceptions; les personnes exerçant une activité indépendante peuvent s'assurer à titre facultatif. <p>³ L'assurance-chômage est financée par les cotisations des assurés; lorsque l'assuré est salarié, l'employeur prend à sa charge la moitié du montant de la cotisation.</p> <p>⁴ La Confédération et les cantons accordent des aides financières dans des circonstances exceptionnelles.</p> <p>⁵ La Confédération peut édicter des dispositions sur l'aide sociale en faveur des chômeurs.</p>
<p>Art. 115 Assistance des personnes dans le besoin</p> <p>Les personnes dans le besoin sont assistées par leur canton de domicile. La Confédération règle les exceptions et les compétences.</p>
<p>Art. 116 Allocations familiales et assurance-maternité</p> <p>¹ Dans l'accomplissement de ses tâches, la Confédération prend en considération les besoins de la famille. Elle peut soutenir les mesures destinées à protéger la famille.</p> <p>² Elle peut légiférer sur les allocations familiales et gérer une caisse fédérale de compensation en matière d'allocations familiales.</p> <p>³ Elle institue une assurance-maternité. Elle peut également soumettre à l'obligation de cotiser les personnes qui ne peuvent bénéficier des prestations d'assurance.</p> <p>⁴ Elle peut déclarer l'affiliation à une caisse de compensation familiale et l'assurance-maternité obligatoires, de manière générale ou pour certaines catégories de personnes, et faire dépendre ses prestations d'une juste contribution des cantons.</p>
<p>Art. 136 Droits politiques</p> <p>¹ Tous les Suisses et toutes les Suissesses ayant 18 ans révolus qui ne sont pas interdits pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit ont les droits politiques en matière fédérale. Tous ont les mêmes droits et devoirs politiques.</p> <p>² Ils peuvent prendre part à l'élection du Conseil national et aux votations fédérales et lancer et signer des initiatives populaires et des demandes de référendum en matière fédérale.</p>
<p>Art. 137 Partis politiques</p> <p>Les partis politiques contribuent à former l'opinion et la volonté populaires.</p>
<p>Art. 138 Initiative populaire tendant à la révision totale de la Constitution</p> <p>¹ 100 000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote peuvent, dans un délai de 18 mois à compter de la publication officielle de leur initiative, proposer la révision totale de la Constitution.</p> <p>² Cette proposition est soumise au vote du peuple.</p>
<p>Art. 139 Initiative populaire tendant à la révision partielle de la Constitution</p> <p>¹ 100 000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote peuvent, dans un délai de 18 mois à compter de la publication officielle de leur initiative, demander la révision partielle de la Constitution.</p> <p>² Les initiatives populaires tendant à la révision partielle de la Constitution peuvent revêtir la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou celle d'un projet rédigé.</p> <p>³ Lorsqu'une initiative populaire ne respecte pas le principe de l'unité de la forme, celui de l'unité de la matière ou les règles impératives du droit international, l'Assemblée fédérale la déclare totalement ou partiellement nulle.</p> <p>⁴ Si l'Assemblée fédérale approuve une initiative populaire conçue en termes généraux, elle élabore la révision partielle dans le sens de l'initiative et la soumet au vote du peuple et des cantons. Si elle rejette l'initiative, elle la soumet au vote du peuple, qui décide s'il faut lui donner suite. En cas d'acceptation par le peuple, l'Assemblée fédérale élabore le projet demandé par l'initiative.</p> <p>⁵ Toute initiative revêtant la forme d'un projet rédigé est soumise au vote du peuple et des cantons. L'Assemblée fédérale en recommande l'acceptation ou le rejet. Elle peut lui opposer un contre-projet.</p>
<p>Art. 139b Procédure applicable lors du vote sur une initiative et son contre-projet</p> <p>¹ Les citoyens et citoyennes ayant le droit de vote se prononcent simultanément sur l'initiative et le contre-projet.</p> <p>² Ils peuvent approuver les deux projets à la fois. Ils peuvent indiquer, en réponse à la question subsidiaire, le projet auquel ils donnent la préférence au cas où les deux seraient acceptés.</p> <p>³ S'agissant des modifications constitutionnelles qui ont été approuvées, si, en réponse à la question subsidiaire, l'un des projets obtient la majorité des voix des votants, et l'autre la majorité des voix des cantons, le projet qui entre en vigueur est celui qui, en réponse à la question subsidiaire, a enregistré la plus forte somme des pourcentages des voix des votants et des voix des cantons.</p>
<p>Art. 140 Référendum obligatoire</p> <p>¹ Sont soumises au vote du peuple et des cantons:</p> <ol style="list-style-type: none"> les révisions de la Constitution; l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des communautés supranationales; les lois fédérales déclarées urgentes qui sont dépourvues de base constitutionnelle et dont la durée de validité dépasse une année; ces lois doivent être soumises au vote dans le délai d'un an à compter de leur adoption par l'Assemblée fédérale. <p>² Sont soumis au vote du peuple:</p> <ol style="list-style-type: none"> les initiatives populaires tendant à la révision totale de la Constitution; les initiatives populaires conçues en termes généraux qui tendent à la révision partielle de la Constitution et qui ont été rejetées par l'Assemblée fédérale; le principe d'une révision totale de la Constitution, en cas de désaccord entre les deux conseils.

Art. 141	Référendum facultatif
<p>¹ Si 50 000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote ou huit cantons le demandent dans les 100 jours à compter de la publication officielle de l'acte, sont soumis au vote du peuple:</p> <ol style="list-style-type: none"> les lois fédérales; les lois fédérales déclarées urgentes dont la durée de validité dépasse un an; les arrêtés fédéraux, dans la mesure où la Constitution ou la loi le prévoient; les traités internationaux qui: <ol style="list-style-type: none"> sont d'une durée indéterminée et ne sont pas dénonçables, prévoient l'adhésion à une organisation internationale, contiennent des dispositions importantes fixant des règles de droit ou dont la mise en œuvre exige l'adoption de lois fédérales. 	
Art. 142	Majorités requises
<p>¹ Les actes soumis au vote du peuple sont acceptés à la majorité des votants.</p> <p>² Les actes soumis au vote du peuple et des cantons sont acceptés lorsque la majorité des votants et la majorité des cantons les approuvent.</p> <p>³ Le résultat du vote populaire dans un canton représente la voix de celui-ci.</p> <p>⁴ Les cantons d'Obwald, de Nidwald, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures comptent chacun pour une demi-voix.</p>	
Art. 143	Éligibilité
<p>Tout citoyen ou citoyenne ayant le droit de vote est éligible au Conseil national, au Conseil fédéral et au Tribunal fédéral.</p>	
Art. 144	Incompatibilités
<p>¹ Les fonctions de membre du Conseil national, du Conseil des États, du Conseil fédéral et de juge au Tribunal fédéral sont incompatibles.</p> <p>² Les membres du Conseil fédéral, de même que les juges au Tribunal fédéral assumant une charge complète, ne peuvent revêtir aucune autre fonction au service de la Confédération ou d'un canton, ni exercer d'autre activité lucrative.</p> <p>³ La loi peut prévoir d'autres incompatibilités.</p>	
Art. 145	Durée de fonction
<p>Les membres du Conseil national et du Conseil fédéral ainsi que le chancelier ou la chancelière de la Confédération sont élus pour quatre ans. Les juges au Tribunal fédéral sont élus pour six ans.</p>	
Art. 148	Rôle de l'Assemblée fédérale et bicamérisme
<p>¹ L'Assemblée fédérale est l'autorité suprême de la Confédération, sous réserve des droits du peuple et des cantons.</p> <p>² Elle se compose de deux Chambres, le Conseil national et le Conseil des États, dotées des mêmes compétences.</p>	
Art. 149	Composition et élection du Conseil national
<p>¹ Le Conseil national se compose de 200 députés du peuple.</p> <p>² Les députés sont élus par le peuple au suffrage direct selon le système proportionnel. Le Conseil national est renouvelé intégralement tous les quatre ans.</p> <p>³ Chaque canton forme une circonscription électorale.</p> <p>⁴ Les sièges sont répartis entre les cantons proportionnellement à leur population. Chaque canton a droit à un siège au moins.</p>	
Art. 150	Composition et élection du Conseil des États
<p>¹ Le Conseil des États se compose de 46 députés des cantons.</p> <p>² Les cantons d'Obwald, de Nidwald, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures élisent chacun un député; les autres cantons élisent chacun deux députés.</p> <p>³ Les cantons édictent les règles applicables à l'élection de leurs députés au Conseil des États.</p>	
Art. 168	Élections
<p>¹ L'Assemblée fédérale élit les membres du Conseil fédéral, le chancelier ou la chancelière de la Confédération, les juges au Tribunal fédéral et le général.</p> <p>² La loi peut attribuer à l'Assemblée fédérale la compétence d'élire d'autres personnes ou d'en confirmer l'élection.</p>	
Art. 169	Haute surveillance
<p>¹ L'Assemblée fédérale exerce la haute surveillance sur le Conseil fédéral et l'administration fédérale, les tribunaux fédéraux et les autres organes ou personnes auxquels sont confiées des tâches de la Confédération.</p> <p>² Le secret de fonction ne constitue pas un motif qui peut être opposé aux délégations particulières des commissions de contrôle prévues par la loi.</p>	

<p>Art. 173 Autres tâches et compétences</p> <p>1 L'Assemblée fédérale a en outre les tâches et les compétences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> elle prend les mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse; elle prend les mesures nécessaires pour préserver la sécurité intérieure; elle peut édicter, lorsque des circonstances extraordinaires l'exigent et pour remplir les tâches mentionnées aux lettres a et b, des ordonnances ou des arrêtés fédéraux simples; elle ordonne le service actif et, à cet effet, met sur pied l'armée ou une partie de l'armée; elle prend des mesures afin d'assurer l'application du droit fédéral; elle statue sur la validité des initiatives populaires qui ont abouti; elle participe aux planifications importantes des activités de l'État; elle statue sur des actes particuliers lorsqu'une loi fédérale le prévoit expressément; elle statue sur les conflits de compétence entre les autorités fédérales suprêmes; elle statue sur les recours en grâce et prononce l'amnistie. <p>2 L'Assemblée fédérale traite en outre tous les objets qui relèvent de la compétence de la Confédération et qui ne ressortissent pas à une autre autorité fédérale.</p> <p>3 La loi peut attribuer à l'Assemblée fédérale d'autres tâches et d'autres compétences.</p>
<p>Art. 174 Rôle du Conseil fédéral</p> <p>Le Conseil fédéral est l'autorité directoriale et exécutive suprême de la Confédération.</p>
<p>Art. 175 Composition et élection</p> <p>1 Le Conseil fédéral est composé de sept membres.</p> <p>2 Les membres du Conseil fédéral sont élus par l'Assemblée fédérale après chaque renouvellement intégral du Conseil national.</p> <p>3 Ils sont nommés pour quatre ans et choisis parmi les citoyens et citoyennes suisses éligibles au Conseil national.</p> <p>4 Les diverses régions et les communautés linguistiques doivent être équitablement représentées au Conseil fédéral.</p>
<p>Art. 176 Présidence</p> <p>1 La présidence du Conseil fédéral est assurée par le président ou la présidente de la Confédération.</p> <p>2 L'Assemblée fédérale élit pour un an un des membres du Conseil fédéral à la présidence de la Confédération et un autre à la vice-présidence du Conseil fédéral.</p> <p>3 Ces mandats ne sont pas renouvelables pour l'année suivante. Le président ou la présidente sortants ne peut être élu à la vice-présidence.</p>
<p>Art. 177 Principe de l'autorité collégiale et division en départements</p> <p>1 Le Conseil fédéral prend ses décisions en autorité collégiale.</p> <p>2 Pour la préparation et l'exécution des décisions, les affaires du Conseil fédéral sont réparties entre ses membres par département.</p> <p>3 Le règlement des affaires peut être confié aux départements ou aux unités administratives qui leur sont subordonnées; le droit de recours doit être garanti.</p>
<p>Art. 178 Administration fédérale</p> <p>1 Le Conseil fédéral dirige l'administration fédérale. Il assure l'organisation rationnelle de celle-ci et veille à la bonne exécution des tâches qui lui sont confiées.</p> <p>2 L'administration fédérale est divisée en départements, dirigés chacun par un membre du Conseil fédéral.</p> <p>3 La loi peut confier des tâches de l'administration à des organismes et à des personnes de droit public ou de droit privé qui sont extérieurs à l'administration fédérale.</p>
<p>Art. 179 Chancellerie fédérale</p> <p>La Chancellerie fédérale est l'état-major du Conseil fédéral. Elle est dirigée par le chancelier ou la chancelière de la Confédération.</p>
<p>Art. 180 Politique gouvernementale</p> <p>1 Le Conseil fédéral détermine les buts et les moyens de sa politique gouvernementale. Il planifie et coordonne les activités de l'État.</p> <p>2 Il renseigne le public sur son activité en temps utile et de manière détaillée, dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.</p>
<p>Art. 181 Droit d'initiative</p> <p>Le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale des projets relatifs aux actes de celle-ci.</p>
<p>Art. 182 Législation et mise en œuvre</p> <p>1 Le Conseil fédéral édicte des règles de droit sous la forme d'une ordonnance, dans la mesure où la Constitution ou la loi l'y autorisent.</p> <p>2 Il veille à la mise en œuvre de la législation, des arrêtés de l'Assemblée fédérale et des jugements rendus par les autorités judiciaires fédérales.</p>
<p>Art. 183 Finances</p> <p>1 Le Conseil fédéral élabore le plan financier ainsi que le projet du budget et établit le compte d'État.</p> <p>2 Il veille à une gestion financière correcte.</p>
<p>Art. 184 Relations avec l'étranger</p> <p>1 Le Conseil fédéral est chargé des affaires étrangères sous réserve des droits de participation de l'Assemblée fédérale; il représente la Suisse à l'étranger.</p> <p>2 Il signe les traités et les ratifie. Il les soumet à l'approbation de l'Assemblée fédérale.</p> <p>3 Lorsque la sauvegarde des intérêts du pays l'exige, le Conseil fédéral peut adopter les ordonnances et prendre les décisions nécessaires. Les ordonnances doivent être limitées dans le temps.</p>

Art. 185	Sécurité extérieure et sécurité intérieure
<p>¹ Le Conseil fédéral prend des mesures pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse.</p> <p>² Il prend des mesures pour préserver la sécurité intérieure.</p> <p>³ Il peut s'appuyer directement sur le présent article pour édicter des ordonnances et prendre des décisions, en vue de parer à des troubles existants ou imminents menaçant gravement l'ordre public, la sécurité extérieure ou la sécurité intérieure. Ces ordonnances doivent être limitées dans le temps.</p> <p>⁴ Dans les cas d'urgence, il peut lever des troupes. S'il met sur pied plus de 4000 militaires pour le service actif ou que cet engagement doive durer plus de trois semaines, l'Assemblée fédérale doit être convoquée sans délai.</p>	
Art. 186	Relations entre la Confédération et les cantons
<p>¹ Le Conseil fédéral est chargé des relations entre la Confédération et les cantons et collabore avec ces derniers.</p> <p>² Il approuve les actes législatifs des cantons, lorsque l'exécution du droit fédéral l'exige.</p> <p>³ Il peut élever une réclamation contre les conventions que les cantons entendent conclure entre eux ou avec l'étranger.</p> <p>⁴ Il veille au respect du droit fédéral, des constitutions et des conventions cantonales, et prend les mesures nécessaires.</p>	
Art. 187	Autres tâches et compétences
<p>¹ Le Conseil fédéral a en outre les tâches et les compétences suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. surveiller l'administration fédérale et les autres organes ou personnes auxquels sont confiées des tâches de la Confédération; b. rendre compte régulièrement de sa gestion et de l'état du pays à l'Assemblée fédérale; c. procéder aux nominations et aux élections qui ne relèvent pas d'une autre autorité; d. connaître des recours, dans la mesure où la loi le prévoit. <p>² La loi peut attribuer au Conseil fédéral d'autres tâches et d'autres compétences.</p>	
Art. 188	Rôle du Tribunal fédéral
<p>¹ Le Tribunal fédéral est l'autorité judiciaire suprême de la Confédération.</p> <p>² La loi règle l'organisation et la procédure.</p> <p>³ Le Tribunal fédéral s'administre lui-même.</p>	
Art. 189	Compétences du Tribunal fédéral
<p>¹ Le Tribunal fédéral connaît des contestations pour violation:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. du droit fédéral; b. du droit international; c. du droit intercantonal; d. des droits constitutionnels cantonaux; e. de l'autonomie des communes et des autres garanties accordées par les cantons aux corporations de droit public; f. des dispositions fédérales et cantonales sur les droits politiques. <p>² Il connaît des différends entre la Confédération et les cantons ou entre les cantons.</p> <p>³ La loi peut conférer d'autres compétences au Tribunal fédéral.</p> <p>⁴ Les actes de l'Assemblée fédérale et du Conseil fédéral ne peuvent pas être portés devant le Tribunal fédéral. Les exceptions sont déterminées par la loi.</p>	
Art. 190	Droit applicable
<p>Le Tribunal fédéral et les autres autorités sont tenus d'appliquer les lois fédérales et le droit international.</p>	

Code civil suisse (CCS)

Titre préliminaire

A. Application de la loi	Art. 1 ¹ La loi régit toutes les matières auxquelles se rapportent la lettre ou l'esprit de l'une de ses dispositions. ² À défaut d'une disposition légale applicable, le juge prononce selon le droit coutumier et, à défaut d'une coutume, selon les règles qu'il établirait s'il avait à faire acte de législateur. ³ Il s'inspire des solutions consacrées par la doctrine et la jurisprudence.
I. Devoirs généraux	Art. 2 ¹ Chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi. ² L'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi.
II. Bonne foi	Art. 3 ¹ La bonne foi est présumée, lorsque la loi en fait dépendre la naissance ou les effets d'un droit. ² Nul ne peut invoquer sa bonne foi, si elle est incompatible avec l'attention que les circonstances permettaient d'exiger de lui.
III. Pouvoir d'appréciation du juge	Art. 4 Le juge applique les règles du droit et de l'équité, lorsque la loi réserve son pouvoir d'appréciation ou qu'elle le charge de prononcer en tenant compte soit des circonstances, soit de justes motifs.
I. Fardeau de la preuve	Art. 8 Chaque partie doit, si la loi ne prescrit le contraire, prouver les faits qu'elle allègue pour en déduire son droit.

Droit des personnes

I. Jouissance des droits civils	Art. 11 ¹ Toute personne jouit des droits civils. ² En conséquence, chacun a, dans les limites de la loi, une aptitude égale à devenir sujet de droits et d'obligations.
II. Exercice des droits civils	Art. 12 Quiconque a l'exercice des droits civils est capable d'acquiescer et de s'obliger.
II. Bonne foi	Art. 13 Toute personne majeure et capable de discernement a l'exercice des droits civils.
b. Majorité	Art. 14 La majorité est fixée à 18 ans révolus.
I. Fardeau de la preuve	Art. 16 Toute personne qui n'est pas privée de la faculté d'agir raisonnablement en raison de son jeune âge, de déficience mentale, de troubles psychiques, d'ivresse ou d'autres causes semblables est capable de discernement au sens de la présente loi.
III. Incapacité d'exercer les droits civils	Art. 17 Les personnes incapables de discernement, les mineurs et les personnes sous curatelle de portée générale n'ont pas l'exercice des droits civils.
2. Absence de discernement	Art. 18 Les actes de celui qui est incapable de discernement n'ont pas d'effet juridique; demeurent réservées les exceptions prévues par la loi.
3. Personnes capables de discernement qui n'ont pas l'exercice des droits civils a. Principe	Art. 19 ¹ Les personnes capables de discernement mais privées de l'exercice des droits civils ne peuvent contracter une obligation ou renoncer à un droit qu'avec le consentement de leur représentant légal. ² Elles n'ont pas besoin de ce consentement pour acquiescer à titre purement gratuit ni pour régler les affaires mineures se rapportant à leur vie quotidienne. ³ Ils sont responsables du dommage causé par leurs actes illicites.
II. Contre des atteintes 1. Principe	Art. 28 ¹ Celui qui subit une atteinte illicite à sa personnalité peut agir en justice pour sa protection contre toute personne qui y participe. ² Une atteinte est illicite, à moins qu'elle ne soit justifiée par le consentement de la victime, par un intérêt prépondérant privé ou public, ou par la loi.

Les associations	
A. Constitution I. Organisation corporative	Art. 60 1 Les associations politiques, religieuses, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou autres qui n'ont pas un but économique acquièrent la personnalité dès qu'elles expriment dans leurs statuts la volonté d'être organisées corporativement. 2 Les statuts sont rédigés par écrit et contiennent les dispositions nécessaires sur le but, les ressources et l'organisation de l'association.
II. Inscription au registre du commerce	Art. 61 1 L'association dont les statuts ont été adoptés et qui a constitué sa direction peut se faire inscrire au registre du commerce. 2 Est tenue de s'inscrire toute association: 1. qui, pour atteindre son but, exerce une industrie en la forme commerciale; 2. qui est soumise à l'obligation de faire réviser ses comptes. 3 Les statuts et l'état des membres de la direction sont joints à la demande d'inscription.
III. Associations sans personnalité	Art. 62 Les associations qui ne peuvent acquérir la personnalité ou qui ne l'ont pas encore acquise sont assimilées aux sociétés simples.
IV. Relation entre les statuts et la loi	Art. 63 1 Les articles suivants sont applicables, si les statuts ne renferment pas de règles concernant l'organisation de l'association et ses rapports avec les sociétaires. 2 Les statuts ne peuvent déroger aux règles dont l'application a lieu en vertu d'une disposition impérative de la loi.
I. Assemblée générale 1. Attributions et convocation	Art. 64 1 L'assemblée générale est le pouvoir suprême de l'association. 2 Elle est convoquée par la direction. 3 La convocation a lieu dans les cas prévus par les statuts et en outre, de par la loi, lorsque le cinquième des sociétaires en fait la demande.
2. Compétences	Art. 65 1 L'assemblée générale prononce sur l'admission et l'exclusion des membres, nomme la direction et règle les affaires qui ne sont pas du ressort d'autres organes sociaux. 2 Elle contrôle l'activité des organes sociaux et peut les révoquer en tout temps, sans préjudice de leurs droits reconnus conventionnellement. 3 Le pouvoir de révoquer existe de par la loi lorsqu'il est exercé pour de justes motifs.
3. Décisions a. Forme	Art. 66 1 Les décisions de l'association sont prises en assemblée générale. 2 La proposition à laquelle tous les sociétaires ont adhéré par écrit équivaut à une décision de l'assemblée générale.
b. Droit de vote et majorité	Art. 67 1 Tous les sociétaires ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale. 2 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. 3 Elles ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément.
c. Privation du droit de vote	Art. 68 Tout sociétaire est de par la loi privé de son droit de vote dans les décisions relatives à une affaire ou un procès de l'association, lorsque lui-même, son conjoint ou ses parents ou alliés en ligne directe sont parties en cause.
2. Comptabilité	Art. 69a La direction tient les livres de l'association. Les dispositions du code des obligations relatives à la comptabilité commerciale et à la présentation des comptes sont applicables par analogie.
III. Organe de révision	Art. 69b 1 L'association doit soumettre sa comptabilité au contrôle ordinaire d'un organe de révision si, au cours de deux exercices successifs, deux des valeurs suivantes sont dépassées: 1. total du bilan: 10 millions de francs; 2. chiffre d'affaires: 20 millions de francs; 3. effectif: 50 emplois à plein temps en moyenne annuelle. 2 L'association doit soumettre sa comptabilité au contrôle restreint d'un organe de révision, si un membre de l'association responsable individuellement ou tenu d'effectuer des versements supplémentaires l'exige. 3 Les dispositions du code des obligations concernant l'organe de révision de la société anonyme sont applicables par analogie. 4 Dans les autres cas, les statuts et l'assemblée générale peuvent organiser le contrôle librement.
IV. Carences dans l'organisation de l'association	Art. 69c 1 Lorsque l'association ne possède pas l'un des organes prescrits ou n'a plus de domicile à son siège, un membre ou un créancier peut requérir du tribunal qu'il prenne les mesures nécessaires. 2 Le juge peut notamment fixer à l'association un délai pour régulariser sa situation; si nécessaire, il nomme un commissaire. 3 L'association supporte les frais de ces mesures. Le juge peut astreindre l'association à verser une provision à la personne nommée. 4 Pour de justes motifs, l'association peut demander au juge de révoquer une personne qu'il a nommée.
C. Sociétaires I. Entrée et sortie	Art. 70 1 L'association peut en tout temps recevoir de nouveaux membres. 2 Chaque sociétaire est autorisé de par la loi à sortir de l'association, pourvu qu'il annonce sa sortie six mois avant la fin de l'année civile ou, lorsqu'un exercice administratif est prévu, six mois avant la fin de celui-ci. 3 La qualité de sociétaire est inaliénable et ne passe point aux héritiers.
II. Cotisations	Art. 71 Les membres de l'association peuvent être tenus de verser des cotisations si les statuts le prévoient.

III. Exclusion	Art. 72 1 Les statuts peuvent déterminer les motifs d'exclusion d'un sociétaire; ils peuvent aussi permettre l'exclusion sans indication de motifs. 2 Dans ces cas, les motifs pour lesquels l'exclusion a été prononcée ne peuvent donner lieu à une action en justice. 3 Si les statuts ne disposent rien à cet égard, l'exclusion n'est prononcée que par décision de la société et pour de justes motifs.
IV. Effets de la sortie et de l'exclusion	Art. 73 1 Les membres sortants ou exclus perdent tout droit à l'avoir social. 2 Ils doivent leur part de cotisations pour le temps pendant lequel ils ont été sociétaires.
V. Protection du but social	Art. 74 La transformation du but social ne peut être imposée à aucun sociétaire.
VI. Protection des droits des sociétaires	Art. 75 Tout sociétaire est autorisé de par la loi à attaquer en justice, dans le mois à compter du jour où il en a eu connaissance, les décisions auxquelles il n'a pas adhéré et qui violent des dispositions légales ou statutaires.
Cbis. Responsabilité	Art. 75a Sauf disposition contraire des statuts, l'association répond seule de ses dettes, qui sont garanties par sa fortune sociale.
D. Dissolution	Art. 76 L'association peut décider sa dissolution en tout temps.
2. De par la loi	Art. 77 L'association est dissoute de plein droit lorsqu'elle est insolvable ou lorsque la direction ne peut plus être constituée statutairement.
3. Par jugement	Art. 78 La dissolution est prononcée par le juge, à la demande de l'autorité compétente ou d'un intéressé, lorsque le but de l'association est illicite ou contraire aux mœurs.
II. Radiation de l'inscription	Art. 79 Si l'association est inscrite au registre du commerce, la dissolution est déclarée par la direction ou par le juge au préposé chargé de radier.

Droit de la famille

Les fiançailles

A. Contrat de fiançailles	Art. 90 1 Les fiançailles se forment par la promesse de mariage. 2 Elles n'obligent le fiancé mineur que si son représentant légal y a consenti. 3 La loi n'accorde pas d'action pour contraindre au mariage le fiancé qui s'y refuse.
B. Rupture des fiançailles I. Présents	Art. 91 1 Les fiancés peuvent exiger la restitution des présents qu'ils se sont faits, sous réserve des cadeaux d'usage, pour autant que la rupture ne soit pas causée par la mort de l'un d'eux. 2 Si les présents n'existent plus en nature, la restitution est régie par les dispositions relatives à l'enrichissement illégitime.
II. Participation financière	Art. 92 Lorsqu'un des fiancés a pris de bonne foi, en vue du mariage, des dispositions occasionnant des frais ou une perte de gain, il peut exiger de l'autre une participation financière appropriée, pour autant que cela ne paraisse pas inéquitable au vu de l'ensemble des circonstances.
III. Prescription	Art. 93 Les actions découlant des fiançailles se prescrivent par un an à compter de la rupture.

Les conditions du mariage

A. Capacité	Art. 94 1 Le mariage peut être contracté par deux personnes âgées de 18 ans révolus et capables de discernement.
B. Empêchements I. Lien de parenté	Art. 95 1 Le mariage est prohibé entre parents en ligne directe, ainsi qu'entre frères et sœurs germains, consanguins ou utérins, que la parenté repose sur la descendance ou sur l'adoption. 2 L'adoption ne supprime pas l'empêchement résultant de la parenté qui existe entre l'adopté et ses descendants, d'une part, et sa famille naturelle, d'autre part.
II. Mariage ou partenariat enregistré antérieur	Art. 96 Toute personne qui veut se marier doit établir que son partenariat enregistré avec une tierce personne ou son précédent mariage a été annulé ou dissous.

La procédure préparatoire et de la célébration du mariage

A. Principe	Art. 97 1 Le mariage est célébré par l'officier de l'état civil au terme de la procédure préparatoire. 2 Les fiancés peuvent se marier dans l'arrondissement de l'état civil de leur choix. 3 Le mariage religieux ne peut précéder le mariage civil.
Abus lié à la législation sur les étrangers	Art. 97a 1 L'officier de l'état civil refuse son concours lorsque l'un des fiancés ne veut manifestement pas fonder une communauté conjugale mais éluder les dispositions sur l'admission et le séjour des étrangers. 2 L'officier de l'état civil entend les fiancés; il peut requérir des renseignements auprès d'autres autorités ou de tiers.

B. Procédure préparatoire	<p>Art. 98</p> <p>¹ La demande en exécution de la procédure préparatoire est présentée par les fiancés auprès de l'office de l'état civil du domicile de l'un d'eux.</p> <p>² Ils comparaissent personnellement. Si les fiancés démontrent que cela ne peut manifestement pas être exigé d'eux, l'exécution de la procédure préparatoire est admise en la forme écrite.</p> <p>³ Ils établissent leur identité au moyen de documents et déclarent personnellement auprès de l'office de l'état civil qu'ils remplissent les conditions du mariage; ils produisent les consentements nécessaires.</p> <p>⁴ Les fiancés qui ne sont pas citoyens suisses doivent établir la légalité de leur séjour en Suisse au cours de la procédure préparatoire.</p>
II. Exécution et clôture de la procédure préparatoire	<p>Art. 99</p> <p>¹ L'office de l'état civil examine si:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la demande a été déposée régulièrement; 2. l'identité des fiancés est établie; 3. les conditions du mariage sont remplies, notamment s'il n'existe aucun élément permettant de conclure que la demande n'est manifestement pas l'expression de la libre volonté des fiancés. <p>² Lorsque ces exigences sont remplies, il communique aux fiancés la clôture de la procédure préparatoire et le délai légal pour la célébration du mariage.</p> <p>³ Dans le cadre du droit cantonal et d'entente avec les fiancés, il fixe le moment de la célébration du mariage ou, s'il en est requis, il délivre une autorisation de célébrer le mariage dans un autre arrondissement de l'état civil.</p> <p>⁴ L'office de l'état civil communique à l'autorité compétente l'identité des fiancés qui n'ont pas établi la légalité de leur séjour en Suisse.</p>
III. Délais	<p>Art. 100</p> <p>Le mariage peut être célébré dans les trois mois qui suivent la communication de la clôture de la procédure préparatoire.</p>
C. Célébration du mariage I. Lieu	<p>Art. 101</p> <p>¹ Le mariage est célébré dans la salle des mariages de l'arrondissement de l'état civil choisi par les fiancés.</p> <p>² Si la procédure préparatoire a eu lieu dans un autre arrondissement de l'état civil, les fiancés doivent présenter une autorisation de célébrer le mariage.</p> <p>³ Le mariage peut être célébré dans un autre lieu si les fiancés démontrent que leur déplacement à la salle des mariages ne peut manifestement pas être exigé.</p>
II. Forme	<p>Art. 102</p> <p>¹ Le mariage est célébré publiquement, en présence de deux témoins majeurs et capables de discernement.</p> <p>² L'officier de l'état civil demande séparément à la fiancée et au fiancé s'ils veulent s'unir par les liens du mariage.</p> <p>³ Lorsque les fiancés ont répondu par l'affirmative, ils sont déclarés unis par les liens du mariage, en vertu de leur consentement mutuel.</p>
L'annulation du mariage	
A. Principe	<p>Art. 104</p> <p>Le mariage célébré par un officier de l'état civil ne peut être annulé qu'à raison de l'un des motifs prévus dans le présent chapitre.</p>
B. Causes absolues I. Cas	<p>Art. 105</p> <p>Le mariage doit être annulé:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. lorsqu'un des époux était déjà marié au moment de la célébration et que le précédent mariage n'a pas été dissous par le divorce ou par le décès de son conjoint; 2. lorsqu'un des époux était incapable de discernement au moment de la célébration et qu'il n'a pas recouvré la capacité de discernement depuis lors; 3. lorsque le mariage était prohibé en raison de la nature d'un lien de parenté; 4. lorsque l'un des époux ne veut pas fonder une communauté conjugale mais éluder les dispositions sur l'admission et le séjour des étrangers; 5. lorsque le mariage a été conclu en violation de la libre volonté d'un des époux; 6. lorsque l'un des époux est mineur, à moins que son intérêt supérieur ne commande de maintenir le mariage.
II. Action	<p>Art. 106</p> <p>¹ L'action est intentée d'office par l'autorité cantonale compétente du domicile des époux; elle peut l'être également par toute personne intéressée. Dans la mesure où cela est compatible avec leurs attributions, les autorités fédérales ou cantonales informent l'autorité compétente pour intenter action lorsqu'elles ont des raisons de croire qu'un mariage est entaché d'un vice entraînant la nullité.</p> <p>² L'annulation d'un mariage déjà dissous ne se poursuit pas d'office; elle peut néanmoins être demandée par toute personne intéressée.</p> <p>³ L'action peut être intentée en tout temps.</p>
C. Causes relatives I. Cas	<p>Art. 107</p> <p>Un époux peut demander l'annulation du mariage:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. lorsqu'il était incapable de discernement pour une cause passagère lors de la célébration; 2. lorsqu'il a déclaré par erreur consentir à la célébration, soit qu'il n'ait pas voulu se marier, soit qu'il n'ait pas voulu épouser la personne qui est devenue son conjoint; 3. lorsqu'il a contracté mariage en ayant été à dessein induit en erreur au sujet de qualités personnelles essentielles de son conjoint.
II. Action	<p>Art. 108</p> <p>¹ Le demandeur doit intenter l'action dans le délai de six mois à compter du jour où il a découvert la cause d'annulation ou de celui où la menace a été écartée, mais en tout cas dans les cinq ans qui suivent la célébration du mariage.</p> <p>² Les héritiers n'ont pas qualité pour agir; un héritier peut toutefois poursuivre la procédure déjà ouverte au moment du décès.</p>

D. Effets du jugement	<p>Art. 109</p> <p>¹ L'annulation du mariage ne produit ses effets qu'après avoir été déclarée par le juge; jusqu'au jugement, le mariage a tous les effets d'un mariage valable, à l'exception des droits successoraux du conjoint survivant.</p> <p>² Les dispositions relatives au divorce s'appliquent par analogie aux effets du jugement d'annulation en ce qui concerne les époux et les enfants.</p> <p>³ La présomption de paternité du mari cesse lorsque le mariage est annulé du fait qu'il a été contracté pour éluder les dispositions sur l'admission et le séjour des étrangers.</p>
Annexes utiles à la loi sur le mariage et la famille	
II. De la parentalité de l'épouse	<p>Art. 255a Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA)</p> <p>¹ Si la mère est mariée à une femme au moment de la naissance et si l'enfant a été conçu au moyen d'un don de sperme conformément aux dispositions de la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur la procréation médicalement assistée, l'épouse de la mère est l'autre parent de l'enfant.</p> <p>² Si l'épouse de la mère décède ou est déclarée disparue, elle est considérée comme parent de l'enfant si l'insémination a eu lieu avant son décès ou avant le moment où elle était en danger de mort ou avant celui de la réception des dernières nouvelles la concernant.</p>
Conversion du partenariat enregistré en mariage	<p>Art. 35 Loi sur le partenariat enregistré (Lpart)</p> <p>¹ Les partenaires peuvent en tout temps déclarer ensemble à tout officier de l'état civil vouloir convertir leur partenariat enregistré en mariage.</p>
Le divorce et de la séparation de corps	
A. Divorce sur requête commune I. Accord complet	<p>Art. 111</p> <p>¹ Lorsque les époux demandent le divorce par une requête commune et produisent une convention complète sur les effets de leur divorce, accompagnée des documents nécessaires et de leurs conclusions communes relatives aux enfants, le juge les entend séparément et ensemble. L'audition peut avoir lieu en plusieurs séances.</p> <p>² Le juge s'assure que les époux ont déposé leur requête en divorce et conclu leur convention après mûre réflexion et de leur plein gré et que la convention et les conclusions relatives aux enfants peuvent être ratifiées; il prononce alors le divorce.</p>
II. Accord partiel	<p>Art. 112</p> <p>¹ Les époux peuvent demander le divorce par une requête commune et déclarer qu'ils confient au juge le soin de régler les effets du divorce sur lesquels subsiste un désaccord.</p> <p>² Ils sont entendus, comme en cas d'accord complet, sur leur volonté de divorcer, sur les effets du divorce qui font l'objet d'un accord et sur leur décision de faire régler les autres effets par le juge.</p>
B. Divorce sur demande unilatérale	<p>Art. 114</p> <p>Un époux peut demander le divorce lorsque, au début de la litispendance ou au jour du remplacement de la requête par une demande unilatérale, les conjoints ont vécu séparés pendant deux ans au moins</p>
II. Rupture du lien conjugal	<p>Art. 115</p> <p>Un époux peut demander le divorce avant l'expiration du délai de deux ans, lorsque des motifs sérieux qui ne lui sont pas imputables rendent la continuation du mariage insupportable.</p>
Les effets du divorce	
A. Nom	<p>Art. 119</p> <p>L'époux qui a changé de nom lors de la conclusion du mariage conserve ce nom après le divorce; il peut toutefois déclarer en tout temps à l'officier de l'état civil vouloir reprendre son nom de célibataire.</p>
B. Régime matrimonial et succession	<p>Art. 120</p> <p>¹ La liquidation du régime matrimonial est soumise aux dispositions sur le régime matrimonial.</p> <p>² Les époux divorcés cessent d'être les héritiers légaux l'un de l'autre.</p> <p>³ Sauf clause contraire, les époux perdent tous les avantages résultant de dispositions pour cause de mort:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. au moment du divorce; 2. au moment du décès si une procédure de divorce entraînant la perte de la réserve du conjoint survivant est pendante.
C. Logement de la famille	<p>Art. 121</p> <p>¹ Lorsque la présence d'enfants ou d'autres motifs importants le justifient, le juge peut attribuer à l'un des époux les droits et les obligations qui résultent du contrat de bail portant sur le logement de la famille, pour autant que cette décision puisse raisonnablement être imposée à l'autre conjoint.</p> <p>² L'époux qui n'est plus locataire répond solidairement du loyer jusqu'à l'expiration du bail ou jusqu'au terme de congé prévu par le contrat ou la loi, mais dans tous les cas pour deux ans au plus; lorsque sa responsabilité a été engagée pour le paiement du loyer, il peut compenser le montant versé avec la contribution d'entretien due à son conjoint, par acomptes limités au montant du loyer mensuel.</p> <p>³ Dans les mêmes conditions, le juge peut attribuer à l'un des époux un droit d'habitation de durée limitée sur le logement de la famille qui appartient à l'autre conjoint, moyennant une indemnité équitable ou une déduction équitable de la contribution d'entretien. Lorsque des faits nouveaux importants l'exigent, le droit d'habitation est restreint ou supprimé.</p>
D. Prévoyance professionnelle I. Principe	<p>Art. 122</p> <p>Les prétentions de prévoyance professionnelle acquises durant le mariage et jusqu'à l'introduction de la procédure de divorce sont partagées entre les époux.</p>

II. Partage des prestations de sortie	<p>Art. 123</p> <p>¹ Les prestations de sortie acquises, y compris les avoirs de libre passage et les versements anticipés pour la propriété du logement, sont partagées par moitié.</p> <p>² L'al. 1 ne s'applique pas aux versements uniques issus de biens propres de par la loi.</p> <p>³ Les prestations de sortie à partager se calculent conformément aux art. 15 à 17 et 22a ou 22b de la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage.</p>
E. Entretien après le divorce I. Conditions	<p>Art. 125</p> <p>¹ Si l'on ne peut raisonnablement attendre d'un époux qu'il pourvoie lui-même à son entretien convenable, y compris à la constitution d'une prévoyance vieillesse appropriée, son conjoint lui doit une contribution équitable.</p> <p>² Pour décider si une contribution d'entretien est allouée et pour en fixer, le cas échéant, le montant et la durée, le juge retient en particulier les éléments suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la répartition des tâches pendant le mariage; 2. la durée du mariage; 3. le niveau de vie des époux pendant le mariage; 4. l'âge et l'état de santé des époux; 5. les revenus et la fortune des époux; 6. l'ampleur et la durée de la prise en charge des enfants qui doit encore être assurée; 7. la formation professionnelle et les perspectives de gain des époux, ainsi que le coût probable de l'insertion professionnelle du bénéficiaire de l'entretien; 8. les expectatives de l'assurance-vieillesse et survivants et de la prévoyance professionnelle ou d'autres formes de prévoyance privée ou publique, y compris le résultat prévisible du partage des prestations de sortie. <p>³ L'allocation d'une contribution peut exceptionnellement être refusée en tout ou en partie lorsqu'elle s'avère manifestement inéquitable, en particulier parce que le créancier:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. a gravement violé son obligation d'entretien de la famille; 2. a délibérément provoqué la situation de nécessité dans laquelle il se trouve; 3. a commis une infraction pénale grave contre le débiteur ou un de ses proches.
F. Sort des enfants I. Droits et devoirs des père et mère	<p>Art. 133</p> <p>¹ Le juge règle les droits et les devoirs des père et mère conformément aux dispositions régissant les effets de la filiation. Cette réglementation porte notamment sur:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'autorité parentale; 2. la garde de l'enfant; 3. les relations personnelles (art. 273) ou la participation de chaque parent à la prise en charge de l'enfant; 4. la contribution d'entretien. <p>² Le juge tient compte de toutes les circonstances importantes pour le bien de l'enfant; il prend en considération une éventuelle requête commune des parents et, autant que possible, l'avis de l'enfant.</p> <p>³ Il peut fixer la contribution d'entretien pour une période allant au-delà de l'accès à la majorité.</p>
II. Faits nouveaux	<p>Art. 134</p> <p>¹ À la requête du père ou de la mère, de l'enfant ou de l'autorité de protection de l'enfant, l'attribution de l'autorité parentale doit être modifiée lorsque des faits nouveaux importants l'exigent pour le bien de l'enfant.</p> <p>² Les conditions se rapportant à la modification des autres droits et devoirs des père et mère sont définies par les dispositions relatives aux effets de la filiation.</p> <p>³ En cas d'accord entre les père et mère, l'autorité de protection de l'enfant est compétente pour modifier l'attribution de l'autorité parentale et de la garde ainsi que pour ratifier la convention relative à l'entretien de l'enfant. Dans les autres cas, la décision appartient au juge compétent pour modifier le jugement de divorce.</p> <p>⁴ Lorsqu'il statue sur la modification de l'autorité parentale, de la garde ou de la contribution d'entretien d'un enfant mineur, le juge modifie au besoin la manière dont les relations personnelles ou la participation de chaque parent à sa prise en charge ont été réglées; dans les autres cas, l'autorité de protection de l'enfant est compétente en la matière.</p>
Les effets généraux du mariage	
A. Union conjugale; droits et devoirs des époux	<p>Art. 159</p> <p>¹ La célébration du mariage crée l'union conjugale.</p> <p>² Les époux s'obligent mutuellement à en assurer la prospérité d'un commun accord et à pourvoir ensemble à l'entretien et à l'éducation des enfants.</p> <p>³ Ils se doivent l'un à l'autre fidélité et assistance.</p>
B. Nom	<p>Art. 160</p> <p>¹ Chacun des époux conserve son nom.</p> <p>² Les fiancés peuvent toutefois déclarer à l'officier de l'état civil vouloir porter un nom de famille commun; ils peuvent choisir entre le nom de célibataire de l'un ou de l'autre.</p> <p>³ Les fiancés qui conservent leur nom choisissent lequel de leurs deux noms de célibataire leurs enfants porteront. L'officier de l'état civil peut les libérer de cette obligation dans des cas dûment motivés.</p>
C. Droit de cité	<p>Art. 161</p> <p>Chacun des époux conserve son droit de cité cantonal et communal.</p>
D. Demeure commune	<p>Art. 162</p> <p>Les époux choisissent ensemble la demeure commune.</p>
E. Entretien de la famille I. En général	<p>Art. 163</p> <p>¹ Mari et femme contribuent, chacun selon ses facultés, à l'entretien convenable de la famille.</p> <p>² Ils conviennent de la façon dont chacun apporte sa contribution, notamment par des prestations en argent, son travail au foyer, les soins qu'il voue aux enfants ou l'aide qu'il prête à son conjoint dans sa profession ou son entreprise.</p> <p>³ Ce faisant, ils tiennent compte des besoins de l'union conjugale et de leur situation personnelle.</p>

II. Montant à libre disposition	Art. 164 1 L'époux qui voue ses soins au ménage ou aux enfants ou qui aide l'autre dans sa profession ou son entreprise a le droit de recevoir régulièrement de son conjoint un montant équitable dont il puisse disposer librement. 2 Dans la détermination de ce montant, il faut considérer les revenus propres de l'époux créancier ainsi que le devoir du débiteur d'assurer l'avenir de la famille et de pourvoir aux besoins de sa profession ou de son entreprise.
III. Contribution extraordinaire d'un époux	Art. 165 1 Lorsqu'un époux a collaboré à la profession ou à l'entreprise de son conjoint dans une mesure notablement supérieure à ce qu'exige sa contribution à l'entretien de la famille, il a droit à une indemnité équitable. 2 Il en va de même lorsqu'un époux, par ses revenus ou sa fortune, a contribué à l'entretien de la famille dans une mesure notablement supérieure à ce qu'il devait. 3 Un époux ne peut élever ces prétentions lorsqu'il a fourni sa contribution extraordinaire en vertu d'un contrat de travail, de prêt ou de société ou en vertu d'un autre rapport juridique.
F. Représentation de l'union conjugale	Art. 166 1 Chaque époux représente l'union conjugale pour les besoins courants de la famille pendant la vie commune. 2 Au-delà des besoins courants de la famille, un époux ne représente l'union conjugale que: 1. lorsqu'il y a été autorisé par son conjoint ou par le juge; 2. lorsque l'affaire ne souffre aucun retard et que le conjoint est empêché par la maladie, l'absence ou d'autres causes semblables de donner son consentement. 3 Chaque époux s'oblige personnellement par ses actes et il oblige solidairement son conjoint en tant qu'il n'excède pas ses pouvoirs d'une manière reconnaissable pour les tiers.
G. Profession et entreprise des époux	Art. 167 Dans le choix de sa profession ou de son entreprise et dans l'exercice de ces activités, chaque époux a égard à la personne de son conjoint et aux intérêts de l'union conjugale.
H. Actes juridiques des époux	Art. 168 Chaque époux peut, sauf disposition légale contraire, faire tous actes juridiques avec son conjoint et avec les tiers.
II. Logement de la famille	Art. 169 1 Un époux ne peut, sans le consentement exprès de son conjoint, ni résilier le bail, ni aliéner la maison ou l'appartement familial, ni restreindre par d'autres actes juridiques les droits dont dépend le logement de la famille. 2 S'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou s'il est refusé sans motif légitime, l'époux intéressé peut en appeler au juge.
J. Devoir de renseigner	Art. 170 1 Chaque époux peut demander à son conjoint qu'il le renseigne sur ses revenus, ses biens et ses dettes. 2 Le juge peut astreindre le conjoint du requérant ou des tiers à fournir les renseignements utiles et à produire les pièces nécessaires. 3 Est réservé le secret professionnel des avocats, des notaires, des médecins, des ecclésiastiques et de leurs auxiliaires.
K. Protection de l'union conjugale I. Offices de consultation	Art. 171 Les cantons veillent à ce que les conjoints puissent dans les difficultés de leur vie d'époux s'adresser, ensemble ou séparément, à des offices de consultation conjugale ou familiale.
II. Mesures judiciaires 1. En général	Art. 172 1 Lorsqu'un époux ne remplit pas ses devoirs de famille ou que les conjoints sont en désaccord sur une affaire importante pour l'union conjugale, ils peuvent, ensemble ou séparément, requérir l'intervention du juge. 2 Le juge rappelle les époux à leurs devoirs et tente de les concilier; il peut requérir, avec leur accord, le concours de personnes qualifiées ou leur conseiller de s'adresser à un office de consultation conjugale ou familiale. 3 Au besoin, le juge prend, à la requête d'un époux, les mesures prévues par la loi. La disposition relative à la protection de la personnalité en cas de violence, de menaces ou de harcèlement est applicable par analogie.
Le régime matrimonial	
A. Régime ordinaire	Art. 181 Les époux sont placés sous le régime de la participation aux acquêts, à moins qu'ils n'aient adopté un autre régime par contrat de mariage ou qu'ils ne soient soumis au régime matrimonial extraordinaire.
B. Contrat de mariage I. Choix du régime	Art. 182 1 Le contrat de mariage peut être passé avant ou après la célébration du mariage. 2 Les parties ne peuvent adopter un régime, le révoquer ou le modifier que dans les limites de la loi.
II. Capacité des parties	Art. 183 1 Les personnes capables de discernement peuvent seules conclure un contrat de mariage. 2 Les mineurs et les personnes majeures dont la curatelle s'étend à la conclusion d'un contrat de mariage doivent être autorisés par leur représentant légal.
III. Forme du contrat de mariage	Art. 184 Le contrat de mariage est reçu en la forme authentique et il est signé par les parties et, le cas échéant, par le représentant légal.
C. Régime extraordinaire I. À la demande d'un époux 1. Jugement	Art. 185 1 À la demande d'un époux fondée sur de justes motifs, le juge prononce la séparation de biens. 2 Il y a notamment justes motifs: 1. lorsque le conjoint est insolvable ou que sa part aux biens communs a été saisie; 2. lorsque le conjoint met en péril les intérêts du requérant ou ceux de la communauté; 3. lorsque le conjoint refuse indûment de donner le consentement requis à un acte de disposition sur des biens communs; 4. lorsque le conjoint refuse de renseigner le requérant sur ses biens, ses revenus ou ses dettes ou sur l'état des biens communs; 5. lorsque le conjoint est incapable de discernement de manière durable. 3 Lorsqu'un époux est incapable de discernement de manière durable, son représentant légal peut demander que la séparation de biens soit prononcée pour ce motif également.

3. Révocation	<p>Art. 187 ¹ Par contrat de mariage, les époux peuvent en tout temps adopter à nouveau leur régime antérieur ou convenir d'un autre régime. ² Lorsque les motifs qui justifiaient la séparation de biens ont disparu, le juge peut, à la demande d'un époux, prescrire le rétablissement du régime antérieur.</p>
Le régime ordinaire de la participation aux acquêts	
A. Propriété I. Composition	<p>Art. 196 Le régime de la participation aux acquêts comprend les acquêts et les biens propres de chaque époux.</p>
II. Acquêts	<p>Art. 197 ¹ Sont acquêts les biens acquis par un époux à titre onéreux pendant le régime. ² Les acquêts d'un époux comprennent notamment:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le produit de son travail; 2. les sommes versées par des institutions de prévoyance en faveur du personnel ou par des institutions d'assurance ou de prévoyance sociale; 3. les dommages-intérêts dus à raison d'une incapacité de travail; 4. les revenus de ses biens propres; 5. les biens acquis en remploi de ses acquêts.
III. Biens propres 1. Légaux	<p>Art. 198 Sont biens propres de par la loi:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les effets d'un époux exclusivement affectés à son usage personnel; 2. les biens qui lui appartiennent au début du régime ou qui lui échoient ensuite par succession ou à quelque autre titre gratuit; 3. les créances en réparation d'un tort moral; 4. les biens acquis en remploi des biens propres.
2. Conventionnels	<p>Art. 199 ¹ Par contrat de mariage, les époux peuvent convenir que des biens d'acquêts affectés à l'exercice d'une profession ou à l'exploitation d'une entreprise font partie des biens propres. ² Les époux peuvent en outre convenir par contrat de mariage que des revenus de biens propres ne formeront pas des acquêts.</p>
IV. Preuve	<p>Art. 200 ¹ Quiconque allègue qu'un bien appartient à l'un ou à l'autre des époux est tenu d'en établir la preuve. ² À défaut de cette preuve, le bien est présumé appartenir en copropriété aux deux époux. ³ Tout bien d'un époux est présumé acquêt, sauf preuve du contraire.</p>
B. Administration, jouissance et disposition	<p>Art. 201 ¹ Chaque époux a l'administration, la jouissance et la disposition de ses acquêts et de ses biens propres, dans les limites de la loi. ² Lorsqu'un bien appartient en copropriété aux deux époux, aucun d'eux ne peut, sauf convention contraire, disposer de sa part sans le consentement de l'autre.</p>
C. Dettes envers les tiers	<p>Art. 202 Chaque époux répond de ses dettes sur tous ses biens.</p>
I. Moment de la dissolution	<p>Art. 204 ¹ Le régime est dissous au jour du décès d'un époux ou au jour du contrat adoptant un autre régime. ² S'il y a divorce, séparation de corps, nullité de mariage ou séparation de biens judiciaire, la dissolution du régime rétroagit au jour de la demande.</p>
La communauté de biens	
A. Propriété I. Composition	<p>Art. 221 Le régime de la communauté de biens se compose des biens communs et des biens propres de chaque époux.</p>
II. Biens communs 1. Communauté universelle	<p>Art. 222 ¹ La communauté universelle se compose de tous les biens et revenus des époux qui ne sont pas biens propres de par la loi. ² La communauté appartient indivisément aux deux époux. ³ Aucun d'eux ne peut disposer de sa part aux biens communs.</p>
	<p>Art. 223 ¹ Par contrat de mariage, les époux peuvent convenir que la communauté sera réduite aux acquêts. ² Les revenus des biens propres entrent dans les biens communs.</p>
b. Autres communautés	<p>Art. 224 ¹ Par contrat de mariage, les époux peuvent convenir d'exclure de la communauté certains biens ou espèces de biens, notamment les immeubles, le produit du travail d'un époux ou les biens qui servent à l'exercice de sa profession ou à l'exploitation de son entreprise. ² Sauf convention contraire, les revenus de ces biens n'entrent pas dans la communauté.</p>
III. Biens propres	<p>Art. 225 ¹ Les biens propres sont constitués par contrat de mariage, par des libéralités provenant de tiers ou par l'effet de la loi. ² Les biens propres de chaque époux comprennent de par la loi les effets exclusivement affectés à son usage personnel, ainsi que ses créances en réparation d'un tort moral. ³ La réserve héréditaire d'un époux ne peut être constituée en biens propres par des parents si, d'après le contrat de mariage, elle doit entrer dans les biens communs.</p>
IV. Preuve	<p>Art. 226 Tout bien est présumé commun s'il n'est prouvé qu'il est bien propre de l'un ou de l'autre époux.</p>

C. Dettes envers les tiers I. Dettes générales	Art. 233 Chaque époux répond sur ses biens propres et sur les biens communs: 1. des dettes qu'il a contractées dans les limites de son pouvoir de représenter l'union conjugale et d'administrer les biens communs; 2. des dettes qu'il a faites dans l'exercice d'une profession ou dans l'exploitation d'une entreprise si ces activités sont exercées au moyen de biens communs, ou si leurs revenus tombent dans ces biens; 3. des dettes qui obligent aussi personnellement le conjoint; 4. des dettes à l'égard desquelles les époux sont convenus avec un tiers que le débiteur répondra aussi sur les biens communs.
E. Dissolution et liquidation du régime I. Moment de la dissolution	Art. 236 1 Le régime est dissous au jour du décès d'un époux, au jour du contrat adoptant un autre régime ou au jour de la déclaration de faillite d'un époux. 2 S'il y a divorce, séparation de corps, nullité de mariage ou séparation de biens judiciaire, la dissolution du régime rétroagit au jour de la demande. 3 La composition des biens communs et des biens propres est arrêtée au jour de la dissolution.
VI. Partage 1. En cas de décès ou d'adoption d'un autre régime	Art. 241 1 Lorsque la communauté de biens prend fin par le décès d'un époux ou par l'adoption d'un autre régime, elle se partage par moitié entre les époux ou leurs héritiers. 2 Par contrat de mariage les époux peuvent convenir d'un partage autre que par moitié. 3 Ces conventions ne peuvent porter atteinte à la réserve des descendants. 4 Sauf clause contraire du contrat de mariage, la modification du partage légal ne s'applique pas en cas de décès lorsqu'une procédure de divorce entraînant la perte de la réserve du conjoint survivant est pendante.
La séparation de biens	
	Art. 247 Chaque époux a l'administration, la jouissance et la disposition de ses biens, dans les limites de la loi.
II. Preuve	Art. 248 1 Quiconque allègue qu'un bien appartient à l'un ou à l'autre des époux est tenu d'en établir la preuve. 2 À défaut de cette preuve, le bien est présumé appartenir en copropriété aux deux époux.
B. Dettes envers les tiers	Art. 249 Chaque époux répond de ses dettes sur tous ses biens.
C. Dettes entre époux	Art. 250 1 Le régime n'a pas d'effet sur l'exigibilité des dettes entre époux. 2 Cependant, lorsque le règlement d'une dette ou la restitution d'une chose exposent l'époux débiteur à des difficultés graves qui mettent en péril l'union conjugale, celui-ci peut solliciter des délais de paiement, à charge de fournir des sûretés si les circonstances le justifient.
D. Attribution d'un bien en copropriété	Art. 251 Lorsqu'un bien est en copropriété, un époux peut, à la dissolution du régime, demander, en sus des autres mesures prévues par la loi, que ce bien lui soit attribué entièrement s'il justifie d'un intérêt prépondérant, à charge de désintéresser son conjoint.

<u>Les parents</u>	
A. Établissement de la filiation en général	Art. 252 1 À l'égard de la mère, la filiation résulte de la naissance. 2 À l'égard du père, elle est établie par son mariage avec la mère, par reconnaissance ou par jugement. 3 La filiation résulte en outre de l'adoption.
II. Enfant dont la mère n'est pas mariée avec le père	Art. 270a 1 Lorsque l'autorité parentale est exercée de manière exclusive par l'un des parents, l'enfant acquiert le nom de célibataire de celui-ci. Lorsque l'autorité parentale est exercée de manière conjointe, les parents choisissent lequel de leurs deux noms de célibataire leurs enfants porteront. 2 Lorsque l'autorité parentale conjointe a été instituée après la naissance du premier enfant, les parents peuvent, dans le délai d'une année à partir de son institution, déclarer à l'officier de l'état civil que l'enfant porte le nom de célibataire de l'autre parent. Cette déclaration vaut pour tous les enfants communs, indépendamment de l'attribution de l'autorité parentale. 3 Si aucun des parents n'exerce l'autorité parentale, l'enfant acquiert le nom de célibataire de la mère. 4 Les changements d'attribution de l'autorité parentale n'ont pas d'effet sur le nom. Les dispositions relatives au changement de nom sont réservées.
L'obligation d'entretien des père et mère	
A. En général I. Objet et étendue	Art. 276 1 L'entretien est assuré par les soins, l'éducation et des prestations pécuniaires. 2 Les père et mère contribuent ensemble, chacun selon ses facultés, à l'entretien convenable de l'enfant et assument en particulier les frais de sa prise en charge, de son éducation, de sa formation et des mesures prises pour le protéger. 3 Les père et mère sont déliés de leur obligation d'entretien dans la mesure où l'on peut attendre de l'enfant qu'il subviennne à son entretien par le produit de son travail ou par ses autres ressources.

B. Durée	<p>Art. 277</p> <p>¹ L'obligation d'entretien des père et mère dure jusqu'à la majorité de l'enfant.</p> <p>² Si, à sa majorité, l'enfant n'a pas encore de formation appropriée, les père et mère doivent, dans la mesure où les circonstances permettent de l'exiger d'eux, subvenir à son entretien jusqu'à ce qu'il ait acquis une telle formation, pour autant qu'elle soit achevée dans les délais normaux.</p>
L'autorité parentale	
	<p>Art. 296</p> <p>¹ L'autorité parentale sert le bien de l'enfant.</p> <p>² L'enfant est soumis, pendant sa minorité, à l'autorité parentale conjointe de ses père et mère.</p> <p>³ Les parents mineurs ou sous curatelle de portée générale n'ont pas l'autorité parentale. Celle-ci revient aux parents lorsqu'ils deviennent majeurs. Lorsque la curatelle de portée générale est levée, l'autorité de protection de l'enfant statue sur l'attribution de l'autorité parentale selon le bien de l'enfant.</p>
Abis. Décès d'un parent	<p>Art. 297</p> <p>¹ En cas de décès de l'un des détenteurs de l'autorité parentale conjointe, l'autorité parentale revient au survivant.</p> <p>² En cas de décès du parent qui a l'exercice exclusif de l'autorité parentale, l'autorité de protection de l'enfant attribue l'autorité parentale au parent survivant ou nomme un tuteur selon le bien de l'enfant.</p>
Ater. Divorce et autres procédures matrimoniales	<p>Art. 298</p> <p>¹ Dans le cadre d'une procédure de divorce ou d'une procédure de protection de l'union conjugale, le juge confie à l'un des parents l'autorité parentale exclusive si le bien de l'enfant le commande.</p> <p>² Lorsqu'aucun accord entre les parents ne semble envisageable sur ce point, le juge peut aussi se limiter à statuer sur la garde de l'enfant ainsi que sur les relations personnelles ou la participation de chaque parent à sa prise en charge.</p> <p>^{2bis} Lorsqu'il statue sur la garde de l'enfant, les relations personnelles ou la participation de chaque parent à la prise en charge de l'enfant, le juge tient compte du droit de l'enfant d'entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses deux parents.</p> <p>^{2ter} Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement, le juge examine, selon le bien de l'enfant, la possibilité de la garde alternée, si le père, la mère ou l'enfant la demande.</p> <p>³ Il invite l'autorité de protection de l'enfant à nommer un tuteur si aucun des deux parents n'est apte à assumer l'exercice de l'autorité parentale.</p>
Aquater. Reconnaissance et jugement de paternité I. Déclaration commune des parents	<p>Art. 298a</p> <p>¹ Si la mère n'est pas mariée avec le père et que le père reconnaît l'enfant, ou si le lien de filiation est constaté par décision de justice et que l'autorité parentale conjointe n'est pas encore instituée au moment de la décision de justice, les parents obtiennent l'autorité parentale conjointe sur la base d'une déclaration commune.</p> <p>² Les parents confirment dans la déclaration commune:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. qu'ils sont disposés à assumer conjointement la responsabilité de l'enfant; 2. qu'ils se sont entendus sur la garde de l'enfant, sur les relations personnelles ou la participation de chaque parent à sa prise en charge ainsi que sur la contribution d'entretien. <p>³ Avant de déposer leur déclaration, les parents peuvent demander conseil à l'autorité de protection de l'enfant.</p> <p>⁴ Si les parents déposent leur déclaration en même temps que la reconnaissance de l'enfant, la déclaration est reçue par l'officier de l'état civil. S'ils la déposent plus tard, elle est reçue par l'autorité de protection de l'enfant du lieu de domicile de l'enfant.</p> <p>⁵ Jusqu'au dépôt de la déclaration, l'enfant est soumis à l'autorité parentale exclusive de la mère.</p>
II. Décision de l'autorité de protection de l'enfant	<p>Art. 298b</p> <p>¹ Lorsqu'un parent refuse de déposer une déclaration commune, l'autre parent peut s'adresser à l'autorité de protection de l'enfant du lieu de domicile de l'enfant.</p> <p>² L'autorité de protection de l'enfant institue l'autorité parentale conjointe à moins que le bien de l'enfant ne commande que la mère reste seule détentrice de l'autorité parentale ou que cette dernière soit attribuée exclusivement au père.</p> <p>³ Lorsqu'elle statue sur l'autorité parentale, l'autorité de protection de l'enfant règle également les autres points litigieux. L'action alimentaire, à intenter devant le juge compétent, est réservée; dans ce cas, le juge statue aussi sur l'autorité parentale et sur les autres points concernant le sort des enfants.</p> <p>^{3bis} Lorsqu'elle statue sur la garde de l'enfant, les relations personnelles ou la participation de chaque parent à la prise en charge de l'enfant, l'autorité de protection de l'enfant tient compte du droit de l'enfant d'entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses deux parents.</p> <p>^{3ter} Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement, l'autorité de protection de l'enfant examine, selon le bien de l'enfant, la possibilité de la garde alternée, si le père, la mère ou l'enfant la demande.</p> <p>⁴ Si la mère est mineure ou sous curatelle de portée générale, l'autorité de protection de l'enfant attribue l'autorité parentale au père ou nomme un tuteur selon le bien de l'enfant.</p>
IV. Éducation religieuse	<p>Art. 303</p> <p>¹ Les père et mère disposent de l'éducation religieuse de l'enfant.</p> <p>² Sont nulles toutes conventions qui limiteraient leur liberté à cet égard.</p> <p>³ L'enfant âgé de 16 ans révolus a le droit de choisir lui-même sa confession.</p>
B. Utilisation des revenus	<p>Art. 319</p> <p>¹ Les père et mère peuvent utiliser les revenus des biens de l'enfant pour son entretien, son éducation et sa formation et, dans la mesure où cela est équitable, pour les besoins du ménage.</p> <p>² Le surplus passe dans les biens de l'enfant.</p>
III. Produit du travail, fonds professionnel	<p>Art. 323</p> <p>¹ L'enfant a l'administration et la jouissance du produit de son travail et de ceux de ses biens que les père et mère lui remettent pour exercer une profession ou une industrie.</p> <p>² Lorsque l'enfant vit en ménage commun avec ses père et mère, ceux-ci peuvent exiger qu'il contribue équitablement à son entretien.</p>

La protection de l'adulte

Le mandat pour cause d'incapacité

	<p>Art. 360</p> <p>¹ Toute personne ayant l'exercice des droits civils (mandant) peut charger une personne physique ou morale (mandataire) de lui fournir une assistance personnelle, de gérer son patrimoine ou de la représenter dans les rapports juridiques avec les tiers au cas où elle deviendrait incapable de discernement.</p> <p>² Le mandant définit les tâches qu'il entend confier au mandataire et peut prévoir des instructions sur la façon de les exécuter.</p> <p>³ Il peut prévoir des solutions de remplacement pour le cas où le mandataire déclinerait le mandat, ne serait pas apte à le remplir ou le résilierait.</p>
B. Constitution et révocation I. Constitution	<p>Art. 361</p> <p>¹ Le mandat pour cause d'incapacité est constitué en la forme olographe ou authentique.</p> <p>² Le mandat olographe doit être écrit en entier, daté et signé de la main du mandant.</p> <p>³ Le mandant peut demander à l'office de l'état civil d'inscrire la constitution et le lieu de dépôt du mandat dans la banque de données centrale. Le Conseil fédéral édicte les dispositions nécessaires, notamment en matière d'accès aux données.</p>
II. Révocation	<p>Art. 362</p> <p>¹ Le mandant peut révoquer le mandat en tout temps dans l'une des formes prévues pour sa constitution.</p> <p>² Il peut également le révoquer par la suppression de l'acte.</p> <p>³ Le mandat pour cause d'incapacité qui ne révoque pas expressément un mandat précédent le remplace dans la mesure où il n'en constitue pas indubitablement le complément.</p>
C. Constatation de la validité et acceptation	<p>Art. 363</p> <p>¹ Lorsque l'autorité de protection de l'adulte apprend qu'une personne est devenue incapable de discernement et qu'elle ignore si celle-ci a constitué un mandat pour cause d'incapacité, elle s'informe auprès de l'office de l'état civil.</p> <p>² S'il existe un mandat pour cause d'incapacité, elle examine:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. si le mandat a été constitué valablement; 2. si les conditions de sa mise en œuvre sont remplies; 3. si le mandataire est apte à le remplir; 4. si elle doit prendre d'autres mesures de protection de l'adulte. <p>³ Si le mandataire accepte le mandat, l'autorité de protection de l'adulte le rend attentif aux devoirs découlant des règles du code des obligations sur le mandat et lui remet un document qui fait état de ses compétences.</p>
E. Exécution	<p>Art. 365</p> <p>¹ Le mandataire représente le mandant dans les limites du mandat pour cause d'incapacité et s'acquitte de ses tâches avec diligence et selon les règles du code des obligations sur le mandat.</p> <p>² S'il y a lieu de régler des affaires qui ne sont pas couvertes par le mandat ou s'il existe un conflit d'intérêts entre le mandant et le mandataire, celui-ci sollicite immédiatement l'intervention de l'autorité de protection de l'adulte.</p> <p>³ En cas de conflit d'intérêts, les pouvoirs du mandataire prennent fin de plein droit.</p>
F. Rémunération et frais	<p>Art. 366</p> <p>¹ Lorsque le mandat pour cause d'incapacité ne contient pas de disposition sur la rémunération du mandataire, l'autorité de protection de l'adulte fixe une indemnisation appropriée si cela apparaît justifié au regard de l'ampleur des tâches à accomplir ou si les prestations du mandataire font habituellement l'objet d'une rémunération.</p> <p>² La rémunération et le remboursement des frais justifiés sont à la charge du mandant.</p>
G. Résiliation	<p>Art. 367</p> <p>¹ Le mandataire peut résilier le mandat en tout temps, en informant par écrit l'autorité de protection de l'adulte, moyennant un délai de deux mois.</p> <p>² Il peut le résilier avec effet immédiat pour de justes motifs.</p>
H. Intervention de l'autorité de protection de l'adulte	<p>Art. 368</p> <p>¹ Si les intérêts du mandant sont compromis ou risquent de l'être, l'autorité de protection de l'adulte prend les mesures nécessaires d'office ou sur requête d'un proche du mandant.</p> <p>² Elle peut notamment donner des instructions au mandataire, lui ordonner d'établir un inventaire des biens du mandant, de présenter périodiquement des comptes et des rapports ou lui retirer ses pouvoirs en tout ou en partie.</p>
I. Recouvrement de la capacité de discernement	<p>Art. 369</p> <p>¹ Le mandat pour cause d'incapacité cesse de produire ses effets de plein droit en cas de rétablissement de la capacité de discernement du mandant.</p> <p>² Si les intérêts du mandant sont de ce fait compromis, le mandataire est tenu de continuer à remplir les tâches qui lui ont été confiées jusqu'à ce que le mandant puisse défendre ses intérêts lui-même.</p> <p>³ Le mandant est lié par les opérations que le mandataire fait avant d'avoir connaissance de l'extinction de son mandat, comme si le mandat produisait encore ses effets.</p>

Les directives anticipées du patient	
	<p>Art. 370</p> <p>¹ Toute personne capable de discernement peut déterminer, dans des directives anticipées, les traitements médicaux auxquels elle consent ou non au cas où elle deviendrait incapable de discernement.</p> <p>² Elle peut également désigner une personne physique qui sera appelée à s'entretenir avec le médecin sur les soins médicaux à lui administrer et à décider en son nom au cas où elle deviendrait incapable de discernement. Elle peut donner des instructions à cette personne.</p> <p>³ Elle peut prévoir des solutions de remplacement pour le cas où la personne désignée déclinerait le mandat, ne serait pas apte à le remplir ou le résilierait.</p>
B. Constitution et révocation	<p>Art. 371</p> <p>¹ Les directives anticipées sont constituées en la forme écrite; elles doivent être datées et signées par leur auteur.</p> <p>² L'auteur de directives anticipées peut faire inscrire la constitution et le lieu du dépôt des directives sur sa carte d'assuré. Le Conseil fédéral édicte les dispositions nécessaires, notamment en matière d'accès aux données.</p> <p>³ La disposition régissant la révocation du mandat pour cause d'inaptitude s'applique par analogie aux directives anticipées.</p>
C. Survenance de l'incapacité de discernement	<p>Art. 372</p> <p>¹ Lorsqu'un médecin traite un patient incapable de discernement et qu'il ignore si celui-ci a rédigé des directives anticipées, il s'informe de leur existence en consultant la carte d'assuré du patient. Les cas d'urgence sont réservés.</p> <p>² Le médecin respecte les directives anticipées du patient, sauf si elles violent des dispositions légales, ou si des doutes sérieux laissent supposer qu'elles ne sont pas l'expression de sa libre volonté ou qu'elles ne correspondent pas à sa volonté présumée dans la situation donnée.</p> <p>³ Le cas échéant, le médecin consigne dans le dossier médical du patient les motifs pour lesquels il n'a pas respecté les directives anticipées.</p>
D. Intervention de l'autorité de protection de l'adulte	<p>Art. 373</p> <p>¹ Tout proche du patient peut en appeler par écrit à l'autorité de protection de l'adulte lorsque:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les directives anticipées du patient ne sont pas respectées; 2. les intérêts du patient sont compromis ou risquent de l'être; 3. les directives anticipées ne sont pas l'expression de la libre volonté du patient. <p>² La disposition régissant l'intervention de l'autorité de protection de l'adulte dans le cadre du mandat pour cause d'inaptitude s'applique par analogie aux directives anticipées.</p>
Les curatelles	
A. Conditions	<p>Art. 390</p> <p>¹ L'autorité de protection de l'adulte institue une curatelle lorsqu'une personne majeure:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. est partiellement ou totalement empêchée d'assurer elle-même la sauvegarde de ses intérêts en raison d'une déficience mentale, de troubles psychiques ou d'un autre état de faiblesse qui affecte sa condition personnelle; 2. est, en raison d'une incapacité passagère de discernement ou pour cause d'absence, empêchée d'agir elle-même et qu'elle n'a pas désigné de représentant pour des affaires qui doivent être réglées. <p>² L'autorité de protection de l'adulte prend en considération la charge que la personne concernée représente pour ses proches et pour les tiers ainsi que leur besoin de protection.</p> <p>³ Elle institue la curatelle d'office ou à la requête de la personne concernée ou d'un proche.</p>
B. Tâches	<p>Art. 391</p> <p>¹ L'autorité de protection de l'adulte détermine, en fonction des besoins de la personne concernée, les tâches à accomplir dans le cadre de la curatelle.</p> <p>² Ces tâches concernent l'assistance personnelle, la gestion du patrimoine et les rapports juridiques avec les tiers.</p> <p>³ Sans le consentement de la personne concernée, le curateur ne peut prendre connaissance de sa correspondance ni pénétrer dans son logement qu'avec l'autorisation expresse de l'autorité de protection de l'adulte.</p>
A. Curatelle d'accompagnement	<p>Art. 393</p> <p>¹ Une curatelle d'accompagnement est instituée, avec le consentement de la personne qui a besoin d'aide, lorsque celle-ci doit être assistée pour accomplir certains actes.</p> <p>² La curatelle d'accompagnement ne limite pas l'exercice des droits civils de la personne concernée.</p>
B. Curatelle de représentation I. En général	<p>Art. 394</p> <p>¹ Une curatelle de représentation est instituée lorsque la personne qui a besoin d'aide ne peut accomplir certains actes et doit de ce fait être représentée.</p> <p>² L'autorité de protection de l'adulte peut limiter en conséquence l'exercice des droits civils de la personne concernée.</p> <p>³ Même si la personne concernée continue d'exercer tous ses droits civils, elle est liée par les actes du curateur.</p>
II. Gestion du patrimoine	<p>Art. 395</p> <p>¹ Lorsque l'autorité de protection de l'adulte institue une curatelle de représentation ayant pour objet la gestion du patrimoine, elle détermine les biens sur lesquels portent les pouvoirs du curateur. Elle peut soumettre à la gestion tout ou partie des revenus ou de la fortune, ou l'ensemble des biens.</p> <p>² À moins que l'autorité de protection de l'adulte n'en décide autrement, les pouvoirs de gestion du curateur s'étendent à l'épargne constituée sur la base des revenus et du produit de la fortune gérée.</p> <p>³ Sans limiter l'exercice des droits civils de la personne concernée, l'autorité de protection de l'adulte peut la priver de la faculté d'accéder à certains éléments de son patrimoine.</p> <p>⁴ Si l'autorité de protection de l'adulte prive la personne concernée de la faculté de disposer d'un immeuble, elle en fait porter la mention au registre foncier.</p>
C. Curatelle de coopération	<p>Art. 396</p> <p>¹ Une curatelle de coopération est instituée lorsque, pour sauvegarder les intérêts d'une personne qui a besoin d'aide, il est nécessaire de soumettre certains de ses actes à l'exigence du consentement du curateur.</p> <p>² L'exercice des droits civils de la personne concernée est limité de plein droit par rapport à ces actes.</p>

D. Combinaison de curatelles	Art. 397 Les curatelles d'accompagnement, de représentation et de coopération peuvent être combinées.
E. Curatelle de portée générale	Art. 398 ¹ Une curatelle de portée générale est instituée lorsqu'une personne a particulièrement besoin d'aide, en raison notamment d'une incapacité durable de discernement. ² Elle couvre tous les domaines de l'assistance personnelle, de la gestion du patrimoine et des rapports juridiques avec les tiers. ³ La personne concernée est privée de plein droit de l'exercice des droits civils.
	Art. 399 ¹ La curatelle prend fin de plein droit au décès de la personne concernée. ² L'autorité de protection de l'adulte lève la curatelle si elle n'est plus justifiée, d'office ou à la requête de la personne concernée ou de l'un de ses proches.
A. Nomination I. Conditions générales	Art. 400 ¹ L'autorité de protection de l'adulte nomme curateur une personne physique qui possède les aptitudes et les connaissances nécessaires à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées, qui dispose du temps nécessaire et qui les exécute en personne. Elle peut nommer plusieurs personnes si des circonstances particulières le justifient. ² La personne nommée ne peut l'être qu'avec son accord. ³ L'autorité de protection de l'adulte veille à ce que le curateur reçoive les instructions, les conseils et le soutien dont il a besoin pour accomplir ses tâches.
II. Souhaits de la personne concernée ou de ses proches	Art. 401 ¹ Lorsque la personne concernée propose une personne comme curateur, l'autorité de protection de l'adulte accède à son souhait pour autant que la personne proposée remplisse les conditions requises et accepte la curatelle. ² L'autorité de protection de l'adulte prend autant que possible en considération les souhaits des membres de la famille ou d'autres proches. ³ Elle tient compte autant que possible des objections que la personne concernée soulève à la nomination d'une personne déterminée.

Les successions

A. Les parents I. Les descendants	Art. 457 ¹ Les héritiers les plus proches sont les descendants. ² Les enfants succèdent par tête. ³ Les enfants prédécédés sont représentés par leurs descendants, qui succèdent par souche à tous les degrés.
II. La parentèle des père et mère	Art. 458 ¹ Les héritiers du défunt qui n'a pas laissé de postérité sont le père et la mère. ² Ils succèdent par tête. ³ Le père et la mère prédécédés sont représentés par leurs descendants, qui succèdent par souche à tous les degrés. ⁴ À défaut d'héritiers dans l'une des lignes, toute la succession est dévolue aux héritiers de l'autre.
III. La parentèle des grands-parents	Art. 459 ¹ Les héritiers du défunt qui n'a laissé ni postérité, ni père, ni mère, ni descendants d'eux, sont les grands-parents. ² Ils succèdent par tête, dans chacune des deux lignes. ³ Le grand-parent prédécédé est représenté par ses descendants, qui succèdent par souche à tous les degrés. ⁴ En cas de décès sans postérité d'un grand-parent de la ligne paternelle ou maternelle, sa part échoit aux héritiers de la même ligne. ⁵ En cas de décès sans postérité des grands-parents d'une ligne, toute la succession est dévolue aux héritiers de l'autre.
IV. Derniers héritiers	Art. 460 Parmi les parents, les derniers héritiers sont les grands-parents et leur postérité.
B. Conjoint survivant, partenaire enregistré survivant	Art. 462 Le conjoint ou le partenaire enregistré survivant a droit: <ol style="list-style-type: none"> 1. en concours avec les descendants, à la moitié de la succession; 2. en concours avec le père, la mère ou leur postérité, aux trois quarts; 3. à défaut du père, de la mère ou de leur postérité, à la succession tout entière.
D. Canton et commune	Art. 466 À défaut d'héritiers, la succession est dévolue au canton du dernier domicile du défunt ou à la commune désignée par la législation de ce canton.

Le testament et la quotité disponible

A. Par testament	Art. 467 Toute personne capable de discernement et âgée de 18 ans révolus a la faculté de disposer de ses biens par testament, dans les limites et selon les formes établies par la loi.
B. Dans un pacte successoral	Art. 468 ¹ Pour conclure un pacte successoral, le disposant doit être capable de discernement et avoir au moins 18 ans. ² Les personnes dont la curatelle s'étend à la conclusion d'un pacte successoral doivent être autorisées par leur représentant légal.

C. Dispositions nulles	<p>Art. 469</p> <p>¹ Sont nulles toutes dispositions que leur auteur a faites sous l'empire d'une erreur, d'un dol, d'une menace ou d'une violence.</p> <p>² Elles sont toutefois maintenues, s'il ne les a pas révoquées dans l'année après qu'il a découvert le dol ou l'erreur, ou après qu'il a cessé d'être sous l'empire de la menace ou de la violence.</p> <p>³ En cas d'erreur manifeste dans la désignation de personnes ou de choses, les dispositions erronées sont rectifiées d'après la volonté réelle de leur auteur, si cette volonté peut être constatée avec certitude.</p>
A. Quotité disponible I. Son étendue	<p>Art. 470</p> <p>¹ Celui qui laisse des descendants, son conjoint ou son partenaire enregistré a la faculté de disposer pour cause de mort de ce qui excède le montant de leur réserve.</p> <p>² En dehors de ces cas, il peut disposer de toute la succession.</p>
II. Réserve	<p>Art. 471</p> <p>La réserve est de la moitié du droit de succession.</p>
IV. Usufruit	<p>Art. 473</p> <p>¹ Quel que soit l'usage qu'il fait de la quotité disponible, le conjoint ou le partenaire enregistré peut, par disposition pour cause de mort, laisser au survivant l'usufruit de toute la part dévolue à leurs descendants communs.</p> <p>² Cet usufruit tient lieu du droit de succession attribué par la loi au conjoint ou au partenaire enregistré survivant en concours avec ces descendants. Outre cet usufruit, la quotité disponible est de la moitié de la succession.</p> <p>³ Si le conjoint survivant se remarie ou conclut un partenariat enregistré, son usufruit cesse de grever pour l'avenir la partie de la succession qui, au décès du testateur, n'aurait pas pu être l'objet du legs d'usufruit selon les règles ordinaires sur les réserves des descendants. Cette disposition s'applique par analogie lorsque le partenaire enregistré survivant conclut un nouveau partenariat enregistré ou se marie.</p>
V. Calcul de la quotité disponible 1. Déduction des dettes	<p>Art. 474</p> <p>¹ La quotité disponible se calcule suivant l'état de la succession au jour du décès.</p> <p>² Sont déduits de l'actif les dettes, les frais funéraires, les frais de scellés et d'inventaire et l'entretien pendant un mois des personnes qui faisaient ménage commun avec le défunt.</p>
A. Testaments I. Formes 1. En général	<p>Art. 498</p> <p>Les testaments peuvent être faits soit par acte public, soit dans la forme olographe, soit dans la forme orale.</p>
2. Testament public a. Rédaction de l'acte	<p>Art. 499</p> <p>Le testament public est reçu, avec le concours de deux témoins, par un notaire, un fonctionnaire ou toute autre personne ayant qualité à cet effet d'après le droit cantonal.</p>
b. Concours de l'officier public	<p>Art. 500</p> <p>¹ Le disposant indique ses volontés à l'officier public; celui-ci les écrit lui-même ou les fait écrire et les donne ensuite à lire au testateur.</p> <p>² L'acte sera signé du disposant.</p> <p>³ Il sera en outre daté et signé par l'officier public.</p>
3. Forme olographe	<p>Art. 505</p> <p>¹ Le testament olographe est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur; la date consiste dans la mention de l'année, du mois et du jour où l'acte a été dressé.</p> <p>² Les cantons pourvoient à ce que l'acte, ouvert ou clos, puisse être remis à une autorité chargée d'en recevoir le dépôt.</p>
4. Forme orale a. Les dernières dispositions	<p>Art. 506</p> <p>¹ Le testament peut être fait en la forme orale, lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, le disposant est empêché de tester dans une autre forme; ainsi, en cas de danger de mort imminent, de communications interceptées, d'épidémie ou de guerre.</p> <p>² Le testateur déclare ses dernières volontés à deux témoins, qu'il charge d'en dresser ou faire dresser acte.</p> <p>³ Les causes d'incapacité des témoins sont les mêmes que pour le testament public.</p>
b. Mesures subséquentes	<p>Art. 507</p> <p>¹ L'un des témoins écrit immédiatement les dernières volontés, les date en indiquant le lieu, l'année, le mois et le jour, les signe, les fait signer par l'autre témoin et tous deux remettent cet écrit sans délai entre les mains d'une autorité judiciaire, en affirmant que le testateur, qui leur a paru capable de disposer, leur a déclaré ses dernières volontés dans les circonstances particulières où ils les ont reçues.</p> <p>² Les deux témoins peuvent aussi en faire dresser procès-verbal par l'autorité judiciaire, sous la même affirmation que ci-dessus.</p> <p>³ Si les dernières dispositions émanent d'un militaire au service, un officier du rang de capitaine ou d'un rang supérieur peut remplacer l'autorité judiciaire.</p>
c. Caducité	<p>Art. 508</p> <p>Le testament oral cesse d'être valable, lorsque quatorze jours se sont écoulés depuis que le testateur a recouvré la liberté d'employer l'une des autres formes.</p>
II. Révocation et suppression 1. Révocation	<p>Art. 509</p> <p>¹ Le disposant peut révoquer son testament en tout temps, à la condition d'observer l'une des formes prescrites pour tester.</p> <p>² La révocation peut être totale ou partielle.</p>
B. Répudiation I. Déclaration à cet effet	<p>Art. 566</p> <p>¹ Les héritiers légaux ou institués ont la faculté de répudier la succession.</p> <p>² La succession est censée répudiée, lorsque l'insolvabilité du défunt était notoire ou officiellement constatée à l'époque du décès.</p>

2. Délai a. En général	Art. 567 ¹ Le délai pour répudier est de trois mois. ² Il court, pour les héritiers légaux, dès le jour où ils ont connaissance du décès, à moins qu'ils ne prouvent n'avoir connu que plus tard leur qualité d'héritiers; pour les institués, dès le jour où ils ont été prévenus officiellement de la disposition faite en leur faveur.
	Art. 580 ¹ L'héritier qui a la faculté de répudier peut réclamer le bénéfice d'inventaire. ² Sa requête sera présentée à l'autorité compétente dans le délai d'un mois; les formes à observer sont celles de la répudiation. ³ La requête de l'un des héritiers profite aux autres.

La propriété	
A. Éléments du droit de propriété I. En général	Art. 641 ¹ Le propriétaire d'une chose a le droit d'en disposer librement, dans les limites de la loi. ² Il peut la revendiquer contre quiconque la détient sans droit et repousser toute usurpation.
3. Plantes a. Règle	Art. 687 ¹ Tout propriétaire a le droit de couper et de garder les branches et racines qui avancent sur son fonds, si elles lui portent préjudice et si, après réclamation, le voisin ne les enlève pas dans un délai convenable. ² Le propriétaire qui laisse des branches d'arbres avancer sur ses bâtiments ou ses cultures a droit aux fruits de ces branches. ³ Ces règles ne s'appliquent pas aux forêts limitrophes.
3. Acquisition de la propriété, restitution	Art. 722 ¹ La chose est acquise à celui qui l'a trouvée et qui a satisfait à ses obligations, si le propriétaire ne peut être découvert dans les cinq ans à compter de l'avis à la police ou des mesures de publicité. ^{1bis} Lorsqu'il s'agit d'animaux qui vivent en milieu domestique et ne sont pas gardés dans un but patrimonial ou de gain, le délai est de deux mois. ^{1ter} Lorsque la personne qui a trouvé l'animal le confie à un refuge avec la volonté d'en abandonner définitivement la possession, le refuge peut disposer librement de l'animal deux mois après que celui-ci lui a été confié. ² Lorsqu'elle est restituée au propriétaire, celui qui l'a trouvée a droit au remboursement de tous ses frais et à une gratification équitable. ³ Si la chose a été trouvée dans une maison habitée ou dans des locaux et installations affectés à un service public, le maître de la maison, le locataire ou l'établissement ont les obligations de celui qui a trouvé la chose, mais ne peuvent réclamer une gratification.

Code des obligations (CO)

<u>Les contrats</u>	
A. Conclusion du contrat I. Accord des parties	Art. 1 ¹ Le contrat est parfait lorsque les parties ont, réciproquement et d'une manière concordante, manifesté leur volonté. ² Cette manifestation peut être expresse ou tacite.
B. Forme des contrats I. Règle générale et portée des formes prescrites	Art. 11 ¹ La validité des contrats n'est subordonnée à l'observation d'une forme particulière qu'en vertu d'une prescription spéciale de la loi. ² À défaut d'une disposition contraire sur la portée et les effets de la forme prescrite, le contrat n'est valable que si cette forme a été observée.
II. Forme écrite 1. Forme requise par la loi	Art. 12 Lorsque la loi exige qu'un contrat soit fait en la forme écrite, cette règle s'applique également à toutes les modifications du contrat, hormis les stipulations complémentaires et accessoires qui ne sont pas en contradiction avec l'acte.
II. Nullité	Art. 20 ¹ Le contrat est nul s'il a pour objet une chose impossible, illicite ou contraire aux mœurs. ² Si le contrat n'est vicié que dans certaines de ses clauses, ces clauses sont seules frappées de nullité, à moins qu'il n'y ait lieu d'admettre que le contrat n'aurait pas été conclu sans elles.
III. Lésion	Art. 21 ¹ En cas de disproportion évidente entre la prestation promise par l'une des parties et la contre-prestation de l'autre, la partie lésée peut, dans le délai d'un an, déclarer qu'elle résilie le contrat et répéter ce qu'elle a payé, si la lésion a été déterminée par l'exploitation de sa gêne, de sa légèreté ou de son inexpérience. ² Le délai d'un an court dès la conclusion du contrat.
IV. Promesse de contracter	Art. 22 ¹ L'obligation de passer une convention future peut être assumée contractuellement. ² Lorsque, dans l'intérêt des parties, la loi subordonne la validité du contrat à l'observation d'une certaine forme, celle-ci s'applique également à la promesse de contracter.
F. Vices du consentement I. Erreur 1. Effets de l'erreur	Art. 23 Le contrat n'oblige pas celle des parties qui, au moment de le conclure, était dans une erreur essentielle.
2. Cas d'erreur	Art. 24 ¹ L'erreur est essentielle, notamment: <ol style="list-style-type: none"> 1. lorsque la partie qui se prévaut de son erreur entendait faire un contrat autre que celui auquel elle a déclaré consentir; 2. lorsqu'elle avait en vue une autre chose que celle qui a fait l'objet du contrat, ou une autre personne et qu'elle s'est engagée principalement en considération de cette personne; 3. lorsque la prestation promise par celui des contractants qui se prévaut de son erreur est notablement plus étendue, ou lorsque la contre-prestation l'est notablement moins qu'il ne le voulait en réalité; 4. lorsque l'erreur porte sur des faits que la loyauté commerciale permettait à celui qui se prévaut de son erreur de considérer comme des éléments nécessaires du contrat. ² L'erreur qui concerne uniquement les motifs du contrat n'est pas essentielle. ³ De simples erreurs de calcul n'infirmes pas la validité du contrat; elles doivent être corrigées.
3. Action contraire aux règles de la bonne foi	Art. 25 ¹ La partie qui est victime d'une erreur ne peut s'en prévaloir d'une façon contraire aux règles de la bonne foi. ² Elle reste notamment obligée par le contrat qu'elle entendait faire, si l'autre partie se déclare prête à l'exécuter.
4. Erreur commise par négligence	Art. 26 ¹ La partie qui invoque son erreur pour se soustraire à l'effet du contrat est tenue de réparer le dommage résultant de l'invalidité de la convention si l'erreur provient de sa propre faute, à moins que l'autre partie n'ait connu ou dû connaître l'erreur. ² Le juge peut, si l'équité l'exige, allouer des dommages-intérêts plus considérables à la partie lésée.
5. Erreur d'un intermédiaire	Art. 27 Les règles concernant l'erreur s'appliquent par analogie, lorsque la volonté d'une des parties a été inexactement transmise par un messenger ou quelque autre intermédiaire.
II. Dol	Art. 28 ¹ La partie induite à contracter par le dol de l'autre n'est pas obligée, même si son erreur n'est pas essentielle. ² La partie qui est victime du dol d'un tiers demeure obligée, à moins que l'autre partie n'ait connu ou dû connaître le dol lors de la conclusion du contrat.
III. Crainte fondée 1. Conclusion du contrat	Art. 29 ¹ Si l'une des parties a contracté sous l'empire d'une crainte fondée que lui aurait inspirée sans droit l'autre partie ou un tiers, elle n'est point obligée. ² Lorsque les menaces sont le fait d'un tiers et que l'autre partie ne les a ni connues, ni dû connaître, celui des contractants qui en est victime et qui veut se départir du contrat est tenu d'indemniser l'autre si l'équité l'exige.

2. Éléments de la crainte fondée	Art. 30 ¹ La crainte est réputée fondée lorsque la partie menacée devait croire, d'après les circonstances, qu'un danger grave et imminent la menaçait elle-même, ou l'un de ses proches, dans sa vie, sa personne, son honneur ou ses biens. ² La crainte de voir invoquer un droit ne peut être prise en considération que si la gêne de la partie menacée a été exploitée pour extorquer à celle-ci des avantages excessifs.
A. Principes généraux I. Conditions de la responsabilité	Art. 41 ¹ Celui qui cause, d'une manière illicite, un dommage à autrui, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence, est tenu de le réparer. ² Celui qui cause intentionnellement un dommage à autrui par des faits contraires aux moeurs est également tenu de le réparer.
II. Fixation du dommage	Art. 42 ¹ La preuve du dommage incombe au demandeur. ² Lorsque le montant exact du dommage ne peut être établi, le juge le détermine équitablement en considération du cours ordinaire des choses et des mesures prises par la partie lésée. ³ Les frais de traitement pour les animaux qui vivent en milieu domestique et ne sont pas gardés dans un but patrimonial ou de gain font l'objet d'un remboursement approprié, même s'ils sont supérieurs à la valeur de l'animal.

La vente et l'échange

A. Droits et obligations des parties; en général	Art. 184 ¹ La vente est un contrat par lequel le vendeur s'oblige à livrer la chose vendue à l'acheteur et à lui en transférer la propriété, moyennant un prix que l'acheteur s'engage à lui payer. ² Sauf usage ou convention contraire, le vendeur et l'acheteur sont tenus de s'acquitter simultanément de leurs obligations. ³ Le prix de vente est suffisamment déterminé lorsqu'il peut l'être d'après les circonstances.
B. Profits et risques	Art. 185 ¹ Les profits et les risques de la chose passent à l'acquéreur dès la conclusion du contrat, sauf les exceptions résultant de circonstances ou de stipulations particulières. ² Si la chose n'est déterminée que par son genre, il faut en outre qu'elle ait été individualisée; si elle doit être expédiée dans un autre lieu, il faut que le vendeur s'en soit dessaisi à cet effet. ³ Dans les contrats faits sous condition suspensive, les profits et les risques de la chose aliénée ne passent à l'acquéreur que dès l'accomplissement de la condition.
C. Législation cantonale réservée	Art. 186 Il appartient à la législation cantonale de restreindre ou même de supprimer le droit de poursuivre en justice le recouvrement de créances résultant de la vente au détail de boissons spiritueuses, y compris les dépenses d'auberge.

La vente mobilière

	Art. 187 ¹ La vente mobilière est celle de toutes choses qui ne sont pas des biens-fonds ou des droits immatriculés comme immeubles au registre foncier. ² La vente des parties integrantes d'un immeuble est une vente mobilière lorsque, tels des fruits, les matériaux d'un bâtiment à démolir ou le produit des carrières, elles doivent être transférées comme meubles à l'acquéreur après leur séparation.
B. Obligations du vendeur I. Délivrance 1. Frais de la délivrance	Art. 188 Sauf usage ou convention contraire, les frais de la délivrance, notamment ceux du mesurage et du pesage, sont à la charge du vendeur, les frais d'acte et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur.
2. Frais de transport	Art. 189 ¹ Sauf usage ou convention contraire, les frais de transport sont à la charge de l'acheteur si la chose vendue doit être expédiée dans un autre lieu que celui de l'exécution du contrat. ² Le vendeur est présumé avoir pris à sa charge les frais de transport, si la livraison a été stipulée franco. ³ S'il a été convenu que la livraison se ferait sans frais de port et de douane, le vendeur est présumé avoir pris à sa charge les droits de sortie, de transit et d'entrée perçus pendant le transport, mais non les droits de consommation prélevés lors de la réception de la chose.
3. Demeure du vendeur a. Dans les ventes commerciales	Art. 190 ¹ Lorsqu'en matière de commerce la convention fixe un terme pour la livraison et que le vendeur est en demeure, il y a lieu de présumer que l'acheteur renonce à la livraison et réclame des dommages-intérêts pour cause d'inexécution. ² Si l'acheteur entend demander la délivrance, il doit en informer le vendeur immédiatement après l'échéance du terme.
b. Dommages-intérêts et calcul de ceux-ci	Art. 191 ¹ Le vendeur qui n'exécute pas son obligation répond du dommage causé de ce chef à l'acheteur. ² L'acheteur peut, en matière de commerce, se faire indemniser du dommage représenté par la différence entre le prix de vente et le prix qu'il a payé de bonne foi pour remplacer la chose qui ne lui a pas été livrée. ³ Si la vente porte sur des marchandises cotées à la bourse ou ayant un prix courant, l'acheteur peut se dispenser d'en acquérir d'autres et réclamer, à titre de dommages-intérêts, la différence entre le prix de vente et le cours du jour au terme fixé pour la livraison.

<p>II. Garantie en cas d'éviction</p> <p>1. Obligation de garantir</p>	<p>Art. 192</p> <p>¹ Le vendeur est tenu de garantir l'acheteur de l'éviction qu'il souffre, dans la totalité ou dans une partie de la chose vendue, en raison d'un droit qui appartenait à un tiers déjà lors de la conclusion du contrat.</p> <p>² Si l'acheteur connaissait les risques d'éviction au moment de la conclusion du contrat, le vendeur n'est tenu que de la garantie qu'il a expressément promise.</p> <p>³ Toute clause qui supprime ou restreint la garantie est nulle si le vendeur a intentionnellement dissimulé le droit appartenant au tiers.</p>
<p>2. Procédure</p> <p>a. Dénonciation d'instance</p>	<p>Art. 193</p> <p>¹ Les conditions et les effets de la dénonciation d'instance sont régis par le CPC.</p> <p>² Lorsque le défaut de dénonciation d'instance n'est pas imputable au vendeur, celui-ci est libéré de son obligation de garantie dans la mesure où il prouve que le procès aurait pu avoir une issue plus favorable si l'instance lui avait été dénoncée à temps.</p>
<p>3. Droits de l'acheteur</p> <p>a. En cas d'éviction totale</p>	<p>Art. 195</p> <p>¹ En cas d'éviction totale, la vente est réputée résiliée et l'acheteur a le droit de réclamer du vendeur:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la restitution du prix payé, avec les intérêts, déduction faite des fruits et autres profits qu'il a perçus ou négligé de percevoir; 2. ses impenses, en tant qu'il ne peut s'en faire indemniser par le tiers qui l'évince; 3. tous les frais du procès, judiciaires et extrajudiciaires, à l'exception de ceux qu'il aurait évités en dénonçant l'instance au vendeur; 4. les autres dommages-intérêts résultant directement de l'éviction. <p>² Le vendeur est également tenu de réparer tout autre préjudice subi par l'acheteur, s'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.</p>
<p>b. En cas d'éviction partielle</p>	<p>Art. 196</p> <p>¹ En cas d'éviction partielle, ou lorsque la chose est grevée d'une charge réelle dont le vendeur est garant, l'acheteur ne peut demander la résiliation du contrat; il a seulement le droit à la réparation du dommage qui résulte pour lui de l'éviction.</p> <p>² Il peut toutefois actionner en résiliation lorsque les circonstances font présumer qu'il n'eût point acheté s'il avait prévu l'éviction partielle.</p> <p>³ Il doit alors rendre au vendeur la partie de la chose dont il n'a pas été évincé, avec les profits qu'il en a retirés dans l'intervalle.</p>
<p>III. Garantie en raison des défauts de la chose</p> <p>1. Objet de la garantie</p>	<p>Art. 197</p> <p>¹ Le vendeur est tenu de garantir l'acheteur tant en raison des qualités promises qu'en raison des défauts qui, matériellement ou juridiquement, enlèvent à la chose soit sa valeur, soit son utilité prévue, ou qui les diminuent dans une notable mesure.</p> <p>² Il répond de ces défauts, même s'il les ignorait.</p>
<p>b. Dans le commerce du bétail</p>	<p>Art. 198</p> <p>Il n'y a lieu à garantie dans le commerce du bétail (chevaux, ânes, mulets, race bovine, moutons, chèvres et porcs), que si le vendeur s'y est obligé par écrit envers l'acheteur ou s'il l'a intentionnellement induit en erreur.</p>
<p>2. Garantie exclue</p>	<p>Art. 199</p> <p>Toute clause qui supprime ou restreint la garantie est nulle si le vendeur a frauduleusement dissimulé à l'acheteur les défauts de la chose.</p>
<p>3. Défauts connus de l'acheteur</p>	<p>Art. 200</p> <p>¹ Le vendeur ne répond pas des défauts que l'acheteur connaissait au moment de la vente.</p> <p>² Il ne répond des défauts dont l'acheteur aurait dû s'apercevoir lui-même en examinant la chose avec une attention suffisante, que s'il lui a affirmé qu'ils n'existaient pas.</p>
<p>4. Vérification de la chose et avis au vendeur</p>	<p>Art. 201</p> <p>¹ L'acheteur a l'obligation de vérifier l'état de la chose reçue aussitôt qu'il le peut d'après la marche habituelle des affaires; s'il découvre des défauts dont le vendeur est garant, il doit l'en aviser sans délai.</p> <p>² Lorsqu'il néglige de le faire, la chose est tenue pour acceptée, à moins qu'il ne s'agisse de défauts que l'acheteur ne pouvait découvrir à l'aide des vérifications usuelles.</p> <p>³ Si des défauts de ce genre se révèlent plus tard, ils doivent être signalés immédiatement; sinon, la chose est tenue pour acceptée, même avec ces défauts.</p>
<p>b. Dans le commerce du bétail</p>	<p>Art. 202</p> <p>¹ Lorsque, dans le commerce du bétail, le délai n'est pas fixé par écrit et que la garantie ne concerne pas le fait que l'animal vendu serait portant, le vendeur n'est responsable envers l'acheteur que si les défauts ont été découverts et signalés dans les neuf jours à partir de la délivrance ou de la demeure de prendre livraison, et si, dans le même délai, l'autorité compétente a été requise d'ordonner un examen de l'animal par des experts.</p> <p>² Le juge apprécie librement le rapport d'expertise.</p> <p>³ La procédure est réglée par une ordonnance du Conseil fédéral.</p>
<p>5. Effets du dol du vendeur</p>	<p>Art. 203</p> <p>Le vendeur qui a induit l'acheteur en erreur intentionnellement ne peut se prévaloir du fait que l'avis des défauts n'aurait pas eu lieu en temps utile.</p>
<p>6. Ventes à distance</p>	<p>Art. 204</p> <p>¹ L'acheteur qui prétend que la chose expédiée d'un autre lieu est défectueuse doit, si le vendeur n'a pas de représentant sur place, prendre provisoirement des mesures pour assurer la conservation de la chose; il ne peut la renvoyer au vendeur sans autre formalité.</p> <p>² Il est tenu de faire constater l'état de la chose régulièrement et sans retard, sous peine d'avoir à prouver que les défauts allégués existaient déjà lors de la réception.</p> <p>³ S'il est à craindre que la chose ne se détériore promptement, l'acheteur a le droit et même, quand l'intérêt du vendeur l'exige, l'obligation de la faire vendre, avec le concours de l'autorité compétente du lieu où la chose se trouve; il est toutefois tenu d'en aviser le plus tôt possible le vendeur, sous peine de dommages-intérêts.</p>

7. Action en garantie a. Résiliation de la vente ou réduction du prix	<p>Art. 205</p> <p>¹ Dans les cas de garantie en raison des défauts de la chose, l'acheteur a le choix ou de faire résilier la vente en exerçant l'action réhibitoire, ou de réclamer par l'action en réduction de prix une indemnité pour la moins-value.</p> <p>² Lorsque l'acheteur a intenté l'action réhibitoire, le juge peut se borner à réduire le prix s'il estime que la résiliation n'est pas justifiée par les circonstances.</p> <p>³ Si la moins-value est égale au prix de vente, l'acheteur ne peut demander que la résiliation.</p>
b. Remplacement de la chose vendue	<p>Art. 206</p> <p>¹ Lorsque la vente est d'une quantité déterminée de choses fongibles, l'acheteur a le choix, soit de demander la résiliation du contrat ou la réduction du prix, soit d'exiger d'autres choses recevables du même genre.</p> <p>² Le vendeur peut également, s'il ne s'agit pas de choses expédiées d'un autre lieu, se libérer de toute réclamation ultérieure de la part de l'acheteur en lui livrant sur-le-champ des choses recevables du même genre, et en l'indemnisant de tout le dommage éprouvé.</p>
c. Résiliation en cas de perte de la chose	<p>Art. 207</p> <p>¹ La résiliation peut être demandée même si la chose a péri par suite de ses défauts ou par cas fortuit.</p> <p>² L'acheteur n'est alors tenu de rendre que ce qui lui reste de la chose.</p> <p>³ Si la chose a péri par la faute de l'acheteur, ou qu'il l'ait aliénée ou transformée, il ne peut demander que la réduction du prix pour la moins-value.</p>
8. Effets de la résiliation	<p>Art. 208</p> <p>¹ En cas de résiliation de la vente, l'acheteur est tenu de rendre au vendeur la chose avec les profits qu'il en a retirés.</p> <p>² Le vendeur doit restituer à l'acheteur le prix payé, avec intérêts, et, comme en matière d'éviction totale, les frais de procès et les impenses; il indemnise, en outre, l'acheteur du dommage résultant directement de la livraison de marchandises défectueuses.</p> <p>³ Le vendeur est tenu d'indemniser aussi l'acheteur de tout autre dommage, s'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.</p>
b. Résiliation en cas de vente de plusieurs choses	<p>Art. 209</p> <p>¹ Lorsque la vente est de plusieurs choses à la fois ou d'un ensemble de pièces, et que certaines d'entre elles seulement sont défectueuses, la résiliation ne peut être demandée qu'à l'égard de ces dernières.</p> <p>² Toutefois, si la chose ou la pièce défectueuse ne peut être détachée de celles qui sont exemptes de défauts, sans un préjudice notable pour l'acheteur ou le vendeur, la résiliation doit s'étendre à tout l'objet de la vente.</p> <p>³ La résiliation qui porte sur la chose principale s'étend aux accessoires, même s'ils ont été vendus pour un prix distinct; au contraire, la résiliation qui porte sur les accessoires ne s'étend pas à la chose principale.</p>
9. Prescription	<p>Art. 210</p> <p>¹ Toute action en garantie pour les défauts de la chose se prescrit par deux ans à compter de la livraison faite à l'acheteur, même si ce dernier n'a découvert les défauts que plus tard; sauf dans le cas où le vendeur aurait promis sa garantie pour un délai plus long.</p> <p>² L'action se prescrit par cinq ans si les défauts de la chose intégrée dans un ouvrage immobilier conformément à l'usage auquel elle est normalement destinée sont à l'origine des défauts de l'ouvrage.</p> <p>³ Pour les biens culturels au sens de l'art. 2, al. 1, de la loi du 20 juin 2003 sur le transfert des biens culturels, l'action se prescrit par un an à compter du moment où l'acheteur a découvert les défauts; elle se prescrit dans tous les cas par 30 ans à compter de la conclusion du contrat.</p> <p>⁴ Toute clause prévoyant une réduction du délai de prescription est nulle si les conditions suivantes sont remplies:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la clause prévoit un délai de prescription inférieur à deux ans ou, en cas de vente de choses d'occasion, inférieur à un an; b. la chose est destinée à l'usage personnel ou familial de l'acheteur; c. le vendeur agit dans le cadre d'une activité professionnelle ou commerciale. <p>⁵ Les exceptions dérivant des défauts de la chose subsistent lorsque l'avis prévu par la loi a été donné au vendeur dans le délai de prescription.</p> <p>⁶ Le vendeur ne peut invoquer la prescription s'il est prouvé qu'il a induit l'acheteur en erreur intentionnellement. Cette dernière disposition ne s'applique pas au délai de 30 ans prévu à l'al. 3.</p>
C. Obligations de l'acheteur I. Paiement du prix et acceptation de la chose	<p>Art. 211</p> <p>¹ L'acheteur est tenu de payer le prix conformément aux clauses du contrat et d'accepter la chose vendue, pourvu qu'elle lui soit offerte dans les conditions stipulées.</p> <p>² Sauf usage ou convention contraire, la réception doit avoir lieu immédiatement.</p>
II. Détermination du prix	<p>Art. 212</p> <p>¹ Si l'acheteur a fait une commande ferme, mais sans indication de prix, la vente est présumée conclue au cours moyen du jour et du lieu de l'exécution.</p> <p>² Lorsque le prix se calcule sur le poids de la marchandise, le poids de l'emballage (tare) est déduit.</p> <p>³ Sont réservés les usages particuliers du commerce, d'après lesquels le prix de certaines marchandises se calcule, soit sur le poids brut, soit avec une déduction fixe ou de tant pour cent.</p>
III. Exigibilité et intérêts du prix de vente	<p>Art. 213</p> <p>¹ Sauf convention contraire, le prix est exigible aussitôt que la chose est en possession de l'acheteur.</p> <p>² Indépendamment des dispositions sur la demeure encourue par la seule échéance du terme, le prix de vente porte intérêts, même sans interpellation, si tel est l'usage ou si l'acheteur peut retirer de la chose des fruits ou autres produits.</p>
IV. Demeure de l'acheteur 1. Droit de résiliation du vendeur	<p>Art. 214</p> <p>¹ Si la chose doit n'être livrée qu'après ou contre paiement du prix et que l'acheteur soit en demeure de payer, le vendeur peut se départir du contrat sans autre formalité.</p> <p>² Il est néanmoins tenu, s'il veut faire usage de ce droit, d'aviser immédiatement l'acheteur.</p> <p>³ Lorsque l'acheteur a été mis en possession de l'objet de la vente avant d'en avoir payé le prix, sa demeure n'autorise le vendeur à se départir du contrat et à répéter la chose que s'il s'en est expressément réservé le droit.</p>

2. Dommages-intérêts et calcul de ceux-ci	<p>Art. 215</p> <p>¹ En matière de commerce, le vendeur a le droit de réclamer de l'acheteur en demeure de payer son prix de vente, des dommages-intérêts représentant la différence entre ce prix et celui pour lequel il a revendu la chose de bonne foi.</p> <p>² Lorsque la vente porte sur des marchandises cotées à la bourse ou ayant un prix courant, le vendeur peut se dispenser de les revendre, et réclamer, à titre de dommages-intérêts, la différence entre le prix de vente et le cours du jour au terme fixé pour l'exécution.</p>
La vente d'immeubles	
A. Forme du contrat	<p>Art. 216</p> <p>¹ Les ventes d'immeubles ne sont valables que si elles sont faites par acte authentique.</p> <p>² Les promesses de vente et les pactes de préemption, d'emption et de réméré portant sur un immeuble ne sont valables que s'ils ont été passés en la forme authentique.</p> <p>³ Les pactes de préemption qui ne fixent pas le prix à l'avance sont valables en la forme écrite.</p>
Abis. Durée et annotation	<p>Art. 216a</p> <p>Les droits de préemption et de réméré peuvent être convenus pour une durée de 25 ans au plus, les droits d'emption pour dix ans au plus, et être annotés au registre foncier.</p>
Ater. Transmissibilité par succession et cessibilité	<p>Art. 216b</p> <p>¹ Sauf convention contraire, les droits de préemption, d'emption et de réméré conventionnels sont transmissibles par succession, mais non cessibles.</p> <p>² Si la cession est permise par le pacte, elle doit revêtir la même forme que celle fixée pour la constitution du droit.</p>
Aquater. Droits de préemption I. Cas de préemption	<p>Art. 216c</p> <p>¹ Le droit de préemption peut être invoqué en cas de vente de l'immeuble ainsi qu'à l'occasion de tout autre acte juridique équivalant économiquement à une vente (cas de préemption).</p> <p>² Ne constituent pas des cas de préemption, l'attribution à un héritier dans le partage, la réalisation forcée et l'acquisition pour l'exécution d'une tâche publique, notamment.</p>
II. Effets du cas de préemption, conditions	<p>Art. 216d</p> <p>¹ Le vendeur doit informer les titulaires du droit de préemption de la conclusion du contrat de vente et de son contenu.</p> <p>² Si le contrat de vente est résilié alors que le droit de préemption a déjà été exercé ou si une autorisation nécessaire est refusée pour des motifs tenant à la personne de l'acheteur, la résiliation ou le refus restent sans effet à l'égard du titulaire du droit de préemption.</p> <p>³ Sauf clause contraire du pacte de préemption, le titulaire du droit de préemption peut acquérir l'immeuble aux conditions dont le vendeur est convenu avec le tiers.</p>
III. Exercice, préemption	<p>Art. 216e</p> <p>Si le titulaire du droit de préemption entend exercer son droit, il doit l'invoquer dans les trois mois à l'encontre du vendeur ou, si le droit est annoté au registre foncier, à l'encontre du propriétaire. Le délai commence à courir le jour où le titulaire a eu connaissance de la conclusion du contrat et de son contenu.</p>
B. Vente conditionnelle et réserve de propriété	<p>Art. 217</p> <p>¹ Les ventes conditionnelles d'immeubles ne sont inscrites au registre foncier qu'après l'avènement de la condition.</p> <p>² Le pacte de réserve de propriété ne peut être inscrit.</p>
C. Immeubles agricoles	<p>Art. 218</p> <p>L'aliénation des immeubles agricoles est en outre régie par la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural.</p>
D. Garantie	<p>Art. 219</p> <p>¹ Sauf convention contraire, le vendeur est tenu d'indemniser l'acheteur lorsque l'immeuble n'a pas la contenance indiquée dans l'acte de vente.</p> <p>² Si l'immeuble vendu n'a pas la contenance portée au registre foncier d'après une mensuration officielle, le vendeur n'est tenu d'indemniser l'acheteur que lorsqu'il s'y est expressément obligé.</p> <p>³ L'action en garantie pour les défauts d'un bâtiment se prescrit par cinq ans à compter du transfert de propriété.</p>
E. Profits et risques	<p>Art. 220</p> <p>Lorsqu'un terme a été fixé conventionnellement pour la prise de possession de l'immeuble vendu, les profits et les risques de la chose sont présumés ne passer à l'acquéreur que dès l'échéance de ce terme.</p>
F. Renvoi aux règles de la vente mobilière	<p>Art. 221</p> <p>Les règles concernant la vente mobilière s'appliquent par analogie aux ventes d'immeubles.</p>
De quelques espèces de vente	
A. Vente sur échantillon	<p>Art. 222</p> <p>¹ Dans la vente sur échantillon, celle des parties à qui l'échantillon a été confié n'est pas tenue de prouver l'identité de celui qu'elle représente avec celui qu'elle avait reçu; elle en est crue sur son affirmation personnelle en justice, même lorsque l'échantillon a changé de forme depuis sa remise, si ce changement est le résultat nécessaire de l'examen qui en a été fait.</p> <p>² Dans tous les cas, l'autre partie a la faculté de prouver le défaut d'identité.</p> <p>³ Si l'échantillon s'est détérioré ou a péri chez l'acheteur, même sans la faute de celui-ci, le vendeur n'a plus à prouver que la chose est conforme à l'échantillon; il incombe à l'acheteur de prouver le contraire.</p>
B. Vente à l'essai ou à l'examen I. Sa nature	<p>Art. 223</p> <p>¹ Dans la vente à l'essai ou à l'examen, l'acheteur est libre d'agréer la chose ou de la refuser.</p> <p>² Tant que la chose n'est pas agréée, le vendeur en reste propriétaire, même si elle est passée en la possession de l'acheteur.</p>

III. Examen chez l'acheteur	<p>Art. 225</p> <p>¹ Lorsque la chose a été remise à l'acheteur avant l'examen, la vente est réputée parfaite si l'acheteur ne déclare pas refuser la chose ou ne la rend pas dans le délai fixé par la convention ou par l'usage, ou, faute d'un délai ainsi fixé, immédiatement après la sommation du vendeur.</p> <p>² La vente est également réputée parfaite si l'acheteur paie sans réserves tout ou partie du prix, ou s'il dispose de la chose autrement qu'il n'était nécessaire pour en faire l'essai.</p>
-----------------------------	---

<u>Le bail à loyer</u>	
V. Obligation de tolérer les réparations et inspections de la chose	<p>Art. 257h</p> <p>¹ Le locataire doit tolérer les travaux destinés à remédier aux défauts de la chose ainsi qu'à réparer ou à prévenir des dommages.</p> <p>² Le locataire doit autoriser le bailleur à inspecter la chose dans la mesure où cet examen est nécessaire à l'entretien, à la vente ou à une location ultérieure.</p> <p>³ Le bailleur doit annoncer à temps au locataire les travaux et les inspections et tenir compte, lors de leur accomplissement, des intérêts de celui-ci; les prétentions éventuelles du locataire en réduction du loyer (art. 259d) et en dommages-intérêts (art. 259e) sont réservées.</p>
G. Défauts pendant le bail I. Obligation du locataire de faire les menus travaux de nettoyage et de réparation	<p>Art. 259</p> <p>Le locataire doit, conformément à l'usage local, remédier à ses frais aux défauts qui peuvent être éliminés par les menus travaux de nettoyage ou de réparation indispensables à l'entretien normal de la chose.</p>
II. Droits du locataire	<p>Art. 259a</p> <p>¹ Lorsque apparaissent des défauts de la chose qui ne sont pas imputables au locataire et auxquels il n'est pas tenu de remédier à ses frais ou lorsque le locataire est empêché d'user de la chose conformément au contrat, il peut exiger du bailleur:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la remise en état de la chose; b. une réduction proportionnelle du loyer; c. des dommages-intérêts; d. la prise en charge du procès contre un tiers. <p>² Le locataire d'un immeuble peut en outre consigner le loyer.</p>
2. Remise en état	<p>Art. 259b</p> <p>Lorsque le bailleur a connaissance d'un défaut et qu'il n'y a pas remédié dans un délai convenable, le locataire peut:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. résilier le contrat avec effet immédiat si le défaut exclut ou entrave considérablement l'usage pour lequel un immeuble a été loué ou si le défaut restreint l'usage pour lequel une chose mobilière a été louée; b. remédier au défaut aux frais du bailleur si le défaut restreint, sans l'entraver considérablement, l'usage pour lequel la chose a été louée.
b. Exception	<p>Art. 259c</p> <p>Le locataire ne peut pas exiger la remise en état de la chose lorsque le bailleur remplace celle-ci, dans un délai convenable, par une chose sans défaut.</p>
3. Réduction du loyer	<p>Art. 259d</p> <p>Si le défaut entrave ou restreint l'usage pour lequel la chose a été louée, le locataire peut exiger du bailleur une réduction proportionnelle du loyer à partir du moment où le bailleur a eu connaissance du défaut et jusqu'à l'élimination de ce dernier.</p>
4. Dommages-intérêts	<p>Art. 259e</p> <p>Si, en raison du défaut, le locataire a subi un dommage, le bailleur lui doit des dommages-intérêts s'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.</p>
5. Prise en charge du procès	<p>Art. 259f</p> <p>Si un tiers fait valoir sur la chose un droit incompatible avec celui du locataire, le bailleur est tenu de se charger du procès sur l'avertissement du locataire.</p>
6. Consignation du loyer a. Principe	<p>Art. 259g</p> <p>¹ Le locataire d'un immeuble qui exige la réparation d'un défaut doit fixer par écrit au bailleur un délai raisonnable à cet effet; il peut lui signifier qu'à défaut de réparation dans ce délai, il consignera auprès d'un office désigné par le canton les loyers à échoir. Le locataire avisera par écrit le bailleur de son intention de consigner les loyers.</p> <p>² Les loyers consignés sont réputés payés.</p>
b. Libération des loyers consignés	<p>Art. 259h</p> <p>¹ Les loyers consignés sont acquis au bailleur si le locataire ne fait pas valoir, dans les 30 jours qui suivent l'échéance du premier loyer consigné, ses prétentions contre le bailleur auprès de l'autorité de conciliation.</p> <p>² Dès que le locataire a avisé le bailleur qu'il consignera les loyers à échoir, le bailleur peut demander à l'autorité de conciliation d'ordonner le versement des loyers consignés à tort.</p>
H. Rénovation et modification I. Par le bailleur	<p>Art. 260</p> <p>¹ Le bailleur n'a le droit de rénover ou de modifier la chose que si les travaux peuvent raisonnablement être imposés au locataire et que le bail n'a pas été résilié.</p> <p>² Lors de l'exécution de tels travaux, le bailleur doit tenir compte des intérêts du locataire; les prétentions du locataire en réduction du loyer (art. 259d) et en dommages-intérêts (art. 259e) sont réservées.</p>

II. Par le locataire	<p>Art. 260a</p> <p>1 Le locataire n'a le droit de rénover ou de modifier la chose qu'avec le consentement écrit du bailleur.</p> <p>2 Lorsque le bailleur a donné son consentement, il ne peut exiger la remise en état de la chose que s'il en a été convenu par écrit.</p> <p>3 Si, à la fin du bail, la chose présente une plus-value considérable résultant de la rénovation ou de la modification acceptées par le bailleur, le locataire peut exiger une indemnité pour cette plus-value; sont réservées les conventions écrites prévoyant des indemnités plus élevées.</p>
J. Changement de propriétaire I. Aliénation de la chose	<p>Art. 261</p> <p>1 Si, après la conclusion du contrat, le bailleur aliène la chose louée ou si elle lui est enlevée dans le cadre d'une poursuite pour dettes ou d'une faillite, le bail passe à l'acquéreur avec la propriété de la chose.</p> <p>2 Le nouveau propriétaire peut cependant:</p> <ol style="list-style-type: none"> pour les habitations ou les locaux commerciaux, résilier le bail en observant le délai de congé légal pour le prochain terme légal s'il fait valoir un besoin urgent pour lui-même ou ses proches parents ou alliés; pour une autre chose, résilier le bail en observant le délai de congé légal pour le prochain terme légal, à moins que le contrat ne permette d'y mettre fin plus tôt. <p>3 Si le nouveau propriétaire résilie le contrat plus tôt que ne le permettrait le bail, le bailleur précédent répond de tous les dommages ainsi causés au locataire.</p> <p>4 Les dispositions relatives à l'expropriation sont réservées.</p>
II. Droits réels limités	<p>Art. 261a</p> <p>Lorsque le bailleur accorde à un tiers un droit réel limité et que cette opération équivaut à un changement de propriétaire, les dispositions sur l'aliénation de la chose louée sont applicables par analogie.</p>
III. Annotation au registre foncier	<p>Art. 261b</p> <p>1 Les parties peuvent stipuler l'annotation de baux d'immeubles au registre foncier.</p> <p>2 L'annotation oblige tout nouveau propriétaire à laisser au locataire l'usage de l'immeuble en conformité du bail.</p>
K. Sous-location	<p>Art. 262</p> <p>1 Le locataire peut sous-louer tout ou partie de la chose avec le consentement du bailleur.</p> <p>2 Le bailleur ne peut refuser son consentement que:</p> <ol style="list-style-type: none"> si le locataire refuse de lui communiquer les conditions de la sous-location; si les conditions de la sous-location, comparées à celles du contrat de bail principal, sont abusives; si la sous-location présente pour le bailleur des inconvénients majeurs. <p>3 Le locataire est garant envers le bailleur que le sous-locataire n'emploiera la chose qu'à l'usage autorisé par le bail principal. Le bailleur peut s'adresser directement au sous-locataire à l'effet de l'y obliger.</p>
L. Transfert du bail à un tiers	<p>Art. 263</p> <p>1 Le locataire d'un local commercial peut transférer son bail à un tiers avec le consentement écrit du bailleur.</p> <p>2 Le bailleur ne peut refuser son consentement que pour de justes motifs.</p> <p>3 Si le bailleur donne son consentement, le tiers est subrogé au locataire.</p> <p>4 Le locataire est libéré de ses obligations envers le bailleur. Il répond toutefois solidairement avec le tiers jusqu'à l'expiration de la durée du bail ou la résiliation de celui-ci selon le contrat ou la loi mais, dans tous les cas, pour deux ans au plus.</p>
M. Restitution anticipée de la chose	<p>Art. 264</p> <p>1 Lorsque le locataire restitue la chose sans observer les délai ou terme de congé, il n'est libéré de ses obligations envers le bailleur que s'il lui présente un nouveau locataire qui soit solvable et que le bailleur ne puisse raisonnablement refuser; le nouveau locataire doit en outre être disposé à reprendre le bail aux mêmes conditions.</p> <p>2 À défaut, le locataire doit s'acquitter du loyer jusqu'à l'expiration de la durée du bail ou jusqu'au prochain terme de congé contractuel ou légal.</p> <p>3 Le bailleur doit admettre l'imputation sur le loyer:</p> <ol style="list-style-type: none"> de la valeur des impenses qu'il a pu épargner ainsi que des profits qu'il a retirés d'un autre usage de la chose ou auxquels il a intentionnellement renoncé.
O. Fin du bail I. Expiration de la durée convenue	<p>Art. 266</p> <p>1 Lorsque les parties sont convenues expressément ou tacitement d'une durée déterminée, le bail prend fin sans congé à l'expiration de la durée convenue.</p> <p>2 Si le bail est reconduit tacitement, il devient un contrat de durée indéterminée.</p>
II. Délais et termes de congés	<p>Art. 266a</p> <p>1 Lorsque le bail est de durée indéterminée, une partie peut le résilier en observant les délais de congé et les termes légaux, sauf si un délai plus long ou un autre terme ont été convenus.</p> <p>2 Lorsque le délai ou le terme de congé n'est pas respecté, la résiliation produit effet pour le prochain terme pertinent.</p>
2. Immeubles et constructions mobilières	<p>Art. 266b</p> <p>Une partie peut résilier le bail d'un immeuble ou d'une construction mobilière en observant un délai de congé de trois mois pour le terme fixé par l'usage local ou, à défaut d'un tel usage, pour la fin d'un semestre de bail.</p>
3. Habitations	<p>Art. 266c</p> <p>Une partie peut résilier le bail d'une habitation en observant un délai de congé de trois mois pour le terme fixé par l'usage local ou, à défaut d'un tel usage, pour la fin d'un trimestre de bail.</p>
5. Chambres meublées et places de stationnement	<p>Art. 266e</p> <p>Une partie peut résilier le bail d'une chambre meublée, d'une place de stationnement ou d'une autre installation analogue louée séparément en observant un délai de congé de deux semaines pour la fin d'un mois de bail.</p>
6. Choses mobilières	<p>Art. 266f</p> <p>Une partie peut résilier le bail de choses mobilières à n'importe quel moment, en observant un délai de congé de trois jours.</p>
III. Congé extraordinaire 1. Justes motifs	<p>Art. 266g</p> <p>1 Si, pour de justes motifs, l'exécution du contrat devient intolérable pour une partie, celle-ci peut résilier le bail à n'importe quel moment, en observant le délai de congé légal.</p> <p>2 Le juge statue sur les conséquences pécuniaires du congé anticipé, en tenant compte de toutes les circonstances.</p>

2. Faillite du locataire	Art. 266h ¹ En cas de faillite du locataire après la délivrance de la chose, le bailleur peut exiger que des sûretés lui soient fournies pour les loyers à échoir. À cet effet, il s'adresse par écrit au locataire et à l'administration de la faillite en leur fixant un délai convenable. ² Si ces sûretés ne lui sont pas fournies dans ce délai, le bailleur peut résilier le contrat avec effet immédiat.
3. Décès du locataire	Art. 266i En cas de décès du locataire, ses héritiers peuvent résilier le contrat en observant le délai de congé légal pour le prochain terme légal.
4. Chose mobilière	Art. 266k Le locataire d'une chose mobilière servant à son usage privé et louée par le bailleur dans l'exercice de son activité professionnelle peut résilier le bail en observant un délai de congé minimum de 30 jours pour la fin d'un trimestre de bail. Le bailleur n'a droit de ce chef à aucune indemnité.
IV. Forme du congé pour les habitations et les locaux commerciaux	Art. 266l ¹ Le congé des baux d'habitations et de locaux commerciaux doit être donné par écrit. ² Le bailleur doit donner le congé en utilisant une formule agréée par le canton et qui indique au locataire la manière dont il doit procéder s'il entend contester le congé ou demander la prolongation du bail.
2. Logement de la famille a. Congé donné par le locataire	Art. 266m ¹ Lorsque la chose louée sert de logement à la famille, un époux ne peut résilier le bail sans le consentement exprès de son conjoint. ² S'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou si le conjoint le refuse sans motif légitime, le locataire peut en appeler au juge. ³ Le présent article s'applique par analogie aux partenaires enregistrés.
b. Congé donné par le bailleur	Art. 266n Le congé donné par le bailleur ainsi que la fixation d'un délai de paiement assorti d'une menace de résiliation (art. 257d) doivent être communiqués séparément au locataire et à son conjoint ou à son partenaire enregistré.
P. Restitution de la chose	Art. 267 ¹ À la fin du bail, le locataire doit restituer la chose dans l'état qui résulte d'un usage conforme au contrat.
II. Vérification de l'état de la chose et avis au locataire	Art. 267a ¹ Lors de la restitution, le bailleur doit vérifier l'état de la chose et aviser immédiatement le locataire des défauts dont celui-ci répond. ² Si le bailleur néglige de le faire, le locataire est déchargé de toute responsabilité, à moins qu'il ne s'agisse de défauts qui ne pouvaient pas être découverts à l'aide des vérifications usuelles. ³ Si le bailleur découvre plus tard des défauts de ce genre, il doit les signaler immédiatement au locataire.
Protection contre les loyers abusifs	
A. Loyers abusifs	Art. 269 Les loyers sont abusifs lorsqu'ils permettent au bailleur d'obtenir un rendement excessif de la chose louée ou lorsqu'ils résultent d'un prix d'achat manifestement exagéré.
II. Exceptions	Art. 269a Ne sont en règle générale pas abusifs les loyers qui, notamment: <ul style="list-style-type: none"> a. se situent dans les limites des loyers usuels dans la localité ou dans le quartier; b. sont justifiés par des hausses de coûts ou par des prestations supplémentaires du bailleur; c. se situent, lorsqu'il s'agit de constructions récentes, dans les limites du rendement brut permettant de couvrir les frais; d. ne servent qu'à compenser une réduction du loyer accordée antérieurement grâce au report partiel des frais usuels de financement et sont fixés dans un plan de paiement connu du locataire à l'avance; e. ne compensent que le renchérissement pour le capital exposé aux risques; f. n'excèdent pas les limites recommandées dans les contrats-cadres conclus entre les associations de bailleurs et de locataires ou les organisations qui défendent des intérêts semblables.
B. Loyers indexés	Art. 269b Les conventions prévoyant que le loyer est adapté en fonction d'un indice ne sont valables que si le bail est conclu pour une durée minimale de cinq ans et que la référence est l'indice suisse des prix à la consommation.
C. Loyers échelonnés	Art. 269c Les conventions prévoyant que le loyer sera majoré périodiquement d'un montant déterminé ne sont valables que si: <ul style="list-style-type: none"> a. le bail est conclu pour une durée minimale de trois ans; b. le loyer n'est pas augmenté plus d'une fois par an, et c. le montant de l'augmentation est fixé en francs.
D. Augmentations de loyer et autres modifications unilatérales du contrat par le bailleur	Art. 269d ¹ Le bailleur peut en tout temps majorer le loyer pour le prochain terme de résiliation. L'avis de majoration du loyer, avec indication des motifs, doit parvenir au locataire dix jours au moins avant le début du délai de résiliation et être effectué au moyen d'une formule agréée par le canton. ² Les majorations de loyer sont nulles lorsque: <ul style="list-style-type: none"> a. elles ne sont pas notifiées au moyen de la formule officielle; b. les motifs ne sont pas indiqués; c. elles sont assorties d'une résiliation ou d'une menace de résiliation. ³ Les al. 1 et 2 sont aussi applicables lorsque le bailleur envisage d'apporter unilatéralement au contrat d'autres modifications au détriment du locataire, par exemple en diminuant ses prestations ou en introduisant de nouveaux frais accessoires.

<p>E. Contestation du loyer</p> <p>I. Demande de diminution du loyer</p> <p>1. Loyer initial</p>	<p>Art. 270</p> <p>¹ Lorsque le locataire estime que le montant du loyer initial est abusif au sens des art. 269 et 269a, il peut le contester devant l'autorité de conciliation dans les 30 jours qui suivent la réception de la chose et en demander la diminution:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. s'il a été contraint de conclure le bail par nécessité personnelle ou familiale ou en raison de la situation sur le marché local du logement et des locaux commerciaux, ou b. si le bailleur a sensiblement augmenté le loyer initial pour la même chose par rapport au précédent loyer. <p>² En cas de pénurie de logements, les cantons peuvent rendre obligatoire, sur tout ou partie de leur territoire, l'usage de la formule officielle mentionnée à l'art. 269d pour la conclusion de tout nouveau bail.</p>
<p>2. En cours de bail</p>	<p>Art. 270a</p> <p>¹ Le locataire peut contester le montant du loyer et en demander la diminution pour le prochain terme de résiliation, s'il a une raison d'admettre que la chose louée procure au bailleur un rendement excessif au sens des art. 269 et 269a, à cause d'une notable modification des bases de calcul, résultant en particulier d'une baisse des frais.</p> <p>² Le locataire doit adresser par écrit sa demande de diminution au bailleur, qui a un délai de 30 jours pour se déterminer. Si le bailleur ne donne pas suite à la demande, qu'il ne l'accepte que partiellement ou qu'il ne répond pas dans le délai prescrit, le locataire peut saisir l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours.</p> <p>³ L'al. 2 n'est pas applicable lorsque le locataire qui conteste une augmentation de loyer en demande simultanément la diminution.</p>
<p>II. Contestation des augmentations de loyer et des autres modifications unilatérales du contrat</p>	<p>Art. 270b</p> <p>¹ Si le locataire estime qu'une majoration de loyer est abusive au sens des art. 269 et 269a, il peut la contester devant l'autorité de conciliation dans les 30 jours qui suivent l'avis de majoration.</p> <p>² L'al. 1 est aussi applicable lorsque le bailleur apporte unilatéralement au contrat d'autres modifications au détriment du locataire, par exemple en diminuant ses prestations ou en introduisant de nouveaux frais accessoires.</p>

<p>Protection contre les congés concernant les baux</p>	
<p>A. Annulabilité du congé</p>	<p>Art. 271</p> <p>¹ Le congé est annulable lorsqu'il contrevient aux règles de la bonne foi.</p> <p>² Le congé doit être motivé si l'autre partie le demande.</p>
<p>II. Congé donné par le bailleur</p>	<p>Art. 271a</p> <p>¹ Le congé est annulable lorsqu'il est donné par le bailleur, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. parce que le locataire fait valoir de bonne foi des prétentions découlant du bail; b. dans le but d'imposer une modification unilatérale du bail défavorable au locataire ou une adaptation de loyer; c. seulement dans le but d'amener le locataire à acheter l'appartement loué; d. pendant une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire en rapport avec le bail, à moins que le locataire ne procède au mépris des règles de la bonne foi; e. dans les trois ans à compter de la fin d'une procédure de conciliation ou d'une procédure judiciaire au sujet du bail et si le bailleur: <ul style="list-style-type: none"> 1. a succombé dans une large mesure; 2. a abandonné ou considérablement réduit ses prétentions ou conclusions; 3. a renoncé à saisir le juge; 4. a conclu une transaction ou s'est entendu de toute autre manière avec le locataire. f. en raison de changements dans la situation familiale du locataire, sans qu'il en résulte des inconvénients majeurs pour le bailleur. <p>² La let. e de l'al. 1 est également applicable lorsque le locataire peut prouver par des écrits qu'il s'est entendu avec le bailleur, en dehors d'une procédure de conciliation ou d'une procédure judiciaire, sur une prétention relevant du bail.</p> <p>³ Les let. d et e de l'al. 1 ne sont pas applicables lorsqu'un congé est donné:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. en raison du besoin urgent que le bailleur ou ses proches parents ou alliés peuvent avoir d'utiliser eux-mêmes les locaux; b. en cas de demeure du locataire (art. 257d); c. pour violation grave par le locataire de son devoir de diligence ou pour de graves manques d'égards envers les voisins (art. 257f, al. 3 et 4); d. en cas d'aliénation de la chose louée (art. 261, al. 2); e. pour de justes motifs (art. 266g); f. en cas de faillite du locataire (art. 266h).
<p>B. Prolongation du bail</p> <p>I. Droit du locataire</p>	<p>Art. 272</p> <p>¹ Le locataire peut demander la prolongation d'un bail de durée déterminée ou indéterminée lorsque la fin du contrat aurait pour lui ou sa famille des conséquences pénibles sans que les intérêts du bailleur le justifient.</p> <p>² Dans la pesée des intérêts, l'autorité compétente se fondera notamment sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les circonstances de la conclusion du bail et le contenu du contrat; b. la durée du bail; c. la situation personnelle, familiale et financière des parties ainsi que leur comportement; d. le besoin que le bailleur ou ses proches parents ou alliés peuvent avoir d'utiliser eux-mêmes les locaux ainsi que l'urgence de ce besoin; e. la situation sur le marché local du logement et des locaux commerciaux. <p>³ Lorsque le locataire demande une deuxième prolongation, l'autorité compétente examine en outre si le locataire a entrepris toutes les démarches qui pouvaient raisonnablement être exigées de lui afin de remédier aux conséquences pénibles du congé.</p>

II. Exclusion de la prolongation	<p>Art. 272a</p> <p>¹ Aucune prolongation n'est accordée lorsqu'un congé est donné:</p> <ol style="list-style-type: none"> en cas de demeure du locataire (art. 257d); pour violation grave par le locataire de son devoir de diligence ou pour de graves manques d'égards envers les voisins (art. 257f, al. 3 et 4); en cas de faillite du locataire (art. 266h); si, en prévision d'une transformation ou d'une démolition, le contrat de bail a expressément été conclu pour une période expirant au début des travaux ou à la réception de l'autorisation requise. <p>² En règle générale, aucune prolongation n'est accordée lorsque le bailleur offre au locataire des locaux d'habitation ou des locaux commerciaux équivalents.</p>
III. Durée de la prolongation	<p>Art. 272b</p> <p>¹ Le bail d'habitations peut être prolongé de quatre ans au maximum, celui de locaux commerciaux de six ans. Dans ces limites, une ou deux prolongations peuvent être accordées.</p> <p>² Lorsque les parties conviennent d'une prolongation du bail, elles ne sont liées à aucune durée maximale et le locataire peut renoncer à une deuxième prolongation.</p>
C. Délais et procédure	<p>Art. 273</p> <p>¹ La partie qui veut contester le congé doit saisir l'autorité de conciliation dans les 30 jours qui suivent la réception du congé.</p> <p>² Le locataire qui veut demander une prolongation du bail doit saisir l'autorité de conciliation:</p> <ol style="list-style-type: none"> lorsqu'il s'agit d'un bail de durée indéterminée, dans les 30 jours qui suivent la réception du congé; lorsqu'il s'agit d'un bail de durée déterminée, au plus tard 60 jours avant l'expiration du contrat. <p>³ Le locataire qui demande une deuxième prolongation doit saisir l'autorité de conciliation au plus tard 60 jours avant l'expiration de la première.</p> <p>⁴ La procédure devant l'autorité de conciliation est régie par le CPC.</p> <p>⁵ Lorsque l'autorité compétente rejette une requête en annulabilité du congé introduite par le locataire, elle examine d'office si le bail peut être prolongé.</p>
D. Logement de la famille	<p>Art. 273a</p> <p>¹ Lorsque la chose louée sert de logement à la famille, le conjoint du locataire peut aussi contester le congé, demander la prolongation du bail et exercer les autres droits du locataire en cas de congé.</p> <p>² Les conventions prévoyant une prolongation du bail ne sont valables que si elles sont conclues avec les deux époux.</p> <p>³ Le présent article s'applique par analogie aux partenaires enregistrés.</p>
Le bail à ferme	
A. Définition et champ d'application	<p>Art. 275</p> <p>Le bail à ferme est un contrat par lequel le bailleur s'oblige à céder au fermier, moyennant un fermage, l'usage d'un bien ou d'un droit productif et à lui en laisser percevoir les fruits ou les produits.</p>
1. Habitations et locaux commerciaux	<p>Art. 276</p> <p>Les dispositions concernant les baux à ferme portant sur des habitations ou des locaux commerciaux s'appliquent aussi aux choses dont l'usage et la jouissance sont cédés avec ces habitations ou locaux commerciaux.</p>
2. Bail agricole	<p>Art. 276a</p> <p>¹ Les baux à ferme portant sur des exploitations agricoles ou sur des immeubles affectés à l'agriculture sont régis par la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole, en tant qu'elle contient des dispositions spéciales.</p> <p>² Au surplus, le code des obligations est applicable, à l'exception des dispositions relatives aux baux à ferme portant sur des habitations ou des locaux commerciaux.</p>
B. Inventaire	<p>Art. 277</p> <p>Si des ustensiles, du bétail ou des provisions sont compris dans le bail, chacune des parties est tenue d'en remettre à l'autre un inventaire exact, signé, et de participer à une estimation contradictoire.</p>

Le contrat de travail

A. Définition et formation I. Définition	<p>Art. 319</p> <p>¹ Par le contrat individuel de travail, le travailleur s'engage, pour une durée déterminée ou indéterminée, à travailler au service de l'employeur et celui-ci à payer un salaire fixé d'après le temps ou le travail fourni (salaire aux pièces ou à la tâche).</p> <p>² Est aussi réputé contrat individuel de travail le contrat par lequel un travailleur s'engage à travailler régulièrement au service de l'employeur par heures, demi-journées ou journées (travail à temps partiel).</p>
II. Formation	<p>Art. 320</p> <p>¹ Sauf disposition contraire de la loi, le contrat individuel de travail n'est soumis à aucune forme spéciale.</p> <p>² Il est réputé conclu lorsque l'employeur accepte pour un temps donné l'exécution d'un travail qui, d'après les circonstances, ne doit être fourni que contre un salaire.</p> <p>³ Si le travailleur fournit de bonne foi un travail pour l'employeur en vertu d'un contrat qui se révèle nul par la suite, tous deux sont tenus de s'acquitter des obligations découlant des rapports de travail, comme s'il s'agissait d'un contrat valable, jusqu'à ce que l'un ou l'autre mette fin aux rapports de travail en raison de l'invalidité du contrat.</p>
B. Obligations du travailleur I. Travail personnel	<p>Art. 321</p> <p>Le travailleur exécute en personne le travail dont il s'est chargé, à moins que le contraire ne résulte d'un accord ou des circonstances.</p>

II. Diligence et fidélité à observer	<p>Art. 321a</p> <p>1 Le travailleur exécute avec soin le travail qui lui est confié et sauvegarde fidèlement les intérêts légitimes de l'employeur.</p> <p>2 Il est tenu d'utiliser selon les règles en la matière les machines, les instruments de travail, les appareils et les installations techniques ainsi que les véhicules de l'employeur, et de les traiter avec soin, de même que le matériel mis à sa disposition pour l'exécution de son travail.</p> <p>3 Pendant la durée du contrat, le travailleur ne doit pas accomplir du travail rémunéré pour un tiers dans la mesure où il lèse son devoir de fidélité et, notamment, fait concurrence à l'employeur.</p> <p>4 Pendant la durée du contrat, le travailleur ne doit pas utiliser ni révéler des faits destinés à rester confidentiels, tels que les secrets de fabrication et d'affaires dont il a pris connaissance au service de l'employeur; il est tenu de garder le secret même après la fin du contrat en tant que l'exige la sauvegarde des intérêts légitimes de l'employeur.</p>
III. Obligation de rendre compte et de restituer	<p>Art. 321b</p> <p>1 Le travailleur rend compte à l'employeur de tout ce qu'il reçoit pour lui dans l'exercice de son activité contractuelle, notamment des sommes d'argent; il lui remet immédiatement ce qu'il a reçu.</p> <p>2 Il remet en outre immédiatement à l'employeur tout ce qu'il produit par son activité contractuelle.</p>
IV. Heures de travail supplémentaires	<p>Art. 321c</p> <p>1 Si les circonstances exigent des heures de travail plus nombreuses que ne le prévoit le contrat ou l'usage, un contrat-type de travail ou une convention collective, le travailleur est tenu d'exécuter ce travail supplémentaire dans la mesure où il peut s'en charger et où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander.</p> <p>2 L'employeur peut, avec l'accord du travailleur, compenser les heures de travail supplémentaires par un congé d'une durée au moins égale, qui doit être accordé au cours d'une période appropriée.</p> <p>3 L'employeur est tenu de rétribuer les heures de travail supplémentaires qui ne sont pas compensées par un congé en versant le salaire normal majoré d'un quart au moins, sauf clause contraire d'un accord écrit, d'un contrat-type de travail ou d'une convention collective.</p>
V. Directives générales et instructions à observer	<p>Art. 321d</p> <p>1 L'employeur peut établir des directives générales sur l'exécution du travail et la conduite des travailleurs dans son exploitation ou son ménage et leur donner des instructions particulières.</p> <p>2 Le travailleur observe selon les règles de la bonne foi les directives générales de l'employeur et les instructions particulières qui lui ont été données.</p>
VI. Responsabilité du travailleur	<p>Art. 321e</p> <p>1 Le travailleur répond du dommage qu'il cause à l'employeur intentionnellement ou par négligence.</p> <p>2 La mesure de la diligence incombant au travailleur se détermine par le contrat, compte tenu du risque professionnel, de l'instruction ou des connaissances techniques nécessaires pour accomplir le travail promis, ainsi que des aptitudes et qualités du travailleur que l'employeur connaissait ou aurait dû connaître.</p>
C. Obligations de l'employeur I. Salaire 1. Nature et montant en général	<p>Art. 322</p> <p>1 L'employeur paie au travailleur le salaire convenu, usuel ou fixé par un contrat-type de travail ou par une convention collective.</p> <p>2 Si le travailleur vit dans le ménage de l'employeur, son entretien et son logement font partie du salaire, sauf accord ou usage contraire.</p>
2. Participation au résultat de l'exploitation	<p>Art. 322a</p> <p>1 Si, en vertu du contrat, le travailleur a droit à une part du bénéfice ou du chiffre d'affaires ou participe d'une autre manière au résultat de l'exploitation, cette part est calculée sur la base du résultat de l'exercice annuel, déterminé conformément aux prescriptions légales et aux principes commerciaux généralement reconnus.</p> <p>2 L'employeur fournit les renseignements nécessaires au travailleur ou, à sa place, à un expert désigné en commun ou par le juge; il autorise le travailleur ou l'expert à consulter les livres de comptabilité dans la mesure où le contrôle l'exige.</p> <p>3 Si une participation aux bénéfices de l'entreprise est convenue, une copie du compte de résultat est en outre remise au travailleur qui le demande.</p>
4. Gratification	<p>Art. 322d</p> <p>1 Si l'employeur accorde en sus du salaire une rétribution spéciale à certaines occasions, telles que Noël ou la fin de l'exercice annuel, le travailleur y a droit lorsqu'il en a été convenu ainsi.</p> <p>2 En cas d'extinction des rapports de travail avant l'occasion qui donne lieu à la rétribution spéciale, le travailleur n'a droit à une part proportionnelle de cette rétribution que s'il en a été convenu ainsi.</p>
II. Paiement du salaire 1. Délais et terme de paiement	<p>Art. 323</p> <p>1 Si des délais plus courts ou d'autres termes de paiement ne sont pas prévus par accord ou ne sont pas usuels et sauf clause contraire d'un contrat-type de travail ou d'une convention collective, le salaire est payé au travailleur à la fin de chaque mois.</p> <p>2 La provision est payée à la fin de chaque mois, à moins qu'un terme de paiement plus court n'ait été convenu ou ne soit usuel; toutefois, lorsque l'exécution de certaines affaires exige plus d'une demi-année, l'échéance de la provision peut être différée par accord écrit pour ces affaires.</p> <p>3 La participation au résultat de l'exploitation est payée dès que ce résultat est constaté, mais au plus tard six mois après la fin de l'exercice.</p> <p>4 Dans la mesure du travail déjà exécuté, l'employeur accorde au travailleur dans le besoin les avances qu'il peut raisonnablement faire.</p>
2. Retenue sur le salaire	<p>Art. 323a</p> <p>1 En tant que le prévoit un accord, l'usage, un contrat-type de travail ou une convention collective, l'employeur peut retenir une partie du salaire.</p> <p>2 La retenue ne doit pas excéder un dixième du salaire dû le jour de la paie ni, au total, le salaire d'une semaine de travail; toutefois, le contrat-type de travail ou la convention collective peut prévoir une retenue plus élevée.</p> <p>3 Sauf accord ou usage contraire ou disposition dérogatoire d'un contrat-type de travail ou d'une convention collective, la retenue est réputée garantir les créances de l'employeur découlant des rapports de travail, sans avoir le caractère d'une peine conventionnelle.</p>

3. Garantie du salaire	<p>Art. 323b</p> <p>¹ Sauf accord ou usage contraire, le salaire en numéraire est payé pendant les heures de travail en monnaie ayant cours légal. Un décompte est remis au travailleur.</p> <p>² L'employeur ne peut compenser le salaire avec une créance contre le travailleur que dans la mesure où le salaire est saisissable; toutefois, les créances dérivant d'un dommage causé intentionnellement peuvent être compensées sans restriction.</p> <p>³ Les accords sur l'utilisation du salaire dans l'intérêt de l'employeur sont nuls.</p>
III. Salaire en cas d'empêchement de travailler 1. En cas de demeure de l'employeur	<p>Art. 324</p> <p>¹ Si l'employeur empêche par sa faute l'exécution du travail ou se trouve en demeure de l'accepter pour d'autres motifs, il reste tenu de payer le salaire sans que le travailleur doive encore fournir son travail.</p> <p>² Le travailleur impute sur son salaire ce qu'il a épargné du fait de l'empêchement de travailler ou ce qu'il a gagné en exécutant un autre travail, ou le gain auquel il a intentionnellement renoncé.</p>
2. En cas d'empêchement de travailleur a. Principe	<p>Art. 324a</p> <p>¹ Si le travailleur est empêché de travailler sans faute de sa part pour des causes inhérentes à sa personne, telles que maladie, accident, accomplissement d'une obligation légale ou d'une fonction publique, l'employeur lui verse le salaire pour un temps limité, y compris une indemnité équitable pour le salaire en nature perdu, dans la mesure où les rapports de travail ont duré plus de trois mois ou ont été conclus pour plus de trois mois.</p> <p>² Sous réserve de délais plus longs fixés par accord, contrat-type de travail ou convention collective, l'employeur paie pendant la première année de service le salaire de trois semaines et, ensuite, le salaire pour une période plus longue fixée équitablement, compte tenu de la durée des rapports de travail et des circonstances particulières.</p> <p>³ En cas de grossesse de la travailleuse, l'employeur est tenu de lui verser le salaire dans la même mesure.</p> <p>⁴ Un accord écrit, un contrat-type de travail ou une convention collective peut déroger aux présentes dispositions à condition d'accorder au travailleur des prestations au moins équivalentes.</p>
b. Exceptions	<p>Art. 324b</p> <p>¹ Si le travailleur est assuré obligatoirement, en vertu d'une disposition légale, contre les conséquences économiques d'un empêchement de travailler qui ne provient pas de sa faute mais est dû à des raisons inhérentes à sa personne, l'employeur ne doit pas le salaire lorsque les prestations d'assurance dues pour le temps limité couvrent les quatre cinquièmes au moins du salaire afférent à cette période.</p> <p>² Si les prestations d'assurance sont inférieures, l'employeur doit payer la différence entre celles-ci et les quatre cinquièmes du salaire.</p> <p>³ Si les prestations d'assurance ne sont versées qu'après un délai d'attente, l'employeur doit verser pendant cette période quatre cinquièmes au moins du salaire.</p>
IV. Cession et mise en gage de créances	<p>Art. 325</p> <p>¹ Le travailleur ne peut céder ou mettre en gage son salaire futur pour garantir une obligation d'entretien découlant du droit de la famille que dans la mesure où il est saisissable; à la demande d'un intéressé, l'office des poursuites du domicile du travailleur fixe le minimum insaisissable, conformément à l'art. 93 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.</p> <p>² Sont nulles la cession et la mise en gage de salaires futurs en garantie d'autres obligations.</p>
V. Travail aux pièces ou à la tâche 1. Fourniture de travail	<p>Art. 326</p> <p>¹ Lorsqu'en vertu du contrat le travailleur travaille exclusivement aux pièces ou à la tâche pour un seul employeur, celui-ci doit lui fournir du travail en quantité suffisante.</p> <p>² L'employeur peut charger le travailleur d'un travail payé au temps lorsque les conditions de l'exploitation l'exigent momentanément ou qu'il se trouve, sans faute de sa part, dans l'impossibilité de fournir le travail aux pièces ou à la tâche prévu par le contrat.</p> <p>³ Si le salaire payé au temps n'est pas fixé dans un accord, un contrat-type de travail ou une convention collective, l'employeur doit verser au travailleur l'équivalent du salaire moyen aux pièces ou à la tâche qu'il gagnait jusqu'alors.</p> <p>⁴ L'employeur qui ne peut pas fournir suffisamment de travail aux pièces ou à la tâche ni de travail payé au temps, n'en reste pas moins tenu, conformément aux dispositions sur la demeure, de payer le salaire qu'il devrait verser pour du travail payé au temps.</p>
2. Salaire	<p>Art. 326a</p> <p>¹ Lorsqu'en vertu du contrat le travailleur travaille aux pièces ou à la tâche, l'employeur doit lui indiquer le taux du salaire avant le début de chaque travail.</p> <p>² Si l'employeur omet de donner ces indications, il paye le salaire selon le taux fixé pour un travail identique ou analogue.</p>
VI. Instruments de travail, matériaux et frais 1. Instruments de travail et matériaux	<p>Art. 327</p> <p>¹ Sauf accord ou usage contraire, l'employeur fournit au travailleur les instruments de travail et les matériaux dont celui-ci a besoin.</p> <p>² Si, d'entente avec l'employeur, le travailleur fournit lui-même des instruments de travail ou des matériaux, il est indemnisé convenablement, sauf accord ou usage contraire.</p>
2. Frais a. En général	<p>Art. 327a</p> <p>¹ L'employeur rembourse au travailleur tous les frais imposés par l'exécution du travail et, lorsque le travailleur est occupé en dehors de son lieu de travail, les dépenses nécessaires pour son entretien.</p> <p>² Un accord écrit, un contrat-type de travail ou une convention collective peut prévoir que les frais engagés par le travailleur lui seront remboursés sous forme d'une indemnité fixe, telle qu'une indemnité journalière ou une indemnité hebdomadaire ou mensuelle forfaitaire, à la condition qu'elle couvre tous les frais nécessaires.</p> <p>³ Les accords en vertu desquels le travailleur supporte lui-même tout ou partie de ses frais nécessaires sont nuls.</p>
b. Véhicule à moteur	<p>Art. 327b</p> <p>¹ Si, d'entente avec l'employeur, le travailleur utilise pour son travail son propre véhicule à moteur ou un véhicule à moteur mis à sa disposition par l'employeur, il a droit au remboursement des frais courants d'usage et d'entretien, dans la mesure où le véhicule sert à l'exécution du travail.</p> <p>² S'il fournit le véhicule à moteur d'entente avec l'employeur, le travailleur a droit en outre au paiement des impôts sur le véhicule et des primes d'assurance contre la responsabilité civile, ainsi qu'à une indemnité d'usure équitable, dans la mesure où le véhicule sert à l'exécution du travail.</p>

c. Échéance	<p>Art. 327c</p> <p>1 Le remboursement des frais a lieu en même temps que le paiement du salaire sur la base du décompte établi par le travailleur, à moins qu'un délai plus court ne soit convenu ou usuel.</p> <p>2 Lorsque l'accomplissement de ses obligations contractuelles impose régulièrement des frais au travailleur, l'employeur lui fait une avance convenable pour les frais à couvrir, à intervalles déterminés et en tous cas chaque mois.</p>
VII. Protection de la personnalité du travailleur 1. En général	<p>Art. 328</p> <p>1 L'employeur protège et respecte, dans les rapports de travail, la personnalité du travailleur; il manifeste les égards voulus pour sa santé et veille au maintien de la moralité. En particulier, il veille à ce que les travailleurs ne soient pas harcelés sexuellement et qu'ils ne soient pas, le cas échéant, désavantagés en raison de tels actes.</p> <p>2 Il prend, pour protéger la vie, la santé et l'intégrité personnelle du travailleur, les mesures commandées par l'expérience, applicables en l'état de la technique, et adaptées aux conditions de l'exploitation ou du ménage, dans la mesure où les rapports de travail et la nature du travail permettent équitablement de l'exiger de lui.</p>
2. Communauté domestique	<p>Art. 328a</p> <p>1 Lorsque le travailleur vit dans le ménage de l'employeur, celui-ci fournit une nourriture suffisante et un logement convenable.</p> <p>2 L'employeur accorde au travailleur empêché de travailler sans sa faute pour cause de maladie ou d'accident les soins et secours médicaux pour un temps limité, soit pendant trois semaines au cours de la première année de service et, ensuite, pendant une période plus longue, fixée équitablement compte tenu de la durée des rapports de travail et des circonstances particulières.</p> <p>3 En cas de grossesse et d'accouchement de la travailleuse, l'employeur a les mêmes obligations.</p>
3. Lors du traitement de données personnelles	<p>Art. 328b</p> <p>L'employeur ne peut traiter des données concernant le travailleur que dans la mesure où ces données portent sur les aptitudes du travailleur à remplir son emploi ou sont nécessaires à l'exécution du contrat de travail. En outre, les dispositions de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données sont applicables.</p>
VIII. Congés et vacances 1. Congés hebdomadaire et usuels	<p>Art. 329</p> <p>1 L'employeur accorde au travailleur un jour de congé par semaine, en règle générale le dimanche ou, si les circonstances ne le permettent pas, un jour ouvrable entier.</p> <p>2 Il peut exceptionnellement grouper les jours de congé auxquels le travailleur peut prétendre ou accorder deux demi-jours au lieu d'un jour complet, si des conditions particulières le justifient et si le travailleur y consent.</p> <p>3 Il accorde au surplus au travailleur les heures et jours de congé usuels et, une fois le contrat dénoncé, le temps nécessaire pour chercher un autre emploi.</p> <p>4 Les parties tiennent équitablement compte des intérêts de l'employeur et du travailleur pour fixer les heures et jours de congé.</p>
2. Vacances a. Durée	<p>Art. 329a</p> <p>1 L'employeur accorde au travailleur, chaque année de service, quatre semaines de vacances au moins et cinq semaines au moins aux travailleurs jusqu'à l'âge de 20 ans révolus.</p> <p>3 Les vacances sont fixées proportionnellement à la durée des rapports de travail lorsque l'année de service n'est pas complète.</p>
b. Réduction	<p>Art. 329b</p> <p>1 Lorsqu'au cours d'une année de service, le travailleur est, par sa propre faute, empêché de travailler pendant plus d'un mois au total, l'employeur peut réduire la durée de ses vacances d'un douzième par mois complet d'absence.</p> <p>2 Si la durée de l'empêchement n'est pas supérieure à un mois au cours d'une année de service, et si elle est provoquée, sans qu'il y ait faute de sa part, par des causes inhérentes à la personne du travailleur, telles que maladie, accident, accomplissement d'une obligation légale, exercice d'une fonction publique ou prise d'un congé-jeunesse, l'employeur n'a pas le droit de réduire la durée des vacances.</p> <p>3 L'employeur ne peut pas réduire la durée des vacances si:</p> <ol style="list-style-type: none"> une travailleuse, en raison d'une grossesse, est empêchée de travailler pendant deux mois au plus; une travailleuse a pris un congé de maternité au sens de l'art. 329f; un travailleur a pris un congé de paternité au sens de l'art. 329g, ou un travailleur a bénéficié d'un congé de prise en charge au sens de l'art. 329i. <p>4 Un contrat-typé de travail ou une convention collective peut déroger aux al. 2 et 3, à la condition d'offrir, dans l'ensemble, une réglementation au moins équivalente pour les travailleurs.</p>
c. Continuité et date	<p>Art. 329c</p> <p>1 En règle générale, les vacances sont accordées pendant l'année de service correspondante; elles comprennent au moins deux semaines consécutives.</p> <p>2 L'employeur fixe la date des vacances en tenant compte des désirs du travailleur dans la mesure compatible avec les intérêts de l'entreprise ou du ménage.</p>
d. Salaire	<p>Art. 329d</p> <p>1 L'employeur verse au travailleur le salaire total afférent aux vacances et une indemnité équitable en compensation du salaire en nature.</p> <p>2 Tant que durent les rapports de travail, les vacances ne peuvent pas être remplacées par des prestations en argent ou d'autres avantages.</p> <p>3 Si, pendant les vacances, le travailleur exécute un travail rémunéré pour un tiers au mépris des intérêts légitimes de l'employeur, celui-ci peut lui refuser le salaire afférent aux vacances ou en exiger le remboursement s'il l'a déjà versé.</p>

3. Congé pour les activités de jeunesse extra-scolaires	<p>Art. 329e ¹ Chaque année de service, l'employeur accorde au travailleur jusqu'à l'âge de 30 ans révolus un congé-jeunesse représentant au plus et en tout une semaine de travail, lorsque ce dernier se livre bénévolement à des activités de jeunesse extra-scolaires pour le compte d'une organisation du domaine culturel ou social, en y exerçant des fonctions de direction, d'encadrement ou de conseil, ou qu'il suit la formation et la formation continue nécessaires à l'exercice de ces activités. ² Le travailleur n'a pas droit à un salaire pendant le congé-jeunesse. Un accord, un contrat-type de travail ou une convention collective peuvent déroger à cette règle, au profit du travailleur. ³ L'employeur et le travailleur conviennent des dates et de la durée du congé-jeunesse en tenant compte des intérêts de chacun. S'ils ne peuvent se mettre d'accord, le congé-jeunesse sera accordé à condition que le travailleur ait annoncé à l'employeur son intention de faire valoir son droit deux mois avant le début du congé. Les jours du congé-jeunesse que le travailleur n'a pas pris à la fin de l'année civile ne peuvent être reportés sur l'année suivante. ⁴ À la demande de l'employeur, le travailleur apportera la preuve des tâches et des fonctions qui lui ont été attribuées dans le cadre des activités de jeunesse extra-scolaires.</p>
4. Congé de maternité	<p>Art. 329f ¹ En cas de maternité, la travailleuse a droit, après l'accouchement, à un congé d'au moins 14 semaines. ² En cas d'hospitalisation du nouveau-né, le congé est prolongé d'une durée équivalente à la prolongation de la durée du versement de l'allocation de maternité.</p>
5. Congé de paternité	<p>Art. 329g ¹ En cas de paternité, le travailleur a droit à un congé de deux semaines s'il est le père légal au moment de la naissance de l'enfant ou s'il le devient au cours des six mois qui suivent. ² Le congé de paternité doit être pris dans les six mois qui suivent la naissance de l'enfant. ³ Il peut être pris sous la forme de semaines ou de journées.</p>
6. Congé pour la prise en charge de proches	<p>Art. 329h Le travailleur a droit à un congé payé pour la prise en charge d'un membre de la famille ou du partenaire atteint dans sa santé; le congé est limité au temps nécessaire à la prise en charge, mais ne doit pas dépasser trois jours par cas et dix jours par an au total.</p>
7. Congé pour la prise en charge d'un enfant gravement atteint dans sa santé en raison d'une maladie ou d'un accident	<p>Art. 329i ¹ Si le travailleur a droit à une allocation de prise en charge au sens des art. 16n à 16s LAPG parce que son enfant est gravement atteint dans sa santé en raison d'une maladie ou d'un accident, il a droit à un congé de prise en charge de quatorze semaines au plus. ² Le congé de prise en charge doit être pris dans un délai-cadre de 18 mois. Le délai-cadre commence à courir le jour pour lequel la première indemnité journalière est versée. ³ Si les deux parents travaillent, chacun a droit à un congé de prise en charge de sept semaines au plus. Ils peuvent convenir de se partager le congé de manière différente. ⁴ Le congé peut être pris en une fois ou sous la forme de journées. ⁵ L'employeur est informé sans délai des modalités selon lesquelles le congé est pris et de tout changement.</p>
2. Certificat	<p>Art. 330a ¹ Le travailleur peut demander en tout temps à l'employeur un certificat portant sur la nature et la durée des rapports de travail, ainsi que sur la qualité de son travail et sa conduite. ² À la demande expresse du travailleur, le certificat ne porte que sur la nature et la durée des rapports de travail.</p>
D. Prévoyance en faveur du personnel I. Obligations de l'employeur	<p>Art. 331 ¹ Si l'employeur effectue des prestations dans un but de prévoyance ou si les travailleurs versent des contributions à cette fin, l'employeur doit transférer ces prestations et contributions à une fondation, à une société coopérative ou à une institution de droit public. ² Lorsque les prestations de l'employeur et les contributions éventuelles du travailleur sont utilisées pour assurer celui-ci contre la maladie, les accidents, sur la vie, en cas d'invalidité ou de décès auprès d'une compagnie d'assurance soumise à surveillance ou auprès d'une caisse-maladie reconnue, l'employeur est délié de l'obligation de transfert prévue à l'alinéa précédent, si le travailleur a une créance directe contre l'assureur au moment où le risque assuré se réalise. ³ Lorsqu'il incombe au travailleur de verser des cotisations à une institution de prévoyance, l'employeur est tenu de verser en même temps une contribution au moins égale à la somme des cotisations de tous les travailleurs; il financera sa contribution par ses propres moyens ou à l'aide de réserves de cotisations de l'institution de prévoyance; ces réserves doivent avoir été accumulées préalablement dans ce but par l'employeur et être comptabilisées séparément. L'employeur doit transférer à l'institution de prévoyance le montant de la cotisation déduite du salaire du travailleur en même temps que sa propre contribution, au plus tard à la fin du premier mois suivant l'année civile ou l'année d'assurance pour lesquelles les cotisations sont dues. ⁴ L'employeur donne au travailleur les renseignements nécessaires sur ses droits envers une institution de prévoyance professionnelle ou en faveur du personnel ou envers un assureur. ⁵ L'employeur livre à la Centrale du 2^e pilier, sur demande de celle-ci, les informations dont il dispose et qui pourraient permettre de retrouver les ayants droit d'avoirs oubliés ou les institutions qui les gèrent.</p>
II. Début et fin de la prévoyance	<p>Art. 331a ¹ La prévoyance commence le jour où débute le rapport de travail; elle prend fin le jour où le travailleur quitte l'institution de prévoyance. ² Le travailleur bénéficie toutefois d'une protection de prévoyance contre le risque du décès ou de l'invalidité jusqu'à la conclusion d'un nouveau rapport de prévoyance, mais au maximum pendant un mois. ³ L'institution de prévoyance peut exiger de l'assuré des cotisations de risque pour la prévoyance maintenue après la fin du rapport de prévoyance.</p>
IV. Réserves pour raisons de santé	<p>Art. 331c Les institutions de prévoyance peuvent faire des réserves pour raisons de santé en relation avec les risques d'invalidité et de décès. La durée de ces réserves est de cinq ans au plus.</p>

<p>V. Encouragement à la propriété du logement</p> <p>1. Mise en gage</p>	<p>Art. 331d</p> <p>¹ Le travailleur peut, au plus tard trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse, mettre en gage le droit aux prestations de prévoyance ou un montant à concurrence de sa prestation de libre passage pour la propriété d'un logement pour ses propres besoins.</p> <p>² La mise en gage est également autorisée pour acquérir des parts d'une coopérative de construction et d'habitation ou s'engager dans des formes similaires de participation si le travailleur utilise personnellement le logement cofinancé de la sorte.</p> <p>³ Pour que la mise en gage soit valable, il faut en aviser par écrit l'institution de prévoyance.</p> <p>⁴ Les travailleurs âgés de plus de 50 ans peuvent mettre en gage au maximum la prestation de libre passage à laquelle ils avaient droit à l'âge de 50 ans ou la moitié de la prestation de libre passage déterminante au moment de la mise en gage.</p> <p>⁵ Lorsque le travailleur est marié, la mise en gage n'est autorisée que si le conjoint donne son consentement écrit. S'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou s'il est refusé, le travailleur peut en appeler au tribunal civil. Cette disposition s'applique aux partenaires enregistrés.</p> <p>⁶ Si le gage est réalisé avant la survenance d'un cas de prévoyance ou avant le paiement en espèces, les art. 30d, 30e, 30g et 83a de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité sont applicables.</p> <p>⁷ Le Conseil fédéral détermine:</p> <ol style="list-style-type: none"> les buts pour lesquels la mise en gage est autorisée ainsi que la notion de «propriété d'un logement pour ses propres besoins»; les conditions à remplir pour la mise en gage des parts d'une coopérative de construction et d'habitation ou des formes similaires de participation.
<p>2. Versement anticipé</p>	<p>Art. 331e</p> <p>¹ Le travailleur peut, au plus tard trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse, faire valoir auprès de son institution de prévoyance le droit au versement d'un montant pour la propriété d'un logement pour ses propres besoins.</p> <p>² Les travailleurs peuvent obtenir, jusqu'à l'âge de 50 ans, un montant jusqu'à concurrence de leur prestation de libre passage. Les travailleurs âgés de plus de 50 ans peuvent obtenir au maximum la prestation de libre passage à laquelle ils avaient droit à l'âge de 50 ans ou la moitié de la prestation de libre passage à laquelle ils ont droit au moment du versement.</p> <p>³ Le travailleur peut également faire valoir le droit au versement de ce montant pour acquérir des parts d'une coopérative de construction et d'habitation ou s'engager dans des formes similaires de participation s'il utilise personnellement le logement cofinancé de la sorte.</p> <p>⁴ Le versement entraîne simultanément une réduction des prestations de prévoyance calculée d'après les règlements de prévoyance et les bases techniques des institutions de prévoyance respectives. Afin d'éviter que la couverture de prévoyance ne soit restreinte par la diminution des prestations en cas de décès ou d'invalidité, l'institution de prévoyance offre elle-même une assurance complémentaire ou fait office d'intermédiaire pour la conclusion d'une telle assurance.</p> <p>⁵ Lorsque le travailleur est marié, le versement et la constitution ultérieure d'un droit de gage immobilier ne sont autorisés que si le conjoint donne son consentement écrit. S'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou s'il est refusé, le travailleur peut en appeler au tribunal civil. Cette disposition s'applique par analogie aux partenaires enregistrés.</p> <p>⁶ Lorsque les époux divorcent avant la survenance d'un cas de prévoyance, le versement anticipé est considéré comme une prestation de libre passage; il est partagé conformément aux art. 123 du code civil, 280 et 281 CPC et 22 à 22b de la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage. Cette disposition s'applique par analogie en cas de dissolution judiciaire du partenariat enregistré.</p> <p>⁷ Si le versement anticipé ou la mise en gage remettent en question les liquidités de l'institution de prévoyance, celle-ci peut différer l'exécution des demandes y relatives. L'institution de prévoyance fixe dans son règlement un ordre de priorités pour l'ajournement de ces versements anticipés ou de ces mises en gage. Le Conseil fédéral règle les modalités.</p> <p>⁸ Sont en outre applicables les art. 30d, 30e, 30g et 83a de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité.</p>
<p>E. Droit sur des inventions et des designs</p>	<p>Art. 332</p> <p>¹ Les inventions que le travailleur a faites et les designs qu'il a créés, ou à l'élaboration desquels il a pris part, dans l'exercice de son activité au service de l'employeur et conformément à ses obligations contractuelles, appartiennent à l'employeur, qu'ils puissent être protégés ou non.</p> <p>² Par accord écrit, l'employeur peut se réserver un droit sur les inventions que le travailleur a faites et sur les designs qu'il a créés dans l'exercice de son activité au service de l'employeur, mais en dehors de l'accomplissement de ses obligations contractuelles.</p> <p>³ Le travailleur qui a fait une invention ou créé un design visé à l'al. 2 en informe par écrit l'employeur; celui-ci lui fait savoir par écrit dans les six mois s'il entend acquérir ou lui laisser l'invention ou le design.</p> <p>⁴ Si l'invention ou le design n'est pas laissé au travailleur, l'employeur lui verse une rétribution spéciale équitable, compte tenu de toutes les circonstances, notamment de la valeur économique de l'invention ou du design, de la collaboration de l'employeur et de ses auxiliaires, de l'usage qui a été fait de ses installations, ainsi que des dépenses du travailleur et de sa situation dans l'entreprise.</p>

<p>F. Transfert des rapports de travail 1. Effets</p>	<p>Art. 333 ¹ Si l'employeur transfère l'entreprise ou une partie de celle-ci à un tiers, les rapports de travail passent à l'acquéreur avec tous les droits et les obligations qui en découlent, au jour du transfert, à moins que le travailleur ne s'y oppose. ^{1bis} Si les rapports de travail transférés sont régis par une convention collective, l'acquéreur est tenu de la respecter pendant une année pour autant qu'elle ne prend pas fin du fait de l'expiration de la durée convenue ou de sa dénonciation. ² En cas d'opposition, les rapports de travail prennent fin à l'expiration du délai de congé légal; jusque-là, l'acquéreur et le travailleur sont tenus d'exécuter le contrat. ³ L'ancien employeur et l'acquéreur répondent solidairement des créances du travailleur échues dès avant le transfert jusqu'au moment où les rapports de travail pourraient normalement prendre fin ou ont pris fin par suite de l'opposition du travailleur. ⁴ Au surplus, l'employeur ne peut pas transférer à un tiers les droits découlant des rapports de travail, à moins que le contraire n'ait été convenu ou ne résulte des circonstances.</p>
<p>2. Consultation de la représentation des travailleurs</p>	<p>Art. 333a ¹ Si l'employeur transfère l'entreprise ou une partie de celle-ci à un tiers, il est tenu d'informer la représentation des travailleurs ou, à défaut, les travailleurs en temps utile avant la réalisation du transfert de l'entreprise sur: a. le motif du transfert; b. les conséquences juridiques, économiques et sociales du transfert pour les travailleurs. ² Si des mesures concernant les travailleurs sont envisagées suite au transfert de l'entreprise, la consultation de la représentation des travailleurs ou, à défaut, des travailleurs doit avoir lieu en temps utile avant que ces mesures ne soient décidées.</p>
<p>G. Fin des rapports de travail I. Contrat de durée déterminée</p>	<p>Art. 334 ¹ Le contrat de durée déterminée prend fin sans qu'il soit nécessaire de donner congé. ² Si, après l'expiration de la période convenue, le contrat de durée déterminée est reconduit tacitement, il est réputé être un contrat de durée indéterminée. ³ Le contrat conclu pour plus de dix ans peut être résilié après dix ans par chacune des parties pour la fin d'un mois, moyennant un délai de congé de six mois.</p>
<p>II. Contrat de durée indéterminée 1. Congé en général</p>	<p>Art. 335 ¹ Le contrat de durée indéterminée peut être résilié par chacune des parties. ² La partie qui donne le congé doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande.</p>
<p>2. Délais de congé a. En général</p>	<p>Art. 335a ¹ Les délais de congé doivent être identiques pour les deux parties; si un accord prévoit des délais différents, le délai le plus long est applicable aux deux parties. ² Lorsque l'employeur a manifesté son intention de résilier le contrat de travail ou qu'il l'a résilié pour des motifs d'ordre économique, des délais de congé plus courts peuvent toutefois être prévus en faveur du travailleur, par accord, contrat-type de travail ou convention collective.</p>
<p>b. Pendant le temps d'essai</p>	<p>Art. 335b ¹ Pendant le temps d'essai, chacune des parties peut résilier le contrat de travail à tout moment moyennant un délai de congé de sept jours; est considéré comme temps d'essai le premier mois de travail. ² Des dispositions différentes peuvent être prévues par accord écrit, contrat-type de travail ou convention collective; toutefois, le temps d'essai ne peut dépasser trois mois. ³ Lorsque, pendant le temps d'essai, le travail est interrompu par suite de maladie, d'accident ou d'accomplissement d'une obligation légale incombant au travailleur sans qu'il ait demandé de l'assumer, le temps d'essai est prolongé d'autant.</p>
<p>c. Après le temps d'essai</p>	<p>Art. 335c ¹ Le contrat peut être résilié pour la fin d'un mois moyennant un délai de congé d'un mois pendant la première année de service, de deux mois de la deuxième à la neuvième année de service, de trois mois ultérieurement. ² Ces délais peuvent être modifiés par accord écrit, contrat-type de travail ou convention collective; des délais inférieurs à un mois ne peuvent toutefois être fixés que par convention collective et pour la première année de service. ³ Si l'employeur résilie le contrat de travail et que le travailleur bénéficie d'un congé de paternité au sens de l'art. 329g avant la fin du contrat de travail, le délai de congé est prolongé du nombre de jours de congé qui n'ont pas été pris.</p>
<p>IIbis. Licenciement collectif 1. Définition</p>	<p>Art. 335d Par licenciement collectif, on entend les congés donnés dans une entreprise par l'employeur dans un délai de 30 jours pour des motifs non inhérents à la personne du travailleur et dont le nombre est au moins: 1. égal à 10 dans les établissements employant habituellement plus de 20 et moins de 100 travailleurs; 2. de 10 % du nombre des travailleurs dans les établissements employant habituellement au moins 100 et moins de 300 travailleurs; 3. égal à 30 dans les établissements employant habituellement au moins 300 travailleurs.</p>
<p>3. Consultation de la représentation des travailleurs</p>	<p>Art. 335f ¹ L'employeur qui envisage de procéder à un licenciement collectif est tenu de consulter la représentation des travailleurs ou, à défaut, les travailleurs. ² Il leur donne au moins la possibilité de formuler des propositions sur les moyens d'éviter les congés ou d'en limiter le nombre, ainsi que d'en atténuer les conséquences. ³ Il est tenu de fournir à la représentation des travailleurs ou, à défaut, aux travailleurs tous les renseignements utiles à cet effet et de leur communiquer en tout cas par écrit: a. les motifs du licenciement collectif; b. le nombre des travailleurs auxquels le congé doit être signifié; c. le nombre des travailleurs habituellement employés; d. la période pendant laquelle il est envisagé de donner les congés. ⁴ Il transmet à l'office cantonal du travail une copie de la communication prévue à l'al. 3.</p>

4. Procédure	<p>Art. 335g</p> <p>¹ L'employeur est tenu de notifier par écrit à l'office cantonal du travail tout projet de licenciement collectif et de transmettre à la représentation des travailleurs ou, à défaut, aux travailleurs une copie de cette notification.</p> <p>² La notification doit contenir les résultats de consultation de la représentation des travailleurs (art. 335f) ainsi que tous les renseignements utiles concernant le projet de licenciement collectif.</p> <p>³ L'office cantonal du travail tente de trouver des solutions aux problèmes posés par le licenciement collectif projeté. La représentation des travailleurs ou, à défaut, les travailleurs peuvent lui communiquer leurs observations.</p> <p>⁴ Si le contrat de travail est résilié dans le cadre d'un licenciement collectif, les rapports de travail prennent fin 30 jours après la notification du projet de licenciement collectif à l'office cantonal du travail, à moins que, selon les dispositions contractuelles ou légales, le congé ne produise effet à un terme ultérieur.</p>
III. Protection contre les congés 1. Résiliation abusive a. Principe	<p>Art. 336</p> <p>¹ Le congé est abusif lorsqu'il est donné par une partie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. pour une raison inhérente à la personnalité de l'autre partie, à moins que cette raison n'ait un lien avec le rapport de travail ou ne porte sur un point essentiel un préjudice grave au travail dans l'entreprise; b. en raison de l'exercice par l'autre partie d'un droit constitutionnel, à moins que l'exercice de ce droit ne viole une obligation résultant du contrat de travail ou ne porte sur un point essentiel un préjudice grave au travail dans l'entreprise; c. seulement afin d'empêcher la naissance de prétentions juridiques de l'autre partie, résultant du contrat de travail; d. parce que l'autre partie fait valoir de bonne foi des prétentions résultant du contrat de travail; e. parce que l'autre partie accomplit un service obligatoire, militaire ou dans la protection civile, ou un service civil, en vertu de la législation fédérale, ou parce qu'elle accomplit une obligation légale lui incombant sans qu'elle ait demandé de l'assumer. <p>² Est également abusif le congé donné par l'employeur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance du travailleur à une organisation de travailleurs ou en raison de l'exercice conforme au droit d'une activité syndicale; b. pendant que le travailleur, représentant élu des travailleurs, est membre d'une commission d'entreprise ou d'une institution liée à l'entreprise et que l'employeur ne peut prouver qu'il avait un motif justifié de résiliation. c. sans respecter la procédure de consultation prévue pour les licenciements collectifs (art. 335f). <p>³ Dans les cas prévus à l'al. 2, let. b, la protection du représentant des travailleurs dont le mandat a pris fin en raison d'un transfert des rapports de travail (art. 333) est maintenue jusqu'au moment où ce mandat aurait expiré si le transfert n'avait pas eu lieu.</p>
b. Sanction	<p>Art. 336a</p> <p>¹ La partie qui résilie abusivement le contrat doit verser à l'autre une indemnité.</p> <p>² L'indemnité est fixée par le juge, compte tenu de toutes les circonstances; toutefois, elle ne peut dépasser le montant correspondant à six mois de salaire du travailleur. Sont réservés les dommages-intérêts qui pourraient être dus à un autre titre.</p> <p>³ En cas de congé abusif au sens de l'art. 336, al. 2, let. c, l'indemnité ne peut s'élever au maximum qu'au montant correspondant à deux mois de salaire du travailleur.</p>
c. Procédure	<p>Art. 336b</p> <p>¹ La partie qui entend demander l'indemnité fondée sur les art. 336 et 336a doit faire opposition au congé par écrit auprès de l'autre partie au plus tard jusqu'à la fin du délai de congé.</p> <p>² Si l'opposition est valable et que les parties ne s'entendent pas pour maintenir le rapport de travail, la partie qui a reçu le congé peut faire valoir sa prétention à une indemnité. Elle doit agir par voie d'action en justice dans les 180 jours à compter de la fin du contrat, sous peine de péremption.</p>
2. Résiliation en temps inopportun a. Par l'employeur	<p>Art. 336c</p> <p>¹ Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. pendant que le travailleur accomplit un service obligatoire, militaire ou dans la protection civile, ou un service civil, en vertu de la législation fédérale, ou encore pendant les quatre semaines qui précèdent et qui suivent ce service pour autant qu'il ait duré plus de onze jours; b. pendant une incapacité de travail totale ou partielle résultant d'une maladie ou d'un accident non imputables à la faute du travailleur, et cela, durant 30 jours au cours de la première année de service, durant 90 jours de la deuxième à la cinquième année de service et durant 180 jours à partir de la sixième année de service; c. pendant la grossesse et au cours des seize semaines qui suivent l'accouchement; c^{bis}. avant le terme du congé de maternité prolongé conformément à l'art. 329f, al. 2; c^{ter}. tant que dure le droit au congé de prise en charge visé à l'art. 329i, pour une période maximale de six mois à compter du jour où le délai-cadre commence à courir; d. pendant que le travailleur participe, avec l'accord de l'employeur, à un service d'aide à l'étranger ordonné par l'autorité fédérale. <p>² Le congé donné pendant une des périodes prévues à l'alinéa précédent est nul; si le congé a été donné avant l'une de ces périodes et si le délai de congé n'a pas expiré avant cette période, ce délai est suspendu et ne continue à courir qu'après la fin de la période.</p> <p>³ Lorsque les rapports de travail doivent cesser à un terme, tel que la fin d'un mois ou d'une semaine de travail, et que ce terme ne coïncide pas avec la fin du délai de congé qui a recommencé à courir, ce délai est prolongé jusqu'au prochain terme.</p>
b. Par le travailleur	<p>Art. 336d</p> <p>¹ Après le temps d'essai, le travailleur ne peut pas résilier le contrat si un supérieur dont il est en mesure d'assumer les fonctions ou l'employeur lui-même se trouve empêché pour les motifs indiqués à l'art. 336c, al. 1, let. a, et s'il incombe audit travailleur d'assurer le remplacement.</p> <p>² L'art. 336c, al. 2 et 3, est applicable par analogie.</p>

<p>IV. Résiliation immédiate</p> <p>1. Conditions</p> <p>a. Justes motifs</p>	<p>Art. 337</p> <p>¹ L'employeur et le travailleur peuvent résilier immédiatement le contrat en tout temps pour de justes motifs; la partie qui résilie immédiatement le contrat doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande.</p> <p>² Sont notamment considérées comme de justes motifs toutes les circonstances qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas d'exiger de celui qui a donné le congé la continuation des rapports de travail.</p> <p>³ Le juge apprécie librement s'il existe de justes motifs, mais en aucun cas il ne peut considérer comme tel le fait que le travailleur a été sans sa faute empêché de travailler.</p>
<p>b. Insolvabilité de l'employeur</p>	<p>Art. 337a</p> <p>En cas d'insolvabilité de l'employeur, le travailleur peut résilier immédiatement le contrat, si des sûretés ne lui sont pas fournies dans un délai convenable pour garantir ses prétentions contractuelles.</p>
<p>2. Conséquences</p> <p>a. Résiliation justifiée</p>	<p>Art. 337b</p> <p>¹ Si les justes motifs de la résiliation immédiate du contrat consistent dans son inobservation par l'une des parties, celle-ci doit réparer intégralement le dommage causé, compte tenu de toutes les prétentions découlant des rapports de travail.</p> <p>² Dans les autres cas, le juge apprécie librement les conséquences pécuniaires de la résiliation immédiate en tenant compte de toutes les circonstances.</p>
<p>b. Résiliation injustifiée</p>	<p>Art. 337c</p> <p>¹ Lorsque l'employeur résilie immédiatement le contrat sans justes motifs, le travailleur a droit à ce qu'il aurait gagné, si les rapports de travail avaient pris fin à l'échéance du délai de congé ou à la cassation du contrat conclu pour une durée déterminée.</p> <p>² On impute sur ce montant ce que le travailleur a épargné par suite de la cessation du contrat de travail ainsi que le revenu qu'il a tiré d'un autre travail ou le revenu auquel il a intentionnellement renoncé.</p> <p>³ Le juge peut condamner l'employeur à verser au travailleur une indemnité dont il fixera librement le montant, compte tenu de toutes les circonstances; elle ne peut toutefois dépasser le montant correspondant à six mois de salaire du travailleur.</p>
<p>c. Non-entrée en service ou abandon injustifié de l'emploi</p>	<p>Art. 337d</p> <p>¹ Lorsque le travailleur n'entre pas en service ou abandonne son emploi abruptement sans justes motifs, l'employeur a droit à une indemnité égale au quart du salaire mensuel; il a en outre droit à la réparation du dommage supplémentaire.</p> <p>² Le juge peut réduire l'indemnité selon sa libre appréciation si l'employeur ne subit aucun dommage ou si le dommage est inférieur à l'indemnité prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>³ Si le droit à l'indemnité ne s'éteint pas par compensation, il doit, sous peine de péremption, être exercé par voie d'action en justice ou de poursuites dans les 30 jours à compter de la non-entrée en place ou de l'abandon de l'emploi.</p>
<p>V. Décès du travailleur ou de l'employeur</p> <p>1. Décès du travailleur</p>	<p>Art. 338</p> <p>¹ Le contrat prend fin au décès du travailleur.</p> <p>² Toutefois, l'employeur doit payer le salaire, à partir du jour du décès, pour un mois encore et, si les rapports de travail ont duré plus de cinq ans, pour deux mois encore, si le travailleur laisse un conjoint, un partenaire enregistré ou des enfants mineurs ou, à défaut, d'autres personnes en faveur desquelles il remplissait une obligation d'entretien.</p>
<p>2. Décès de l'employeur</p>	<p>Art. 338a</p> <p>¹ À la mort de l'employeur, le contrat passe aux héritiers; les dispositions relatives au transfert des rapports de travail en cas de transfert de l'entreprise sont applicables par analogie.</p> <p>² Le contrat conclu essentiellement en considération de la personne de l'employeur prend fin à son décès; toutefois, le travailleur peut réclamer une indemnité équitable pour le dommage causé par l'extinction prématurée du contrat.</p>
<p>VI. Conséquences de la fin du contrat</p> <p>1. Exigibilité des créances</p>	<p>Art. 339</p> <p>¹ À la fin du contrat, toutes les créances qui en découlent deviennent exigibles.</p> <p>² Lorsque le travailleur a droit à une provision pour des affaires dont l'exécution a lieu entièrement ou partiellement après la fin du contrat, l'exigibilité peut être différée par accord écrit, mais en général pour six mois au plus; l'exigibilité ne peut pas être différée de plus d'une année s'il s'agit d'affaires donnant lieu à des prestations successives, ni de plus de deux ans s'il s'agit de contrats d'assurance ou d'affaires dont l'exécution s'étend sur plus d'une demi-année.</p> <p>³ Le droit à une participation au résultat de l'exploitation est exigible conformément à l'art. 323, al. 3.</p>
<p>2. Restitution</p>	<p>Art. 339a</p> <p>¹ Au moment où le contrat prend fin, les parties se rendent tout ce qu'elles se sont remis pour la durée du contrat, de même que tout ce que l'une d'elles pourrait avoir reçu de tiers pour le compte de l'autre.</p> <p>² Le travailleur restitue notamment les véhicules à moteur et les permis de circulation, de même que les avances de salaire et de frais dans la mesure où elles excèdent ses créances.</p> <p>³ Les droits de rétention des parties sont réservés.</p>
<p>3. Indemnité à raison de longs rapports de travail</p> <p>a. Conditions</p>	<p>Art. 339b</p> <p>¹ Si les rapports de travail d'un travailleur âgé d'au moins 50 ans prennent fin après vingt ans ou plus, l'employeur verse au travailleur une indemnité à raison de ces longs rapports de travail.</p> <p>² Si le travailleur meurt pendant la durée des rapports de travail, l'indemnité est versée au conjoint ou au partenaire enregistré survivant, aux enfants mineurs ou, à défaut, aux autres personnes en faveur desquelles le travailleur remplissait une obligation d'entretien.</p>
<p>b. Montant et échéance</p>	<p>Art. 339c</p> <p>¹ Le montant de l'indemnité peut être fixé par accord écrit, contrat-type de travail ou convention collective, mais ne doit pas être inférieur au montant du salaire pour deux mois.</p> <p>² Si le montant de l'indemnité n'est pas déterminé, le juge le fixe selon sa libre appréciation, compte tenu de toutes les circonstances; l'indemnité ne doit toutefois pas dépasser le montant du salaire pour huit mois.</p> <p>³ L'indemnité peut être réduite ou supprimée si le travailleur a résilié le contrat sans justes motifs ou si l'employeur l'a résilié avec effet immédiat pour de justes motifs ou si le paiement de cette indemnité l'exposerait à la gêne.</p> <p>⁴ L'indemnité est due au moment où les rapports de travail prennent fin, mais l'échéance peut en être différée par un accord écrit, par un contrat-type de travail, par une convention collective ou par le juge.</p>

VII. Prohibition de faire concurrence 1. Conditions	Art. 340 1 Le travailleur qui a l'exercice des droits civils peut s'engager par écrit envers l'employeur à s'abstenir après la fin du contrat de lui faire concurrence de quelque manière que ce soit, notamment d'exploiter pour son propre compte une entreprise concurrente, d'y travailler ou de s'y intéresser. 2 La prohibition de faire concurrence n'est valable que si les rapports de travail permettent au travailleur d'avoir connaissance de la clientèle ou de secrets de fabrication ou d'affaires de l'employeur et si l'utilisation de ces renseignements est de nature à causer à l'employeur un préjudice sensible.
2. Limitations	Art. 340a 1 La prohibition doit être limitée convenablement quant au lieu, au temps et au genre d'affaires, de façon à ne pas compromettre l'avenir économique du travailleur contrairement à l'équité; elle ne peut excéder trois ans qu'en cas de circonstances particulières. 2 Le juge peut réduire selon sa libre appréciation une prohibition excessive, en tenant compte de toutes les circonstances; il aura égard, d'une manière équitable, à une éventuelle contre-prestation de l'employeur.
3. Conséquences des contraventions	Art. 340b 1 Le travailleur qui enfreint la prohibition de faire concurrence est tenu de réparer le dommage qui en résulte pour l'employeur. 2 Il peut, lorsque la contravention est sanctionnée par une peine conventionnelle et sauf accord contraire, se libérer de la prohibition de faire concurrence en payant le montant prévu; toutefois, il est tenu de réparer le dommage qui excéderait ce montant. 3 L'employeur peut exiger, s'il s'en est expressément réservé le droit par écrit, outre la peine conventionnelle et les dommages-intérêts supplémentaires éventuels, la cessation de la contravention, lorsque cette mesure est justifiée par l'importance des intérêts lésés ou menacés de l'employeur et par le comportement du travailleur.
4. Fin	Art. 340c 1 La prohibition de faire concurrence cesse s'il est établi que l'employeur n'a plus d'intérêt réel à ce qu'elle soit maintenue. 2 La prohibition cesse également si l'employeur résilie le contrat sans que le travailleur lui ait donné un motif justifié ou si le travailleur résilie le contrat pour un motif justifié imputable à l'employeur.

<u>Le contrat d'apprentissage</u>	
I. Définition et formation	Art. 344 Par le contrat d'apprentissage, l'employeur s'engage à former la personne en formation à l'exercice d'une activité professionnelle déterminée, conformément aux règles du métier, et la personne en formation s'engage à travailler au service de l'employeur pour acquérir cette formation.
2. Formation et projet	Art. 344a 1 Le contrat d'apprentissage n'est valable que s'il est passé par écrit. 2 Le contrat règle la nature et la durée de la formation professionnelle, le salaire, le temps d'essai, l'horaire de travail et les vacances. 3 Le temps d'essai ne doit pas être inférieur à un mois ni supérieur à trois mois. S'il n'est pas fixé dans le contrat, il est de trois mois. 4 Avant l'expiration du temps d'essai, ce dernier peut exceptionnellement être prolongé jusqu'à six mois, d'entente entre les parties et avec l'approbation des autorités cantonales. 5 Le contrat peut contenir d'autres clauses, notamment sur la fourniture des instruments de travail, la contribution aux frais de logement et d'entretien, le paiement de primes d'assurances ou d'autres prestations des parties. 6 Les accords qui portent atteinte à la libre décision de la personne en formation quant à son activité professionnelle après l'apprentissage sont nuls.
1. Obligations spéciales de la personne en formation et de son représentant légal	Art. 345 1 La personne en formation s'efforce d'atteindre le but de l'apprentissage. 2 Le représentant légal de la personne en formation appuie de son mieux l'employeur dans sa tâche et favorise la bonne entente entre celui-ci et la personne en formation.
2. Obligations spéciales de l'employeur	Art. 345a 1 L'employeur veille à ce que la personne en formation soit formée sous la responsabilité d'une personne du métier ayant les capacités professionnelles et les qualités personnelles nécessaires. 2 Il laisse à la personne en formation, sans réduction de salaire, le temps nécessaire pour suivre les cours de l'école professionnelle et les cours interentreprises, et pour passer l'examen de fin d'apprentissage. 3 Il accorde à la personne en formation, jusqu'à l'âge de 20 ans révolus, au moins cinq semaines de vacances par année d'apprentissage. 4 Il ne peut occuper la personne en formation à des travaux étrangers à l'activité professionnelle envisagée et à des travaux aux pièces ou à la tâche que s'ils sont en relation avec l'exercice de la profession et que sa formation n'est pas compromise.
III. Fin du contrat 1. Résiliation anticipée	Art. 346 1 Pendant le temps d'essai, le contrat d'apprentissage peut être résilié en tout temps moyennant un délai de congé de sept jours. 2 Le contrat d'apprentissage peut être résilié immédiatement pour de justes motifs au sens de l'art. 337, notamment: a. si la personne responsable de la formation n'a pas les capacités professionnelles ou les qualités personnelles nécessaires pour former la personne en formation; b. si la personne en formation n'a pas les aptitudes physiques ou intellectuelles indispensables à sa formation ou si sa santé ou sa moralité est compromise; la personne en formation et, le cas échéant, ses représentants légaux, doivent être entendus au préalable; c. si la formation ne peut être achevée ou ne peut l'être que dans des conditions essentiellement différentes de celles qui avaient été prévues.

2. Certificat d'apprentissage	<p>Art. 346a</p> <p>¹ L'employeur délivre à la personne en formation, au terme de l'apprentissage, un certificat indiquant l'activité professionnelle apprise et la durée de l'apprentissage.</p> <p>² À la demande de la personne en formation ou de son représentant légal, le certificat porte aussi sur les aptitudes, le travail et la conduite de la personne en formation.</p>
-------------------------------	--

La convention collective de travail	
<p>I. Définition, objet, forme et durée</p> <p>1. Définition et objet</p>	<p>Art. 356</p> <p>¹ Par la convention collective, des employeurs ou associations d'employeurs, d'une part, et des associations de travailleurs, d'autre part, établissent en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail entre employeurs et travailleurs intéressés.</p> <p>² La convention peut également contenir d'autres clauses, pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs; elle peut même être limitée à ces clauses.</p> <p>³ La convention peut en outre régler les droits et obligations réciproques des parties contractantes, ainsi que le contrôle et l'exécution des clauses prévues aux alinéas précédents.</p> <p>⁴ Lorsque plusieurs associations d'employeurs ou de travailleurs sont liées par la convention, soit pour avoir pris part à sa conclusion, soit pour y avoir adhéré ultérieurement avec le consentement des parties, elles ont les unes envers les autres les mêmes droits et obligations; tout accord contraire est nul.</p>
2. Liberté de s'affilier à une organisation et d'exercer la profession	<p>Art. 356a</p> <p>¹ Les clauses de la convention et les accords entre les parties qui tendent à contraindre des employeurs ou des travailleurs à s'affilier à une association contractante sont nuls.</p> <p>² Les clauses de la convention et les accords entre les parties qui tendent à empêcher ou à limiter l'exercice d'une profession ou d'une activité déterminée par le travailleur ou encore l'acquisition de la formation nécessaire à cet effet, sont nuls.</p> <p>³ Les clauses et les accords visés à l'alinéa précédent sont exceptionnellement valables s'ils sont justifiés par des intérêts prépondérants dignes de protection, tels que la sécurité et la santé de personnes ou la qualité du travail; toutefois, l'intérêt d'éloigner de nouvelles personnes de la profession n'est pas digne de protection.</p>
3. Soumission à la convention	<p>Art. 356b</p> <p>¹ Les employeurs, ainsi que les travailleurs au service d'un employeur lié par la convention, peuvent se soumettre individuellement à cette dernière avec le consentement des parties; ils sont dès lors considérés comme liés par la convention.</p> <p>² La convention peut régler les modalités d'application. Si elle prévoit des conditions inéquitables, en particulier des contributions excessives, le juge peut les annuler ou les ramener à de justes limites; toutefois, les clauses et les accords tendant à fixer des contributions au profit d'une seule partie sont nuls.</p> <p>³ Les clauses de la convention et les accords entre les parties qui tendent à contraindre les membres d'associations d'employeurs ou de travailleurs à se soumettre à la convention sont nuls lorsque ces associations ne peuvent devenir parties à la convention ou conclure une convention analogue.</p>
4. Forme et durée	<p>Art. 356c</p> <p>¹ La conclusion de la convention, ses modifications et sa résiliation par accord des parties, l'adhésion d'une nouvelle partie et la dénonciation ne sont valables qu'en la forme écrite; la déclaration de soumission individuelle de l'employeur ou du travailleur, le consentement des parties selon l'art. 356b, al. 1, ainsi que la dénonciation de la soumission sont également subordonnés à l'observation de la forme écrite.</p> <p>² Lorsque la convention n'a pas été conclue pour une durée déterminée, chaque partie peut, sauf stipulation contraire, la dénoncer après un an et moyennant un avertissement de six mois, avec effet pour toutes les autres parties; cette disposition s'applique par analogie à la soumission individuelle.</p>
<p>II. Effets</p> <p>1. À l'égard des employeurs et travailleurs liés par la convention</p>	<p>Art. 357</p> <p>¹ Sauf disposition contraire de la convention, les clauses relatives à la conclusion, au contenu et à l'extinction des contrats individuels de travail ont, pour la durée de la convention, un effet direct et impératif envers les employeurs et travailleurs qu'elles lient.</p> <p>² En tant qu'ils dérogent à des clauses impératives, les accords entre employeurs et travailleurs liés par la convention sont nuls et remplacés par ces clauses; toutefois, les dérogations stipulées en faveur des travailleurs sont valables.</p>
2. À l'égard des parties	<p>Art. 357a</p> <p>¹ Les parties veillent à l'observation de la convention; à cette fin, les associations interviennent auprès de leurs membres en usant, au besoin, des moyens que leur confèrent leurs statuts et la loi.</p> <p>² Chaque partie maintient la paix du travail et, en particulier, s'abstient de tout moyen de combat quant aux matières réglées dans la convention; l'obligation de maintenir la paix n'est illimitée que si les parties en sont convenues expressément.</p>
3. Exécution commune	<p>Art. 357b</p> <p>¹ Lorsque la convention est conclue par des associations, celles-ci peuvent stipuler qu'elles auront le droit, en commun, d'en exiger l'observation de la part des employeurs et travailleurs liés par elle, en tant qu'il s'agit des objets suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. conclusion, objet et fin des contrats individuels de travail, seule une action en constatation étant admissible; b. paiement de cotisations à des caisses de compensation ou à d'autres institutions concernant les rapports de travail, représentation des travailleurs dans l'entreprise et maintien de la paix du travail; c. contrôles, cautionnements et peines conventionnelles, en rapport avec les dispositions visées aux let. a et b. <p>² Les parties ne peuvent insérer dans la convention les stipulations prévues à l'alinéa précédent sans y être autorisées expressément par leurs statuts ou leur organe suprême.</p> <p>³ Sauf clause contraire de la convention, les dispositions sur la société simple s'appliquent par analogie aux rapports internes des parties.</p>
III. Rapport avec le droit impératif	<p>Art. 358</p> <p>Le droit impératif de la Confédération et des cantons l'emporte sur la convention; toutefois, les dérogations stipulées en faveur des travailleurs sont valables, à moins que le droit impératif ne s'y oppose expressément.</p>

Le contrat-type de travail

I. Définition et objet	<p>Art. 359 ¹ Par le contrat-type de travail sont établies des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin de diverses espèces de contrats de travail. ² Les cantons sont tenus d'édicter des contrats-types pour les travailleurs agricoles et le service de maison; notamment, ces contrats-types règlent la durée du travail et du repos et les conditions de travail des travailleuses et des jeunes travailleurs. ³ L'art. 358 est applicable par analogie au contrat-type de travail.</p>
II. Autorités compétentes et procédure	<p>Art. 359a ¹ Le Conseil fédéral édicte les contrats-types valables pour plusieurs cantons; les cantons sont compétents dans les autres cas. ² Avant d'être édicté, le contrat-type de travail est publié d'une manière suffisante, avec indication d'un délai pendant lequel quiconque justifie d'un intérêt peut présenter des observations par écrit; en outre, l'autorité prend l'avis des associations professionnelles et des sociétés d'utilité publique intéressées. ³ Le contrat-type entre en vigueur après avoir été publié conformément aux prescriptions valables pour les publications officielles. ⁴ La même procédure est applicable à l'abrogation et à la modification d'un contrat-type de travail.</p>
III. Effets	<p>Art. 360 ¹ Sauf accord contraire, le contrat-type de travail s'applique directement aux rapports de travail qu'il régit. ² Le contrat-type peut prévoir que les accords dérogeant à certaines de ses dispositions doivent être passés en la forme écrite.</p>
IV. Salaires minimaux 1. Conditions	<p>Art. 360a ¹ Si, au sein d'une branche économique ou d'une profession, les salaires usuels dans la localité, la branche ou la profession font l'objet d'une sous-enchère abusive et répétée et qu'il n'existe pas de convention collective de travail contenant des dispositions relatives aux salaires minimaux pouvant être étendue, l'autorité compétente peut édicter, sur proposition de la commission tripartite visée à l'art. 360b, un contrat-type de travail d'une durée limitée prévoyant des salaires minimaux différenciés selon les régions et, le cas échéant, selon les localités, dans le but de combattre ou de prévenir les abus. ² Les salaires minimaux ne doivent pas être contraires à l'intérêt général et ne doivent pas léser les intérêts légitimes d'autres branches économiques ou d'autres milieux de la population. Ils doivent tenir équitablement compte des intérêts des minorités dans les branches économiques ou professions concernées, quand ces intérêts résultent de la diversité des conditions régionales et des entreprises.</p>
2. Commissions tripartites	<p>Art. 360b ¹ La Confédération et chaque canton instituent une commission tripartite composée en nombre égal de représentants des employeurs et des travailleurs ainsi que de représentants de l'État. ² Les associations d'employeurs et de travailleurs peuvent proposer des représentants dans les commissions prévues à l'al. 1. ³ Les commissions observent le marché du travail. Si elles constatent des abus au sens de l'art. 360a, al. 1, elles tentent en règle générale de trouver un accord avec les employeurs concernés. Si elles n'y parviennent pas dans un délai de deux mois, elles proposent à l'autorité compétente d'édicter pour les branches ou professions concernées un contrat-type de travail fixant des salaires minimaux. ⁴ Si l'évolution de la situation dans les branches concernées le justifie, la commission tripartite propose à l'autorité compétente la modification ou l'abrogation du contrat-type de travail. ⁵ Afin qu'elles soient en mesure de remplir leurs tâches, les commissions tripartites ont, dans les entreprises, le droit d'obtenir des renseignements et de consulter tout document nécessaire à l'exécution de l'enquête. En cas de litige, une autorité désignée à cet effet par la Confédération ou par le canton tranche. ⁶ Lorsque cela est nécessaire à l'exécution de leurs enquêtes, les commissions tripartites qui en font la demande peuvent obtenir de l'Office fédéral de la statistique les données individuelles contenues dans des conventions collectives de travail d'entreprises.</p>
3. Secret de fonction	<p>Art. 360c ¹ Les membres des commissions tripartites sont soumis au secret de fonction; ils ont en particulier l'obligation de garder le secret envers les tiers sur toutes les indications de nature commerciale ou privée dont ils ont eu connaissance en leur qualité de membre. ² Cette obligation subsiste après la fin de leur activité au sein de la commission tripartite.</p>
4. Effets	<p>Art. 360d ¹ Le contrat-type de travail au sens de l'art. 360a s'applique également aux travailleurs qui ne sont actifs que pour une période limitée dans son champ d'application territorial, ainsi qu'aux travailleurs dont les services ont été loués. ² Il ne peut pas être dérogé à un contrat-type de travail au sens de l'art. 360a en défaveur du travailleur.</p>
5. Qualité pour agir des associations	<p>Art. 360e Les associations représentant les employeurs ou les travailleurs peuvent ouvrir une action tendant à faire constater le respect ou le non-respect du contrat-type de travail au sens de l'art. 360a.</p>
6. Communication	<p>Art. 360f Les cantons qui édicent un contrat-type de travail en application de l'art. 360a en font tenir un exemplaire à l'office fédéral compétent.</p>
e. Prescription	<p>Art. 371 ¹ Les droits du maître en raison des défauts de l'ouvrage se prescrivent par deux ans à compter de la réception de l'ouvrage. Le délai est cependant de cinq ans si les défauts d'un ouvrage mobilier intégré dans un ouvrage immobilier conformément à l'usage auquel il est normalement destiné sont à l'origine des défauts de l'ouvrage. ² Les droits du maître en raison des défauts d'un ouvrage immobilier envers l'entrepreneur et envers l'architecte ou l'ingénieur qui ont collaboré à l'exécution de l'ouvrage se prescrivent par cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.</p>